

Abbé J.-E. TAMINI

ESSAI

de

MONOGRAPHIE

DE SIERRE

Avec l'autorisation de l'Ordinaire

SN

1785



Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010067245

SN 1785





W. Chene

ESSAI DE MONOGRAPHIE DE SIERRE







1. Gérondo — 2. Ruines du château des majors — 3. Tour de Goubin — 4. Ancienne église — 5. Château des vidomnes avec l'église paroissiale — Chippis et ses usines.

Abbé J.-E. TAMINI  
[con] [mille]

ESSAI  
de  
MONOGRAPHIE  
DE SIERRE



ST-MAURICE — IMPRIMERIE ST-AUGUSTIN.

— 1930 —

SN 1785



73/1

*Hommage respectueux et reconnaissant*

***à M. l'abbé Jean Sierro,***

*ancien curé-doyen de St-Léonard,  
directeur temporel au grand séminaire de Sion.*





# ESSAI

## DE MONOGRAPHIE DE SIERRE

---

### Avant-propos, division et sources.

---

Parmi les anciennes localités du Valais, il convient de placer Sierre, qui dut, de tout temps, son importance à sa position favorable. Situé au pied du mont, sur la rive droite du Rhône, fertile, ensoleillé, il tire sans doute de l'astre du jour « Sideris » son nom comme son armoirie. Il jouit d'un climat doux et sain ainsi que d'une vue magnifique. En face, s'ouvre le pittoresque Val d'Anniviers, entre le haut plateau de Vercorin, au-dessus des bois de Chippis et de Chalais, et l'Illhorn aux parois tapissées de forêts partant de Finges, au-dessus de Géronde, pour aller jusqu'au pied de la Bella Tolla. Le bourg de Loèche, dans la vallée supérieure du Rhône, s'étend au loin, sur le premier gradin du mont. Au couchant, la plaine inférieure avec les agglomérations, au-delà du fleuve, de Chalais-Rechy, Granges, Grône.

S'il se retourne pour contempler la montagne à la pente douce et fuyante jusque vers le glacier de la Plaine Morte, le visiteur remarque, dans les replis du terrain, les gracieux villages de Veyras et de Miège au premier plan ; de Darnonaz, d'Anchettes, de Venthône, avec sa tour séculaire, au second ; au troisième, à St-Maurice de Laques, l'église paroissiale des communes de Mollens et Randogne ; enfin la station climaterique de Montana-Vermala, et, dominant les alpages, les sommets flanqués des deux Bonvin.

Notre territoire, à 16 kilomètres Nord-Est de Sion et à 37 kilomètres Ouest de Brigue, sur la voie du Simplon, qui tra-

versait le Valais et facilitait les communications entre les différentes parties du pays, avec Sedunum, Octodure et Agaune, connu, de bonne heure, des habitants ; sous les Romains, sans doute, même auparavant.

Au moyen-âge, tour à tour possession de l'abbaye de St-Maurice, seigneurie de l'évêché de Sion, Sierre devint, pendant les temps modernes, chef-lieu de dizain puis de district. Voilà autant de périodes intéressantes pour qui désire soulever le voile du passé et se familiariser un tantinet avec les personnes et les choses d'antan.

Cet « Essai de Monographie » vient compléter une recension lue à la séance de la Société d'Histoire du Valais Romand à Sierre, en juin 1922, puis imprimée, en 1923, dans les Annales Valaisannes. A la suite de découvertes postérieures intéressantes, dans les archives de Sierre surtout, elle subit quelques retouches et reçut des compléments. Le lecteur trouvera dans cette deuxième édition des vues neuves, parfois personnelles, que je sou mets à sa bienveillante attention.

La matière nous permet de diviser l'histoire de notre bourg en quatre sections : le **Sierre primitif** ou la villa gallo-romaine de Villa-Muraz ; le **Vieux-Sierre** de la féodalité ; le **Sierre moderne** ou Plan de Sierre ; le **Sierre contemporain**. J'y ajouterai, en cinquième section, l'histoire de la paroisse.

Et à quelles sources ai-je puisé mes renseignements ? Je cite, outre les archives de Sierre, mises gracieusement à ma disposition par M. le conseiller Elie Zwissig, celles de la contrée à la tour de Venthône et à l'église de St-Maurice de Laques, de la famille de Preux à Anchettes et à Villa, de l'Etat du Valais, de l'abbaye de St-Maurice, etc..., sans oublier les publications de nos principaux historiens nationaux, les ecclésiastiques de Rivaz, Gremaud, Rameau, Furrer Boccard, Kämpfen, Grenat, Imesch, Meyer, Zufferey puis Hoppeler, Gay et Ribordy.

---

## SECTION I

### Le Sierre primitif ou la villa-romaine à Villa-Muraz

Grâce à sa situation favorable, à un climat tempéré et sain, Sierre, qui s'écrivait *Sidrium* au VI<sup>e</sup> siècle, *Sidrus* en 1052, *Sidro* dès 1131, *Sirro* en 1179, eut déjà des habitants aux temps préhistoriques. Ainsi l'on découvrit, dans le bourg et dans ses environs, des objets, des tombes de l'âge de fer à Villa, à Muraz, à Glarey, à Goubin. L'on trouva aussi, sur la colline de Géronde, nombre de souvenirs, conservés en partie au musée de Valère, souvenirs qui dateraient, disent les connaisseurs, de la transition entre la période romaine et sa devancière.

A mentionner encore d'autres témoins d'un lointain passé, des statuettes en bronze classées au musée de Genève. Nul doute que des fouilles ultérieures permettraient de faire d'autres découvertes intéressant ces temps reculés.

Sans abonder, les vestiges de la domination romaine nous apparaissent plus nombreux. Rien d'étonnant : si le Simplon ne servit pas de voie militaire comme le Montjoux, aujourd'hui le St-Bernard, il ne manquait point d'importance au point de vue commercial sous les Césars. Citons comme preuves des tombeaux, des pièces trouvées un peu partout, même à Venthône et à Randogne ; des restes de murs à Géronde vers 1889, un marbre avec ces mots : Aux dieux mânes ». Comment ne pas relever à cet effet l'inscription aujourd'hui incrustée dans le mur intérieur du clocher de la vieille église : *Mercurio, Valérius, Optatus*. V(otum) S(olvit) L(ubens) M(erito) : « A Mercure Valérius Optatus accomplit son vœu avec reconnaissance ? »<sup>2</sup>.

On remarque d'autres traces de la domination romaine à Sierre, quand on étudie la donation du roi Sigismond, en avril 515, c'est-à-dire quarante ans après la chute

---

(1) Ruppen, Monographie de Géronde dans les « Blätter aus der Walliser-geschichte, III, 420 ss.

(2) Boccard, 393.

de l'empire d'Occident, donation qui laisse l'illusion, chez nous, d'une villa sous les Romains.

Voici, dans cette charte, ce qui nous concerne : « Moi, Sigismond, pour le repos de mon âme, je donne, parmi mes propriétés, à Dieu, à St-Maurice et à ceux qui le servent..., dans le comté du Valais, les villas de Conthey, *Sierre*, *Loèche*, *Bramois*, *Bernune* »<sup>1</sup>.

Que faut-il entendre par une villa ou curtis ? A la chute de l'empire Romain, vers la fin du V siècle, à l'époque de la donation, on appelait de ce nom un domaine avec l'ensemble des hommes et des constructions nécessaires à son exploitation. Les habitations des hommes libres et des serfs se groupaient autour de la maison du maître, sur une éminence. Aussi, la villa égalait-elle parfois en importance une commune actuelle.

Lors de l'occupation du Valais par les Burgondes, vers 450, les anciens propriétaires gallo-romains avaient dû partager leurs terres avec les nouveaux venus ; mais ce partage ne détruisit pas l'unité territoriale de la villa. D'ailleurs, un certain nombre de villas, depuis l'établissement des Burgondes, restèrent indivises dans les régions occupées, dont les invasions avaient diminué la population, terres qui allèrent au fisc royal. Du domaine de sa maison, Sigismond, roi de Bourgogne, semble avoir détaché les villas qu'il donna à l'abbaye dans la vallée du Rhône, entr'autres *Sierre* et *Bernune*.

Pour s'en convaincre, il suffit de revoir de plus près le texte de cette donation vraiment princière :

« Je fais don au prédit monastère, de tous ces territoires... dans leur intégrité, avec leurs dépendances et leurs accessoires, c'est-à-dire les terres, les édifices, les esclaves, les hommes libres, les affranchis, les serfs, les censitaires, les colons, ainsi que les vignes, les champs, les forêts, les eaux, les cours d'eau, le mobilier et les dîmes et tout ce qui appartient à ces villas. »

Un examen un peu minutieux permet de relever dans cette charte tout ce qui composait la villa gallo-romaine : les terres avec désignation, les vignes, les champs, les prés, les forêts et les cours d'eau ; les habitations et les autres édifices de

---

(1) Maxime Reymond, « La donation de S. Sigismond ».

la ferme ; les hommes libres, les affranchis, les censitaires, les colons, les serfs, etc.

Voilà bien les différentes classes d'hommes composant alors la population rurale avec les propriétés, les immeubles de cette époque reculée.

Bien que l'on vit augmenter les lots donnés en culture aux habitants, la domination des Francs, vainqueurs des rois Burgondes, Sigismond en 524 et Godemar en 534, ne changea guère l'organisation des villas. A Sierre, comme dans les autres domaines appartenant à des monastères, les parcelles de terre appelées tenures se multiplièrent insensiblement en plaine d'abord, puis au mont ; de sorte que la partie des terrains cultivés directement par les gens de l'abbaye devint toujours plus restreinte.

Néanmoins, la villa conservait l'unité de culture. Ses habitants vivaient groupés, cultivant bien le lopin de terre reçu en cens, mais jouissant ensemble, dans la vallée, surtout sur le coteau, à la montagne, de territoires appelés depuis biens communaux.

C'est à cette époque reculée qu'il sied de placer la colonisation du mont ou d'une partie du mont. Les premiers habitants ont-ils fui devant les invasions, à cette période d'incursions barbares et de guerres continuelles ? Songèrent-ils à mettre en sûreté leurs personnes, leurs avoirs ? Ou bien rêvèrent-ils, dans leur amour de la liberté, d'une plus grande indépendance, loin du contrôle incessant des officiers de la plaine ? En tous cas, cette colonisation lente d'abord, plus dense ensuite avec l'augmentation de la population et les besoins de la communauté, ne put se faire qu'avec l'autorisation et sous la protection du propriétaire, l'abbaye de St-Maurice, dont dépendaient alors Sierre et Bernune avec tout le territoire environnant : en plaine, Chippis, Chalais ; Venthône, Miège, Cordonnaz, Randogne en montagne ; le val d'Anniviers sur la rive gauche du Rhône.

Sur cette question de propriété s'en greffe une autre : qui administrait Sierre pour le couvent d'Agaune ? Fustel de Coulanges prépose à la villa deux officiers, l'administrateur appelé *actor* et l'intendant des esclaves dénommé *villicus*<sup>1</sup>.

---

(1) Fuste de Coulanges, Histoire des institutions politiques et La cité antique (passim.).

Comme nous retrouverons dans notre bourg au XII<sup>e</sup> siècle le vidomme et le major, n'y aurait-il pas lieu de conclure qu'à Sierre comme à Conthey, à Loèche et Monthey, ces officiers, au temps de la féodalité, avaient remplacé ceux de la villa ?

M'interroge-t-on sur les attributions de ces fonctionnaires, je me vois, faute de matériaux plus précis, forcé de procéder par analogie avec les compétences des officiers de la féodalité. Ils exerçaient la justice, tranchant les cas surgis au milieu de leurs subordonnés ; ils maintenaient l'ordre et la tranquillité dans la villa, faisaient les rentrées, pourvoyaient aux besoins de la communauté, veillaient enfin aux intérêts de leurs supérieurs et à la sécurité de leurs administrés.

Et où placer dans le territoire de Sierre, le siège de la villa romaine, la même, sans doute, donnée par Sigismond à l'abbaye ? A Villa-Muraz, me portent à croire plusieurs raisons. D'abord, le nom de Villa, dont l'orthographe n'a pas changé. Ensuite, la position de cette localité primitive. Le Rhône coulant librement dans la plaine, les agglomérations se faisaient alors plutôt au pied du mont, sur la première pente de la montagne, témoin les autres villas citées dans la charte de Sigismond : Loèche, Bramois, Conthey, etc. Enfin, la tradition, qui plaça l'ancien Sierre à Villa ; qui fit couler, par remous, au moins temporairement, un bras du Rhône par le Marais — le Sierre moderne — ; et l'autre, derrière Géronde, où il se trouve aujourd'hui. Dans cette hypothèse, reste-t-il pour l'ancien Sierre un autre emplacement ?

A notre histoire se rattache une dernière question. Comment et quand cette possession de l'abbaye de St-Maurice passa-t-elle à l'évêché de Sion ? Les chartes qui survécurent à cette époque lointaine et troublée, relatent deux faits certains : Sierre figure parmi les villas attribuées à ce monastère par la donation de Sigismond, en 515. D'autre part, notre bourg sûrement au XII<sup>e</sup> siècle, sinon plus tôt déjà, constituait une seigneurie du prince-évêque de Sion. Quant à la date et au mode de transfert, mystère. A ces questions, l'histoire reste muette nous réduisant à des suppositions. Est-ce sous le règne du roi Franc Gontran, à la fin du VI<sup>e</sup> siècle..., comme le pensent d'aucuns, ou sous le régime des abbés commendataires, à la fois évêques de Sion ; ou même, sous l'administration des Rodolphiens qui trafiquèrent des biens de l'abbaye ? peut-être encore au temps des princes de Maurienne-Savoie,

leurs successeurs dans nombre de droits chez nous ? Voilà autant de questions restées jusqu'ici sans réponse.

Dans la solution de notre difficulté, devrait entrer en ligne de compte une charte du 12 juin 1052, charte contenant les dernières volontés de l'évêque de *Sion* Aymon, fils d'Humbert aux Blanches Mains, comte de Maurienne-Savoie.

« Je donne à l'église de la Bienheureuse Marie tout ce qui se trouve à Sierre dans la juridiction de l'allen », etc. Il s'agit ici, semble-t-il, de domaines privés, passés de l'abbaye de St-Maurice à la famille du prélat, qui avait reçu, en 1034, ce monastère en commende de l'empereur Conrad II. Dans la cession de cet évêque à son église, ne faudrait-il pas voir l'origine des droits seigneuriaux de l'évêché sur Sierre ? <sup>1</sup>

Nous l'admettrons... en attendant mieux.

Quoi qu'il en soit, lors de l'avènement de la féodalité dans notre vallée du Rhône, au début du XII<sup>e</sup> siècle, Sierre appartenait à l'évêché de Sion, ce qui nous amène à la deuxième section : le Vieux Sierre au temps de la féodalité.

**Nota.** — Dans une étude spéciale sur les comtes de Savoie dans la vallée du Rhône, je vais essayer de démontrer que ces dynastes réussirent, dans nombre de possessions, à Hérens, Loèche, Naters, à se substituer au monastère d'Agaune, dont ils se trouvaient abbés commendataires de 1034 à 1143.. Pourquoi pas Sierre ?

---

(1) Archives de Valère - Chartes séduinoises, 342.

## SECTION II

### LE Vieux-Sierre de la Féodalité 1...-1500

#### CHAPITRE I.

##### Sierre, châtellenie de l'évêché.

Primitivement, le Valais constituait un seul comté, comme aujourd'hui un seul diocèse, de la Furka au lac, état de choses qui dura sous les Burgondes et les Franes. Les chartes, au X<sup>e</sup> siècle, mentionnent un autre comté, celui de la Tête du Lac ou du Chablais, depuis Martigny en aval. Lorsque le roi Rodolphe de Bourgogne donna le comté du Valais à l'évêque de Sion en septembre 999, il ne pouvait s'agir que du territoire de Martigny à la Furka. Sierre se trouvait, de ce fait, dans le Valais Episcopal et relèvera de l'évêché non seulement en qualité de souverain, mais de seigneur local ou terrien.

Pendant cette période de l'histoire, le régime féodal s'introduisit dans la vallée du Rhône.

Et en quoi consistait la féodalité ? Celle-ci consacrait l'hérédité des fiefs qui passaient dans les familles de père en fils ; elle faisait du vassal l'homme-lige du seigneur, auquel le premier devait le service militaire ; elle imposait au vassal une redevance annuelle envers le seigneur, outre, fréquemment, un plaît au changement du seigneur ou du vassal, ou de l'un et de l'autre. Enfin, l'investiture du fief donnait ordinairement lieu à une cérémonie ; le vassal, à genoux, tenait les mains dans celles de son maître, tandis que se donnait le baiser de paix et de fidélité, en présence des témoins et du notaire, qui en prenait acte<sup>1</sup>.

Or, quels changements la féodalité apporta-t-elle à Sierre ? Deux raisons avaient surtout fait construire l'agglomération primitive à Villa : le Rhône, dont la tradition place par

---

(1) Gremaud, *passim*. - Abbaye de St-Maurice.



remous un bras au Marais, l'emplacement du Sierre moderne ; puis le passage fréquent des troupes à l'occasion des invasions et des guerres. Situé au pied du mont, Villa se trouvait à l'abri des inondations du fleuve et permettait, en cas de danger, de fuir sur les hauteurs avec ce que l'on possédait.

Plus tard, on commença à maîtriser le fleuve, et les périls d'invasion disparurent, de sorte que la seigneurie du prince-évêque s'étendait d'un versant des Alpes à l'autre, embrassant la plaine avec Chalais-Vercorin et Chippis. Bien naturel, dans ces conditions, que, sur les collines, au point central, au Vieux-Sierre s'élevassent des châteaux pour surveiller la plaine et servir de maison-forte aux officiers chargés de rentrer les deniers du fisc, de percevoir les dîmes, de rendre la justice, de faire la police, cela d'autant plus, qu'à cause des rivalités des seigneurs vassaux et de l'armement de l'époque, l'on recherchait, pour construire ces forteresses, des endroits élevés. Aussi rencontrait-on les castels et les bourgs de la féodalité généralement sur une éminence, dans la plaine, ou sur une crête des contreforts de la montagne, à Sierre ainsi qu'à Granges, à Sion avec Tourbillon, la Soie et Montorge ; à Saillon, Saxon, à la Bâtiaz, etc.

Ces châteaux exigeaient pour le guet, pour le service et la nourriture des gens, nombre de personnes. D'autre part, les populations habitant dans le rayon d'action de la maison-forte trouvaient plus de sécurité sous la protection de ses créneaux et de sa garnison. Des groupements se constituèrent, dès lors, formant depuis des localités, même des bourgs avec remparts.

Tel m'apparaît le cas du Vieux-Sierre qui vit bientôt se construire autour des châteaux épiscopaux, sur les collines au-dessous de Géronde, nombre d'autres habitations. Outre les gens de l'endroit, les nobles d'Anniviers, de Chalais, de Vineis (Berclaz), de la Bâtiaz de Granges, y établirent des demeures. L'évêque avait au Vieux-Sierre deux manoirs séparés par le parchet de vigne du Lousselet (le petit lac). Le vidomme habitait temporairement l'un ; le major, l'autre. Vers 1298, un châtelain épiscopal remplaça les majors, dans la personne de Reynald de Martigny, tandis que le dernier titulaire de la majorie, Théodule se fixait au Marais, au Plan, où il fonda la chapelle de Notre-Dame en 1310. Les maisons se multiplièrent autour de ces résidences seigneu-

riales jusqu'à former, au Vieux-Sierre, un véritable bourg avec église paroissiale à Géronde<sup>1</sup>.

Et qui représentait l'évêque à Sierre ? Deux officiers, le vidomme et le major, aidés d'un sautier. Détenaient alors ces charges en Valais des familles qui s'anoblirent, prenant le nom de la localité ; à Sierre, les de Sirro, qui occupèrent la majorité pendant les XII et XIII siècles.

---

(1) Archives de Sierre - Grem., passim. - de Rivaz.

## CHAPITRE 2.

### Le vidomnat de Sierre.

Les chartes ne semblent faire mention du vidomnat à Sierre qu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ce qui porta le chanoine de Rivaz à croire que cet office féodal, de date plus récente, avait remplacé la majorie. Mais un acte du 11 février 1303<sup>1</sup> enlève toute hésitation ; le vidomnat existait certainement bien auparavant, au XII<sup>e</sup> siècle déjà, où son titulaire paraît avoir succédé à l'avoué de l'église de Sion, et exercé à la fois la justice dans plusieurs localités du Valais Episcopal.

Le vidomnat était-il d'abord unique dans le comté? Voilà ce que l'on ne saurait démontrer, bien qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, le vidomne de Sion possédât simultanément des droits dans la ville épiscopale, à Sierre, à Viège, à St-Nicolas, à Naters et dans la vallée de Conches, c'est-à-dire dans la partie la plus ancienne du domaine de l'évêché<sup>2</sup>. En tout cas, vers 1265, notre vidomnat appartenait à la famille de Rarogne, ainsi que ceux de Sion, Viège et Rarogne.

Des titres du 7 février 1396, du 25 avril 1476 et du 10 mai 1489 mentionnent les principaux droits du vidomne de Sierre. Remarquons seulement que la deuxième de ces pièces concerne tous les vidomnats de famille, semblant confirmer notre hypothèse qu'un seul personnage, revêtait, à l'origine, ces charges dans les terres de l'évêché<sup>3</sup>.

D'après ces reconnaissances, voici les compétences de notre officier :

a) omnimode juridiction pendant les mois de mai et d'octobre, ainsi que la nuit, toute l'année, avec compétence pour continuer les causes commencées tant civiles que pénales ;

b) la surveillance des poids et mesures ;

---

(1) Gr. III, 63.

(2) Van Berchem : Guichard Tavelli, 15.

(3) Gremaud, de Rivaz : Topographie.

c) la direction des travaux pour l'entretien des chemins vicinaux, et la pose des limites (les viances) ;

d) la visite et la police des clôtures ;

e) des droits de clame, de bans et de fréveries ;

f) des prétentions à des prestations en argent et en nature dans la plaine et la montagne ; notamment la récolte des portiers des châteaux et quatre charges de foin dans la contrée ;

g) la jouissance des biens et des bâtiments de l'emploi, parmi lesquels une maison au Vieux-Sierre ;

h) la tête des animaux de boucherie dans le bourg.

Par contre, les titulaires du vidomnat, à l'exemple de ceux de la majorie, devaient au prince-évêque, en qualité de vassaux, l'hommage-lige, le service militaire, 15 livres mauricoises et 10 sols au changement du vassal. De plus, le vidomme pourvoit à l'office de gardien de la grande porte du château<sup>1</sup>.

A remarquer que, dans le cours des temps, le vassal faisait parfois à son supérieur l'aveu de son fief, ce qui donnait lieu à une cérémonie avec prestation du serment de fidélité. Pareille formalité arriva notamment en 1397, 1476, où Pierre de Chevron reconnut les vidomnats en faveur de l'évêque Walther Supersaxo<sup>2</sup>.

Une question se pose ici : où habitaient les vidomnes dans notre bourg ? Au Vieux-Sierre au début de la féodalité, au XIII<sup>e</sup> siècle. Les deux châteaux épiscopaux du Vieux-Sierre souffrirent des guerres contre le comte Pierre de Savoie, le Petit Charlemagne, vers 1260 ; de l'expédition du comte Rouge Amédée VII qui prit, en 1384, Beauregard défendu par Pierre de Rarogne, vidomme d'Anniviers. Emportés et ruinés par les patriotes dans l'été 1417, lors de la guerre de Rarogne, ces manoirs se relevèrent de leurs ruines, sinon aussitôt à cause des difficultés pendantes entre André de Gualdo nommé administrateur du diocèse par le concile de Constance en 1420, et l'évêque Guillaume V, dit le Jeune, de Rarogne,

---

(1) Gr. VI. 436 ss. : de Rivaz.

(2) de Rivaz l. c.

évêque en titre, retiré à Rome ; du moins, quelques années plus tard. Une reconnaissance de Pierre II de Chevron à l'évêque de Silinen, en 1489, porte : « Appartiennent au présent » fief quatre charges de foin, dues à l'évêque en montagne ; » de même les moissons des portiers des **deux châteaux de Sierre, l'un le neuf, l'autre le vieux**, ainsi que le veut l'ancien usage. Item la tête des bêtes de boucherie dans le » bourg. En retour, le dit noble doit assurer le service de la » grande porte du château, porte pour laquelle l'évêque fournit les panneaux et le vidomme les serrures et les clefs.

» De même Pierre II de Chevron reconnaît tenir, dans le » présent fief, une maison située au Vieux-Sierre, à côté du » château de l'évêque<sup>1</sup>.

Cet acte, outre qu'il définit des droits et des obligations de ces officiers épiscopaux, jette quelque lumière, ce me semble, sur notre question. Jusque vers la fin du XV siècle, bien que nombre d'habitations s'élevassent déjà au Plan de Sierre, le bourg actuel, où se trouvait l'église paroissiale de St Théodule et de Ste Catherine, les de Chevron avaient encore leur maison-forte au Vieux-Sierre, où restait une partie de la population. Un nouveau château, pourtant, se construisit avant 1489 au Plan de Sierre, bâti probablement par le vidomme Pierre II, de cette famille, à l'effet de loger son personnel, de servir de cour de justice et de prison.

D'ordinaire, ces nobles habitaient, à Sion, leur palais de la cita, dans les environs de la majorie. Pourtant, ils demeuraient parfois à Sierre, où les remplaçait sans doute un lieutenant, avec d'autres subalternes.

Quant aux manoirs du Vieux-Sierre, abandonnés ils tombèrent en ruines, et l'historien Simler en signale, au XVI siècle, des vestiges sur une éminence voisine de Géronde.

Ces souvenirs d'un lointain passé provoquent en celui qui erre sur ces ruines un sentiment de mélancolie, lui rappelant le néant des choses de ce monde, où les hommes et les choses passent... avec rapidité.

---

(1) de Rivaz l. c. ; Rameau « Châteaux », 74.

## CHAPITRE 3.

### Les titulaires du vidomnat.

En qualité d'office féodal, le vidomnat passait, dans la même famille, de père en fils ou à des parents, cas qui se vérifia pour Sierre.

I. Qui admet, dans le Valais Episcopal, le cumul des vidomnats dans le même titulaire, devrait commencer la liste des vidomnes de Sierre par Guillaume (1179), Pierre (1195-1211), Rodolphe (1212), Jocelin I (1220); Thomas, décédé vers 1242, Jocelin II et Pierre d'Ollon (Vaud), tous à la fois vidomnes de Sion. Jocelin II décédé sans postérité, la charge vidomnale alla aux frères Henri II, chanoine, et Rodolphe de Rarogne, fils de Jean, avant 1265<sup>1</sup>.

II. Les sires de Rarogne font leur apparition dans l'histoire valaisanne à la fin du XII siècle, avec Henri qui laissa Amédée, d'où descendaient, par le Junker Hugo, la branche de Rarogne d'Hérens, éteinte dans l'évêque Guillaume VI décédé en 1451, à son retour de Rome ; — Jean, père de Henri II et de Rodolphe, héritiers des vidomnats avant 1265 ; Hugo dont le descendant Pierre acquit, par son second mariage avec Béatrice d'Annivers, la seigneurie de cette vallée, laissant le capitaine-général Guichard, rameau qui nous intéressera plus tard par ses possessions à Sierre et les environs — et Henri I, évêque de Sion de 1243 à 1271<sup>2</sup>.

Au décès d'Henri II, élu évêque de Sion après Henri I, son oncle, Rodolphe, fils de prédit Jean de Rarogne, se trouva propriétaire de tous les vidomnats épiscopaux. Il n'eut de son mariage avec Nantelme de la Tour, qu'un fils, Antoine, décédé sans postérité en 1302. — Alors, une commission d'arbitres désignés par les deux parties, assigna les vidomnats, par conséquent, celui de Sierre au sénéchal de l'évêché, noble

---

(1) Gremaud, V, Introduction LXV.

(2) Rameau : manuscrit.

Pierre d'Aigle, fils de Guillaume, et d'Hélenchie de Rarogne, tante paternelle de feu le vidomne Antoine, le 11 février 1303<sup>1</sup>.

Les chartes signalent Guillaume d'Aigle en 1138 ; les frères Borcard et Manfred, probablement ses fils en 1179 ; en 1214, Girold et Mathilde, alliée à Boson de Saillon ; les frères Rodolphe, chanoine-sacristain de Sion, Guillaume, Gui et Pierre, ces derniers déjà en possession de la sénéchalie épiscopale en 1227. Le sénéchal Guillaume qui, en cette qualité, signa, en 1241, 1246 et 1265, des actes à Bex, où il avait des propriétés, ne laissa de son épouse Pétronille que deux filles, Perrette et Agnès. Alors, la sénéchalie épiscopale passa à son neveu Guillaume II (1124-1302), fils cadet de Gui, connu par des actes stipulés à Aigle et à Sion<sup>2</sup>. Son alliance avec Hélenchie de Rarogne, fille de Rodolphe, tante par conséquent du dernier vidomne feu Antoine de Rarogne, valut aux nobles d'Aigle en 1303 l'adjudication des vidomnats épiscopaux, nommément de celui de Sierre.

Jacques d'Aigle avait succédé, dans la sénéchalie, à Guillaume II d'Aigle, son père, en 1302 ; mais il mourut prématurément. De ce fait, Pierre, son frère, hérita des vidomnats de Sion, Sierre, Rarogne, Viège. Catherine de Pontverre, de Guillaume, seigneur de St-Triphon, sa première femme lui donna — il n'eût pas de descendance de Jeanne de Blonay, sa deuxième épouse — Boniface décédé encore adolescent, et Amphélise qui, à la mort de son père Pierre, en juin 1343, apporta ses droits à la famille de son mari noble Humbert de Chevron<sup>3</sup>.

III. Les de Chevron apparaissent en Tarentaise (Savoie) dès le XI siècle. Quant aux de Villette, ils tirent leur nom d'un village de la même vallée, à cette époque. Des relations entre ces deux familles firent surgir depuis les nobles de Chevron-Villette.

1. Ainsi, noble Humbert, fils de Thiebaud Villette, seigneur de Chevron, conseiller des comtes Edouard et Aymon de Savoie, bailli du Chablais en 1319, devint titulaire de la sénéchalie épiscopale et des vidomnats par son mariage avec

---

(1) Gremaud, III, 63.

(2) Abbaye de St-Maurice

(3) Gremaud, IV, 373.

Amphélise d'Aigle, à la suite d'un arrangement à Chambéry avec l'évêque Guichard Tavelli, le 1 mars 1344<sup>2</sup>.

2. De cette union naquirent Pierre, Jean Rolet et Humbert, coidomme et châtelain de Sierre. L'ainé, Pierre (1367-1412) épousa Catherine Asperlin, dont il eut deux fils et deux filles. Il reconnut les vidomnats et la sénéchalie à l'évêque Edouard de Savoie, puis à Guillaume de Rarogne, ce qu'il fit en 1396 par son fils aîné

3. Jean, qui semble mourir avant son père, mais qui fonctionna en qualité de vidomme. Celui-ci, de Perrette de la Bâtiaz de Granges, laissa, outre Barbe mariée à Barthélemy de Montheolo, de Leytron en 1424 ; et Isabelle, à Christophe de Silinen, châtelain de Sierre, le suivant.

4. A la sénéchalie et aux vidomnats Petermann (1412-1456) unit les seigneuries de Musotte et Bernune, venues des de la Tour et des la Bâtiaz de Granges. Son épouse Isabelle de Beauvais lui donna André et Urbain, qui continua la lignée en Tarentaise, et

5. Pierre II (1456-1501)<sup>1</sup>. Celui-ci fournit, le 25 avril 1476, à l'évêque Walter Supersaxo l'aveu de tous les vidomnats, celui de Sierre compris, pour lesquels il doit hommage-lige et 50 livres mauricoises. A lui, comme seigneur de Musotte, Jean Perrin de Miège reconnaît devoir des censes. De François Tavelli de Guillaume, coseigneur de Bex, Vouvry, Granges, il eut

6. François de Chevron (1501-1529). Cet officier, au service de la France, se faisait remarquer par sa prestance autant que par ses richesses. Dans la rivalité entre le cardinal Schinner et Georges Supersaxo, il sembla prendre parti pour le second. Il reconnut les vidomnats de l'évêché en 1514. De son alliance avec Philippe de Blonay, on lui connaît deux enfants : Barbe, unie à n. François de Montheolo, vidomme de Martigny<sup>3</sup>, et

7. Nicolas de Chevron (1529-1577). En qualité de sénéchal, il accompagna Adrien I à Conthey, en 1529, assista à l'élection de son successeur J.-J. Jordan, en 1548. Il céda aux deux communes respectives, le vidomnat de Rarogne pour 199 li-

---

(1, 2, 3) de Rivaz et Rameau.





Château des vidomnes de Chevron-de Montheils  
avec le quartier et la chapelle de Muraz.



vres, et celui de Viège avant 1534. En 1544, il remit à Nicolas Roten le quart de la petite dime de Sierre, puis à la bourgeoisie de Sion la seigneurie de Bramois, ne se réservant que les droits du vidomnat durant sa vie, pour 250 écus. La communauté de la contrée de Sierre racheta également tous les usages, tributs et émoluments du vidomnat, sous la réserve, pour son titulaire, de la juridiction aux mois de mai et d'octobre<sup>1</sup>.

N'ayant point de famille de sa dame Marguerite Tavelli, fille de Guillaume II, habitant le château Feuillet à Bex, il testa, le 29 août 1577, en faveur de ses petits-neveux Jean et François de Montheolo. A remarquer qu'il avait tenté une substitution en faveur des de Chevron de la Tarentaise, ses parents ; mais l'Etat du Valais se prononça en faveur des de Montheolo, avec compensation à Aymon de Villette et consorts en Savoie<sup>2</sup>.

Ainsi, les de Chevron revêtirent la charge vidomnale dans notre localité pendant près de deux siècles et demi ; ils y construisirent le château des vidomnes, passé aux de Courten après 1725. Ayant leur demeure habituelle à Sion, au palais de la cita, ils n'habitaient guère Sierre. Ils avaient pourtant, à l'ancienne église, la chapelle de S. Antoine, aujourd'hui transformée en oratoire de Notre-Dame de Lourdes. ... avec caveau, dit-on. — On regarde leur administration plutôt comme paternelle.

**Nota.** — 1<sup>o</sup>) M. Gremaud (V. introd. LXVIII) dit : probable que le Guillaume sénéchal de Sion de 1265 à 1302 était fils du Guillaume d'Aigle de 1227, mais rien ne le prouve....

Or, le minotaire de la chancellerie du Chablais conservé à l'abbaye de St-Maurice permet, ce me semble, de l'établir.

— D'abord, le sénéchal Guillaume de 1272 à 1302 devait appartenir à la famille des nobles d'Aigle détenant la sénéchalie épiscopale en 1227 ; 1) puisqu'aucune pièce, jusqu'ici, ne prouva le contraire ; 2) tandis que plusieurs chartes des archives abbatiales, de 1272 à 1302, parlent expressément de **Guillaume, sénéchal de Sion, possesseur à Aigle**.

---

(1) de Rivaz et Rameau.

(2) de Rivaz et Rameau.

Ce Guillaume II, sénéchal de 1272 à 1302, s'impose à nous non comme le fils de Guillaume (I), précédent sénéchal de 1227 à 1272, à qui les mêmes actes n'attribuent que deux filles ; mais bien comme son neveu, celui-ci étant probablement le fils de Gui d'Aigle.

Concluons donc que la sénéchalie de Sion resta aux nobles d'Aigle, auxquels le mariage de Guillaume II avec Hélenchie de Rarogne vaudra, en 1303, les vidomnats de l'évêché, celui de Sierre y compris.

2<sup>e</sup> A relever ici une erreur de Gremeaud V, introduction LXV : « Pierre (d'Aigle) mort vers 1310 eut un fils du même nom » — Item III, 79.) — Il n'exista qu'un Pierre sénéchal et vidomne de 1303 à 1343.

Le prouve le testament de Guillaume de Pontverre, seigneur de St-Triphon, beau-père de Pierre, le 25 février 1314. Nous y lisons : ... « Afin d'observer les conventions avec Pierre (d'Aigle), sénéchal de Sion, lorsqu'il épousa Catherine (de Pontverre) ... et afin d'augmenter la situation des enfants de cette dernière Boniface et **Amphélise II** il institue ces derniers héritiers pour la moitié de tous ses biens aux Ormonts. »

Voilà qui tranche la question, ce me semble. Ce testament de 1311 identifie le Pierre d'après 1310 avec son précédent homonyme. Il n'y eut qu'un seul Pierre (d'Aigle), mari de Catherine de Pontverre, décédée avant 1311, et mère de deux enfants, Boniface, mort jeune, et **Amphélise II** ; mais, en secondes noces de Jeanne de Blonay, qui ne laissa pas de postérité...

Au reste, qui compare les chartes de Gremaud (II, III, IV) arrive à la même constatation.

Gremaud (II, 549) dit **Amphélise I**, épouse de noble Nantelme d'Ayent, fille de **Guillaume II** (d'Aigle) vers 1300 : il fait, d'autre part, (III, 79) cette même **Amphélise I** d'Aigle, femme de Nantelme d'Ayent, sœur du vidomne **Pierre**, avant 1310 ; enfin (IV, 103.) il donne, en 1336, le vidomne **Pierre** de Sion comme oncle maternel (Avunulus) à Marguerite d'Ayent, fille de Nantelme et d'**Amphélise I** (d'Aigle).

Il s'impose donc la conclusion suivante: de 1303 à 1343, il n'exista qu'un seul Pierre d'Aigle, sénéchal et vidomne de Sion, fils de Guillaume II et d'Hélenchie de Rarogne, frère d'Amphélise I épouse de Nantelme d'Ayent, et père d'Amphélise II d'Aigle, qui s'unit à noble Humbert de Chevron, lui apportant les droits de sa famille.

---

## CHAPITRE 4.

### La majorie des de Sirro

Selon une tradition de famille, le premier représentant de cette race viendrait du midi d'Italie. Ne faudrait-il pas voir plutôt dans les de Sirro les premiers officiers épiscopaux anoblis dans l'exercice de leurs fonctions et prenant le nom de l'endroit ? En tout cas, ce nom apparaît dans l'histoire avec Girard de Sirro, témoin en 1131. En 1179, le major Guillaume de Sirro, fils ou parent du précédent, figure comme vassal de l'évêque de Sion, dans le traité avec Humbert III, comte de Maurienne-Savoie. Ces nobles, à cette date, se trouvaient déjà en possession de la majorie<sup>2</sup>.

Plus tard, en 1219, on relève le nom d'Ulric I de Sirro, probablement descendant de Guillaume, dans l'arrangement entre l'évêque Landri et les nobles de la Tour<sup>3</sup>. Cet Ulric ne tenait-il pas des fiefs des de La Tour, au temps du comte Thomas de Savoie ? Guillaume II cède ensuite un cens de 5 sols à son beau-frère Aymon de Loèche<sup>4</sup>. En 1201, apparaît Boson de Sirro, chanoine-sacristain de Sion<sup>5</sup>. Pierre de Sirro, chevalier, fait une vente à Loèche, avec l'assentiment de ses fils, Rodolphe, chanoine de Sion, de Pierre, de Jean, d'Ulric II, en 1252. En 1274, voici Sigismond de Sirro, qui, selon une tradition de famille, aurait pris part à une croisade. Ulric et Guillaume de Sirro figurent dans l'accord entre le comte Amédée V et l'évêque Boniface de Challant en 1293<sup>7</sup>. En 1301, Ulric cède 3 deniers à chaque autel de la cathédrale de Sion, dont il se dit bourgeois<sup>8</sup>.

---

(1) Chartes Sédunoises, 357.

(2) Gremaud, I, 111.

(3) Gremaud, I, 223.

(4) Gremaud, I, 229.

(5) Gremaud, I, 142.

(5) Gremaud, I, 142.

(6) Gremaud, I, 479.

(7) Gremaud, II, 447.

(8) de Rivaz.

A remarquer que le fief de Sirro figure en première ligne parmi les possessions de noble Jean de La Tour à Hérens, en 1322<sup>1</sup>.

Et en quoi consistait les attributions de la majorie ? Ne faudrait-il pas voir en ses titulaires l'un des successeurs, dans notre bourg féodal, des deux employés de la villa gallo-romaine, l'actor et le villicus ? Primitivement, le major rendait les deniers du prince. A ces fonctions, il réussit à en ajouter de nouvelles, réunissant peu à peu, dans sa personne, des pouvoirs administratifs, militaires... et judiciaires pendant dix mois — mai et octobre allaient au vidomne. — En cette qualité de juge en première instance, le major recevait les clames ou plaintes et instruisait les causes, entendant les témoins, prononçant le jugement<sup>2</sup>.

Par contre, cet officier avait droit au tiers des bans et des fréveries ou amendes. Relevant de l'évêché, la majorie devait au souverain l'hommage-lige, le service militaire et un plait, comme le vidomne. L'investiture de cet office se faisait solennellement.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que les nobles de Sirro furent, à Sierre, la première famille d'officiers épiscopaux, à Sierre, dont ils prirent le nom. Depuis, ses membres se succédèrent pendant les XII et XIII siècles dans la charge de major, jusqu'à l'acquisition de la majorie par Théodule, fils du métral Jacques de Sion, en 1285<sup>3</sup>.

Les de Sirro occupaient, sur la colline méridionale de Sierre, le château principal, avec la chapelle de S. Pantaléon, citée dans les actes<sup>4</sup>. De ce manoir incendié par les patriotes, lors de la guerre de Rarogne en 1417, il ne restait au XIX siècle, que quelques pans de mur. Son antique tour apparaît encore dans les armoiries de la famille. Sur ces ruines silencieuses, s'élève une construction moderne.

Les de Sirro s'allièrent aux nobles de Venthône, de Loèche, d'Albi de Granges, etc... Peut-être perdirent-ils la majorie à cause de leurs relations avec les de La Tour-Châtillon ? Déjà, ils avaient des biens avec demeure à Loèche et à

(1) Gremaud, III, 366.

(2) Hoppeler, 107 ss.

(3) Gremaud, II, 342.

(4) Zufferey, manuscrit — archives de Sierre.

Chalais, où, selon une tradition, Boson I aurait construit la tour, dont on aperçoit encore les murs démantelés. A la suite de la perte de la majorie, sans doute, quelques-uns s'établirent à Sion, où ils acquirent la bourgeoisie, vers la fin du XIII siècle, et surtout à Héréns où leur vasselage, soit un mariage, leur attribua un fief des la Tour avant 1322 ; notamment à Hérémençe que leurs descendants habitent encore, donnant des magistrats, surtout des majors et nombre d'ecclésiastiques <sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'évêque Pierre d'Oron céda la majorie de Sierre à Théodule, fils de Jacques métral de Sion, en 1285. Celui-ci ne posséda, certes, pas longtemps cet office, puisque vers 1298, l'évêque Boniface de Challant avait assigné au châtelain, officier nouvellement établi à Sierre, comme dans le Valais Savoyard, les clames, les fréveries, les bans, adjugés jusqu'alors au major, auquel revenait le tiers<sup>2</sup>. En 1289, pendant la vacance de l'évêché, le chapitre-cathédral avait vendu les revenus du château de Sierre<sup>3</sup>. Par le testament du dernier major Théodule, on constate que l'ancien titulaire habitait une maison devenue depuis la cure de l'endroit, au Marais, où, de concert avec sa dame Agnès, fille de Pierre Montaner, il avait fondé, en l'honneur de la Vierge et de tous les Saints, en particulier de S. Théodule et de Ste Catherine, en juillet 1310, une chapelle qui, agrandie, deviendra, en 1331, l'église paroissiale de S. Théodule... puis de Ste Catherine<sup>4</sup>.

---

(1) Notes du Dr Sierro.

(2) Gremaud, III, 160.

(3) de Rivaz.

(4) de Rivaz, Zufferey.

## CHAPITRE 5.

### Les châtelains de Sierre.

A la mort du major Théodule, qui ne paraît pas avoir laissé de descendant, la majorie prit fin, et le châtelain, occupant sans doute l'un des châteaux épiscopaux du Vieux-Sierre, probablement l'antique demeure des de Sirro, succéda dans les attributions et les charges de l'ancien major apparemment, rendant la justice pendant dix mois de l'année — mai et octobre appartenaient au vidomme. Il faisait la police, maintenait l'ordre, rentrait les deniers de la mense épiscopale, recevait les clames, infligeait les bans ou amendes, dont il avait le tiers<sup>1</sup>.

L'histoire nous conserve le nom de quelques titulaires de la châteltenie : Reynald de Martigny, premier châtelain, en 1298 ; noble François Albi de Granges, en 1325 ; en 1335, Pierre Dauz ; Antoine de Ley, en 1339 ; Henri de Chissié, chevalier, en 1348 ; Humbert de Chevron, fils de Pierre, nommé par le Chapitre, qui lui refusa ensuite l'acte de nomination, le 5 mars 1387 ; le 24 juillet 1394, le châtelain Ruber ; Christofore de Sillinen, allié de Chevron, vers 1400 ; Hans Asper ou Asperlin, châtelain pour André de Gualdo, en 1420 ; Perrod Hover, châtelain en 1423 ; Henzelin Strehler, en 1447 ; Nicol an der Nessaren, en 1448 ; Nicod Anderneriden, en 1448 ; en 1449, Nicod Rossier ; Thomas Ghersen, en 1445 ; Jean Albi, châtelain pour Walter Supersaxo, en 1460<sup>2</sup>.

Les comptes de Turin nous apprennent qu'Amédée VI, le comte Vert de Savoie, accouru pour prêter main forte, à l'évêque Guichard Tavelli, occupa, après la prise de Sion, le 26 avril 1352 les châteaux épiscopaux de Tourbillon, Montorge, la Soie, mais aussi ceux d'Ayent, Granges et **Sierre**. De fait, ces castels connurent quelques années l'administration savoyarde d'un vice-bailli, qui confia les forts de Granges et de **Sierre** au chevalier Bertholet Tavelli, neveu du

---

(1) Gremaud, III, 161.

(2) Gr. (passim).



prince-évêque avec les pouvoirs administratif judiciaire et militaire d'un châtelain. Ces mêmes comptes mentionnent bien des clames, des bans ou amendes encourues par des gens de la contrée de Sierre, mais ils remarquent que ses habitants rebelles aux ordres des officiers savoyards ne payaient pas de tailles et refusèrent de solder au château le droit de garde imposé par les envahisseurs, à raison d'un denier par feu.

— Pareille intervention armée eut lieu par le comte Rouge Amédée VII, en faveur de son parent Édouard de Savoie, évêque de Sion. La ville enlevée le 21 août 1384, le vice-bailli savoyard, Rodolphe de Gruyère, confia de nouveau les châteaux épiscopaux à des officiers dévoués. Sierre refusa encore une fois de servir les tailles et de régler l'impôt de garde. En 1392, l'occupation prit fin par l'inventaire de Tourbillon, après quelques chaudes alertes..., même dans notre voisinage entre notre bourg et Lens<sup>1</sup>.

Cette charge de châtelain, nous le verrons, subsistera désormais dans notre administration jusqu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, bien qu'elle subisse, maintes modifications, à travers les âges. Dans les deux sections suivantes, son titulaire nous apparaîtra nommé par le prince-évêque, puis par les dizains.

---

(1) Comptes de Turin « Châtellenie du Chablais ».

## CHAPITRE 6

### La saltérie.

Il convient de regarder, à Sierre comme à Sion, la saltérie, appelée ailleurs métralie, comme un office subalterne de la majorie. De fait, le sautier aidait le vidomme et le major, plus tard le châtelain, dans l'exercice de la police et de la justice, leur notifiail et leur transmettait les clames et les amendes, desquelles il touchait une partie, ainsi que de la dîme. Il possédait quelques droits de basse juridiction et de surveillance dans le bourg, mais surtout dans les autres villages de la seigneurie. Exerçant l'office d'huissier, il faisait les criées, les gagements et les saisies, exécutait les ordres de ses supérieurs. Il recevait l'investiture de son office par la tradition d'une épée nue et l'installation au banc de la cour de justice<sup>1</sup>.

Ainsi qu'à Sion, la saltérie paraît à Sierre héréditaire, au principe du moins. Plus tard, l'évêché dont elle relevait, y pourvut. Voici quelques noms de sautiers ou métraux de la châteltenie :

1. Jean, sautier de Sierre, témoin dans un legs du major<sup>2</sup> Théodule à la confrérie du St-Esprit de l'endroit, en 1315, puis dans une donation à l'église de Géronde en 1320<sup>3</sup>.

2. En 1367, Pierre, sautier de Sierre, fait valoir ses droits au tiers d'une dîme contestée<sup>4</sup>.

3. Henchmandus, sautier de Sierre, habitant Sion, signe en qualité de témoin dans le traité entre l'évêque et le comte de Savoie en 1400<sup>5</sup>.

---

(1) Gremaud, VII, 375.

(2) Gr. III, 260.

(3) Gr. III, 315.

(4) Gr. V, 321.

(5) Gr. VI, 501.

4. En 1401, Catherine, fille de feu Ulric, sautier de Sierre<sup>1</sup>, vend diverses redevances à l'évêque Guillaume de Rarogne;

5. Perrod Hover, châtelain de l'endroit, investit Henri Bode de la saltérie de Sierre par la tradition d'un glaive nu et par son installation au banc de justice du lieu en 1423<sup>2</sup>.

6. En 1440, dans une cession de l'évêque, apparaît Jean, fils de Louis, métral de Sierre<sup>3</sup>.

7. André Jemini, huissier de Sierre, cède sa charge en faveur des deux tiers supérieurs de la contrée, sous l'épiscopat de Mathieu Schiner, vers 1508<sup>4</sup>.

Selon un acte de 1583, la contrée acheta cette charge d'huissier ou de sautier, probablement de l'évêché, et y repourvut dès lors jusqu'au nouveau régime<sup>5</sup>.

Des chartes mentionnent même des vice-sautiers.

---

(1) Gr. VI. 526.

(2) Gr. VII, 375.

(3) Gr. VIII, 199.

(4) Archives de Venthône.

(5) loc. cit.

## CHAPITRE 7.

### Le régime féodal dans la châtellenie épiscopale de Sierre.

L'état de la société varia à chaque période de l'histoire ; de là, des institutions différentes dans le cours des siècles. Au temps de l'établissement des nations germaniques, dans les provinces de l'empire Romain, dont la vallée du Rhône faisait partie, l'ordre social reposait sur la *nature de la propriété foncière*. Celle-ci donnée d'abord en jouissance par le souverain pour un temps indéterminé sous les Mérovingiens s'appelait *bénéfice* ; puis, cédée en rente viagère sous les Carolingiens, elle devint la *commende* ou encore l'emphytéose. Enfin, inféodée à un vassal pour passer à ses successeurs par voie d'hérédité, ce qui se pratiqua sous les Rodolphiens du deuxième royaume de Bourgogne et, dans la suite, elle prendra le nom de *fief*. Or, notre pays vécut successivement ces trois régimes du bénéfice, de la commende et de la féodalité, où se constitua une hiérarchie <sup>1</sup>.

Après bien des désordres, des luttes et des bouleversements, la société du moyen-âge, dans notre Valais, alors partie intégrante de l'Empire d'Allemagne, présentait à peu près l'ordre suivant. L'empereur occupait le sommet de l'échelle sociale. Au-dessous, se trouvaient surtout deux grands vasseaux : le prince-évêque de Sion dans le comté du Valais, par la donation de Rodolphe III de Bourgogne, en 999, de Martigny en amont ; et le comte de Savoie dans le Vieux Chablais, de Martigny au lac. Dépendaient aussi de l'Empire les comtes de Granges, les sires de la Tour-Châtillon, de Rarogne, d'Ayent et, dit-on, de Saxon, qui redevinrent de simples barons de l'évêché ou de la Savoie, après cession de leurs alleus à l'une de ces deux puissances, pour les reprendre ensuite en fief d'elles <sup>2</sup>.

Plus bas dans la hiérarchie féodale, venaient d'autres nobles feudataires du comte ou de l'évêque, même des deux

---

(1) Chanoine Carraux, manuscrit.

(2) Gremaud, passim.

à la fois ou de leurs baronnets ; les de Sirro, les de Venthône, les de Musotte, les d'Anniviers, les de la Tour, les de Rarogne, les d'Aigle, les de Chevron-Villette, les Albi, les de la Bâtiaz de Granges, les Tavelli de Bex, etc... Ils devaient leur noblesse à un fief ou à un emploi ; le vidomnat, la majorie, la saltérie ou métralie. Ils portaient le titre de donzel ou de chevalier.

Enfin, au fond de l'échelle sociale, figuraient les hommes libres et les serfs attachés à la glèbe, les taillables à miséricorde, c'est-à-dire à la merci du maître, les mains-mortables, qui ne pouvaient tester<sup>1</sup>.

L'étude des chartes médiévales nous permet de constater plus ou moins, dans notre châtellenie, des représentants de toutes les classes de la société féodale, depuis le prince-évêque, les nobles de Sirro, majors du lieu, les de Rarogne, les nobles d'Aigle, les de Chevron-Villette, sénéchaux de l'évêché et vidomnes de Sierre ; jusqu'aux hommes libres et à l'élément servile qui, outre l'hommage, promettait au seigneur dont il relevait, le service militaire, une cense, une dime et, parfois, un secours spécial dans les cas de pressant besoin, c'est-à-dire, quand le donzel recevait l'épée de chevalier, quand il partait pour la croisade, s'il se trouvait prisonnier, ou encore lorsqu'il mariait ses filles<sup>2</sup>.

Déjà nous avons parlé des de Sirro à propos de la majorie, des familles vidomnales de Rarogne, d'Aigle et de Chevron. Pour ne pas rester trop incomplet, il sied d'ajouter un mot sur les nobles d'Anniviers, de la Tour-Châtillon (Niedergesteln), de la Bâtiaz de Granges, tous possessionnés dans notre territoire, avec maison dans notre bourg.

Dans le Val d'Anniviers, devenu seigneurie de l'évêché par l'échange de 1193 avec le chapitre de Sion, apparaît une famille d'officiers épiscopaux connus depuis Louis (1200), père du vidomme Guillaume (1240). La parenté de ce dernier avec les comtes de Granges et des achats lui valurent de vastes domaines et des maisons à Granges et à Sierre. Dans cette lignée, se succédèrent de père en fils, Jacques I (1254), Jean (1285) et, mort avant son père, Jacques II, qui ne laissa que

---

(1) Archives de la Contrée.

(2) Gr. II.

deux filles. Celles-ci apportèrent en dot à leur mari, avec possessions et demeure à Sierre ; Jeanne, les fiefs de Granges à Jacques Tavelli de Bex ; et Béatrice, le vidomnat d'Anni-viers à Pierre de Rarogne, assurant ainsi à ces deux nouvel-les familles des avantages dans notre bourg<sup>1</sup>.

Dès le XI siècle, les de la Tour-Châtillon, vidomnes de Vouvry et d'Ollon (Vaud) avant 1150, majors de Sion après 1160, apparaissent à Sierre et ses environs. Ils obtinrent, chez nous, par accord avec l'évêché, des domaines en augmen-tation de fief en 1219. Un arrangement avec les de Blonay, majors de Loèche, leur donna des biens à Bernune et à Mu-sette, où Agnès de Champvent-Grandson, épouse de Pierre V de la Tour-Châtillon habitera le château de l'endroit. Mais le chevalier Antoine, seigneur de Bas-Châtillon, de la vallée de Lœtschen et de nombreuses propriétés dans l'Oberland, vidomne de Conthey, dut, après le meurtre de l'évêque Guichard Tavelli précipité du haut de la Soie à Savièse, quit-ter, en 1375, définitivement le Valais, où il vendit ses posses-sions au comte Amédée VI. Vers 1380, ces domaines firent retour à l'évêché<sup>2</sup>.

Les de la Bâtiaz de Granges, ainsi nommés d'une tour pos-sédée vers 1290 par Isabelle Albi, épouse de l'un de ces no-bles, s'établirent à Goubin, où ils possédaient des vignes dès 1297. Le plus célèbre d'entre eux, Perrod, fils de Nicod, seigneur de Sierre, tenait en fief de l'évêché en 1381, la tour de Goubin qu'il habitait, ainsi que d'autres biens acquis des de Venthône, des de Vinéis (Berelaz) et des de Combi. A sa mort, ses possessions allèrent à ses gendres Jacques d'An-chettes, donzel ; à Hildebrand de Rarogne et surtout à noble Jean de Chevron, vidomne de Sierre. De ce fait, la famille de ce dernier devint propriétaire de Goubin à la fin du XIV siècle<sup>3</sup>.

La féodalité, de nos jours, passe au creuset d'une sévère critique. Ainsi que les autres, ce régime connut parfois l'ar-bitraire et la violation de bien des droits. Loin de moi la pré-tention de poser en paladin de ses institutions et de ses usa-

(1) Rameau, « Château », 80, et manuscrit.

(2) Gremaud et Chartes Séd., 405, passim : Abbaye de St-Maurice : de Rivaz.

(3) Rameau, 78 Gremaud, II-III : le livre de Val d'Illicz, 104 : archi-ves de la contrée de Sierre.

ges ; de défendre la cause de certains matamores de l'époque ne rêvant que conflits et coups d'épée, ni même celle de quelques châtelains durs à l'égard de leurs administrés. Qui ne connaît le meurtre de Guillaume de Venthône tué par Guillaume de la Tour, en 1219 ? l'assassinat d'Antoine Fabri de Grône, par un Tavelli, seigneur de Granges en 1415 ?

En ces temps difficiles, que de chevaliers courageux, par contre, intervinrent comme défenseurs du droit et protecteurs de la veuve et des orphelins opprimés ! Combien d'entre eux devinrent l'âme des grandes entreprises, par exemple des croisades, auxquelles prirent part plusieurs de nos preux ; des de Sirro, des de Granges, des de la Tour, des d'Anniviers, des de Chevron, des de Monthéolo, des d'Arbignon, etc.

Reconnaissons que des nobles des deux sexes, par leur paternelle bonté, leurs sentiments de l'honneur et du devoir ; par leur dévouement à la religion et à l'humanité méritèrent, avec la reconnaissance de leurs contemporains, l'admiration de la postérité, tels l'évêque Boson de Granges, Pierre d'Ayent, Pierre de Venthône, Jacques d'Anniviers. Pierre de la Tour Morestel, chevaliers ; telles aussi les dames Agnès de Granges, Antoinette d'Anniviers, Isabelle de la Bâtiaz, Agnès de la Tour-Champvent et..., plus tard, la bonne châtelaine d'Anchettes, Barbe de Platea, ornée d'une auréole de vertus, quelques peu brodée par la tradition, dont le souvenir vint jusqu'à nous<sup>1</sup>.

---

(1) Archives de la contrée.

## CHAPITRE 8.

### L'administration de la justice.

Ressemblant à une énorme mosaïque, la vallée du Rhône, au moyen-âge, se divisait en un grand nombre de fiefs. La juridiction variait selon les seigneuries, leurs titulaires exerçant l'omnimode, la haute ou la basse justice.

Dans la châteltenie de Sierre, on distinguait, comme dans le reste du Valais, plusieurs seigneurs possédant juridiction : à Chalais, Vercorin, Anchettes, Venthône, Bernune, Miège-Cordonnaz, sans compter le bourg avec le major, le vidomme et le sautier. Quelques localités en avaient même plus d'un<sup>1</sup>.

Or, ces divers seigneurs, au milieu de leurs juridictionnaires, administraient, en général, la justice en **première instance**. Tel fut à Sierre, l'office de la majorie pendant dix mois de l'année, jusque vers 1298, date où le dernier major Théodule se vit remplacé par un châtelain épiscopal, qui continua, depuis, l'exercice de cette charge avec les attributions de son prédécesseur, et pendant le même temps<sup>2</sup>. Cependant, le vidomme remplissait, avec ces deux titulaires, les fonctions de juge en mai et en octobre. Les aidait, dans cette charge, le sautier, en qualité d'huissier, au besoin, d'autres jurés, et un curial ou secrétaire.

Ces représentants de l'évêque, pour exercer leur emploi, avaient une cour de justice ainsi que des prisons, le tout probablement installé dans leurs maisons fortes du Vieux-Sierre, au début. Plus tard, ils prononçaient sans doute les sentences dans un local public spécial appelé banc de justice ou des causes (*bancus justitie, banca causarum*). L'installation solennelle du sautier au banc du dit lieu, en 1423, semble nous le prouver<sup>3</sup>.

Bien que le moyen-âge ne connût point la séparation des

---

(1) Archives de la contrée.

(2) Gremaud III, 160.

(3) Gremaud, VII, 375.



pouvoirs, cumulés souvent dans le même personnage, du juge ordinaire l'on pouvait appeler au souverain, ce que nous disons aujourd'hui aller en appel. Exerçait donc la justice en **deuxième instance** ou en appel le prince-évêque par lui-même ou un officier, qui pouvait bien être primitivement l'avoué de l'église de Sion, puis le baillif ou le capitaine général de la terre du Valais ; en certains cas, même l'official de l'évêché ; sûrement un employé épiscopal<sup>1</sup>.

Tous ces officiers possédaient la juridiction au civil et au criminel : ils recevaient les clames ou plaintes, citant les coupables à leur barre, entendant des dépositions des témoins ; ils prononçaient les condamnations, qui consistaient dans des bans ou amendes, dans l'incarcération et même l'exécution. A cet effet, ils avaient à leur disposition tout l'appareil de la justice d'alors : à savoir, outre leur personnel, la salle des séances avec prisons, torture et même la potence. Cette dernière, dit-on, se dressait au-dessous du bourg, dans la direction de Granges<sup>2</sup>.

---

(1) Archives de Sierre.

(2) *l. c.*

## CHAPITRE 9.

### Le service militaire.

Bien qu'au moyen-âge, le service militaire ne se trouvât pas encore organisé comme au XVII<sup>me</sup> siècle, il existait déjà en faveur du prince-évêque. Ce dernier, en qualité de souverain du pays, avait l'obligation de défendre ses sujets contre les ennemis du dehors, et de maintenir l'ordre à l'intérieur. A cet effet, le Prélat Sédunois soutint des guerres contre la Savoie<sup>1</sup>; il n'hésita pas à marcher même contre la noblesse turbulente de la vallée du Rhône, qui chercha plus d'une fois à briser ses liens de vassalité, pour se rendre indépendante et gérer à sa guise les fiefs épiscopaux.

Qu'aurait fait l'évêché sans armée ? En ses sujets il rencontra des défenseurs dévoués dans ses démêlés avec les Savoyards, en 1250, 1260, 1300, 1353, 1475 : dans les troubles suscités par leurs grands vassaux dirigés par les de la Tour en 1290 et 1375 ; plus tard, en 1415, dans la guerre de Rarogne<sup>2</sup>.

— A cette époque reculée, en effet, mainte famille noble comptait des chevaliers : les de Sirro, les d'Anniviers, les de Venthône etc. — Quelques-uns d'entre eux prirent part aux croisades : une tradition de famille cite Sigismond de Sirro et X. de Venthône au XIII<sup>me</sup> siècle. Un de Sirro n'aurait-il pas accompagné en Palestine l'évêque Boson I, revenu de Terre Sainte vers 1130<sup>3</sup> ?

Or, la chevalerie supposait des exercices répétés du métier des armes.

Au reste, nous savons par les reconnaissances que le major, le vidomme et le sautier de Sierre, en qualité d'hommes-liges, devaient, au besoin, suivre l'étendard de l'évêché.

— Assurément, les soldats du peuples astreints au service

---

(1) Gremaud, II, 40 ss.

(2) Boccard, Gay, 103<sup>e</sup> ss.

(3) Traditions de la famille Sierro.

militaire dû au suzerain, ne prenaient les armes qu'au moment du danger. S'ils ne formaient pas des troupes exercées et aguerries, ils suffisaient, pourtant sous la direction de leurs seigneurs à défendre la terre du Valais, et même à infliger à l'ennemi des défaites sérieuses : ainsi, aux Zähringen à Ulrichen en 1211 ; aux de la Tour, à Loèche en 1294 ; en 1375, au pont de St-Léonard<sup>1</sup>.

— Dans toutes ces luttes, Sierre, à l'exemple des autres communautés du pays, fournit son contingent, commandé par le major, le vidomme, souvent par le sautier comme ailleurs.

— De plus, à procéder par analogie, Sierre et ses environs devaient sans doute le service militaire et des prestations au château épiscopal de l'endroit, qui dominait le vieux bourg au couchant, occupé par le major, puis le châtelain. C'était, pour leurs habitants, le guet avec des corvées et d'autres fournitures de guerre<sup>2</sup>.

— Quoi qu'il en soit, les comptes des gouverneurs savoyards de Tourbillon pour l'évêché de Sion en 1353 et 1384 font mention des prestations des châteaux épiscopaux d'Ayent, Granges et Sierre. Après la destruction des archives de nos évêques lors de l'incendie de Sion, en mai 1788, il y aurait certes de l'intérêt à consulter celles si bien conservées des princes de Savoie à Turin.

---

(1) Boccard, Gay.

(2) Comptes de Turin.

## CHAPITRE 10.

### La communauté de Sierre

Ainsi que dans les Etats voisins, le Valais, dans toute sa longueur, vit des communes se former au XIII<sup>me</sup> siècle, sinon auparavant, comme à Sion et à St-Maurice.

Dans notre pays au terrain accidenté et hérissé de difficultés, qui se multipliaient sous leurs efforts, les habitants devaient sentir un pressant besoin d'association pour se prêter un secours mutuel. De plus, notre vallée du Rhône, longue et étroite, se trouve fortement encaissée entre deux puissantes chaînes des Alpes, avec de nombreuses ramifications latérales qui débouchaient irrégulièrement au centre, rendant son sol inégal et créant des unités géographiques. Ces dernières, à cause de leur éloignement et du manque de communications, surtout au moyen-âge, formèrent des agglomérations, où une certaine communauté d'habitudes et d'intérêts amena lentement la création des communes dans la plaine d'abord, ensuite au mont<sup>1</sup>.

D'autre part, menacés par les comtes de Savoie, souvent aussi par une noblesse turbulente et jalouse de ses droits séculaires, les princes-évêques cherchèrent naturellement un appui dans le peuple, accordant des libertés et des privilèges en retour de ses fidèles services, avantages qui provoquèrent le développement des institutions communales.

A la fin du XIII<sup>me</sup> siècle, existaient, dans le territoire de notre district, ainsi qu'ailleurs, des communautés en plaine et en montagne, comme à Vercorin. Sierre apparaît sûrement au siècle suivant parmi les principales communes du Valais épiscopal, comprenant au mont, outre le bourg, Musotte, Veyras, Venthône, Anchettes, Miège, Cordonnaz, Mollens, Randogne; en plaine, Chippis (et Chalais ?) c'est-à-dire tout le territoire de l'ancienne majorité épiscopale,

---

(1) Van Berchen, 22 ss.

puis de la châtellenie vidomnale de Sierre, après la suppression de l'office de major.

Ainsi, en 1335, parmi les représentants des communautés du Valais, assemblés à Tourbillon pour restreindre les droits du chapitre dans la chancellerie de Sion, figure le châtelain Pierre Dautz en son nom et en celui de ses administrés de Sierre. Cette communauté se trouve citée dans la charte de l'évêque Aymon de la Tour, qui prend des mesures contre les renitents. En 1368, elle figure dans une convention entre l'évêque Guischard Tavelli et quelques communes du Haut-Valais ; les sept *dizains* traitent avec la Savoie en 1384 ; puis, dans un cautionnement de quelques particuliers en faveur de la commune de Sierre ; en 1400, dans un accord confirmant le traité conclu avec la Savoie ; dans un traité d'alliance, en 1410, entre le comte Amédée VIII d'une part, l'évêché de Sion et les communes du Valais de l'autre ; parmi les *dizains*, lors de la concession des articles de Naters, en 1446.

Désormais, Sierre agira de concert avec les autres dizains, dans les arrangements entre l'évêché et les Etats étrangers : en 1446, dans un accord avec la Savoie et les Bernois ; dans une sentence arbitrale entre le Valais et l'Osola ; dans une entente entre le Valais et la vallée d'Antigorio ; dans la protestation de fidélité des dizains en faveur d'Henri Asperlin, évêque élu de Sion, en 1452 ; dans la déclaration donnée à Venise et à Florence d'adhérer au traité de Milan, en 1455 ; en 1456, dans le traité des Valaisans avec la vallée de Védro.

De ce qui précède, nous constatons qu'il existait à Sierre, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, une véritable communauté, dont la vie s'intensifia. Elle tenait, ici comme ailleurs, ses réunions annuelles appelées plaids, notamment en mai, sous la résidence du vidomme, puis du châtelain. Au son de la cloche, tous les hommes devaient s'y rendre. Dans ces séances qui furent le commencement de nos assemblées primaires et l'école publique de nos populations, se discutaient toutes les questions touchant les intérêts de la généralité, questions réglées d'entente par le consentement du supérieur et de ses administrés : les statuts sur l'usage des biens communaux formés des pâturages et de forêts ; l'entretien des chemins vicinaux (les viances), les ponts, les barrières du Rhône ; le

régime des eaux, l'admission de nouveaux communiens, témoin la réception de Venthône le 13 janvier 1438 <sup>1</sup>.

Plus tard, obtenant de plus amples concessions de l'évêché, on désignera, pour la gestion des affaires, des procureurs, ou syndics, qui rendront compte à leur sortie de charge ; on nommera des représentants au conseil de la contrée ainsi qu'au conseil de dizain.

Malgré la distance, cette communauté de villages constituait une unité politique, économique et administrative, jouissant par ensemble de certains biens communaux : alpages, forêts, libres parcours, cours d'eaux. Pareils avantages allaient sans égard à l'origine et à la condition des intéressés. Pour en jouir, le titre de bourgeois suffisait. Mais déjà à cette époque, des hommes d'initiative surent se grouper et composer des consortiums pour l'acquisition et l'exploitation des montagnes.

Tels, le 15 juin 1425, les gens de la châtellenie copropriétaires des alpes du Seex et du Mayenchet qui s'associent pour tirer plus de profit de ces pâturages <sup>2</sup>. De même les alodiateurs de Mendenon, au mont de Sierre, font un arrangement avec Jean Friy, l'un d'entre eux, le 3 mars 1455, au sujet d'abris pour le bétail <sup>3</sup>. Cet esprit d'association persévéra jusqu'en plein XX siècle.

Dans cette généralité pourtant, des communes se formèrent à leur tour, dans les principales agglomérations, à Sierre, Venthône, Miège ; Cordonnaz-Mollens, Randogne, Chippis en 1449 ; plus tard à Veyras. Celles-ci pourvoiront à leurs intérêts directs par leurs procureurs, sans compromettre l'unité de la communauté primitive, qui servira de noyau au dizain de Sierre, quand de nouvelles populations, dans le cours du temps, viendront s'y incorporer : Chalais, Vercorin, Grône et Lens pour la justice en appel relèveront du grand châtelain de Sierre : au militaire, Anniviers, Granges et St-Léonard, de sa bannière <sup>4</sup>.

Aussi, à côté des institutions communales, voit-on chez nous, comme dans le reste de la vallée supérieure du Rhône, la vie desennale commencer au XIV siècle déjà, pour prendre bientôt un libre essor. Le conseil de dizain paraît son principal organe. Composé des députés de tout le territoire du district actuel, il sié-

(1) Gr. VIII, 147.

(2) Gr. VII, 484.

(3) Gr. VIII, 525.

(4) de Rivaz.

geait au Prélez de Veyras sous la présidence du grand-châtelain qui dirigeait parallèlement l'assemblée des procureurs et syndics de la contrée de Sierre devant l'ancienne église ou à la tour de Venthône.

Ce corps désénel possédait d'abord des compétences bien limitées ; mais il sut tirer habilement, à Sierre ainsi qu'ailleurs, parti des circonstances et des besoins des temps pour augmenter son prestige et son autorité. Non content de son humble rôle de conseiller du prince-évêque, il prendra, insensiblement dans les diètes une part active aux délibérations et au gouvernement du pays.

---

## CHAPITRE 11.

### Les ressources de Sierre.

Certes, mon humble étude renfermerait une lacune, si elle ne renseignait le lecteur sur les principales ressources du pays à cette époque. Il sied, dès lors, de les indiquer brièvement : l'agriculture, l'élevage du bétail, la viticulture et un peu de commerce et d'industrie.

Les chartes, moyenâgeuses mentionnent beaucoup de champs, de prés, de jardins, de plantations de toutes sortes. A cette période, l'importation des denrées, à cause des lourds droits d'entrée, restait difficile : il y avait des péages à Villeneuve, à St-Maurice, à Riddes, à St-Léonard, à Sierre, à Ioèche, à Brigue<sup>1</sup> etc... Nos populations se trouvaient donc dans l'obligation de cultiver elles-mêmes les plantes nécessaires à l'existence : le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, les fèves et les autres légumes, ainsi que certains arbres fruitiers, état de choses qui assurait quelque aisance à notre communauté.

Avec l'agriculture, l'élevage du bétail formait la première ressource d'alors. A cet effet, l'on utilisait, outre les prairies, les nombreux pâturages communs, les terrains de parcours ainsi que les riches alpages de la contrée de Sierre, au Seex, à Pepinette, à Collombyr, aux Plans, sans oublier ceux d'Orgival, de Traenit, etc...., sur la rive gauche du Rhône<sup>2</sup>. Ne nous étonnons plus, dès lors, si les péages signalent le passage de bestiaux ; si, durant certaines guerres, celle de Rarogne notamment<sup>3</sup>, l'histoire parle de razzias de troupeaux de bovins en plaine et de moutons dans les montagnes<sup>3</sup>. Sans compter, la viande et le laitage, ces animaux domestiques fournissaient le cuir pour les chaussures, la laine, qui, avec le chanvre semé en abondance, servaient à la confection des tissus nécessaires à l'habillement et à la literie.

---

(1) Gremaud, *passim*.

(2) Gremaud, III, 67.

(3) Boccard, 105 ss. et Gremaud, VII, 485.



Comme, dans chaque région, les gens échangent leurs produits, il y avait, un peu partout, du commerce et de l'industrie, également chez nous.

Il fallait, au moyen-âge, se suffire un peu pour les denrées de première nécessité. Aussi, avait-on sur place, outre le four et le moulin, des boulangeries, des boucheries, des forges, des tanneries, des cordonneries, travailleurs des tissages de drap. Qui ne comprend que les différents métiers assuraient partout un peu de commerce et d'industrie ? La situation de Sierre, sur l'importante route du Simplon, ne pouvait que favoriser l'initiative privée et encourager l'activité locale. Comment notre localité n'aurait-elle pas profité de sa position pour se procurer certaines marchandises et écouler ses produits, c'est-à-dire pour faire quelque commerce et amener de l'industrie ?

Toujours et partout l'on rencontrera des pauvres, à Sierre, comme ailleurs. Les orages et une température anormale, sans oublier les inondations, compromirent maintes récoltes<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, et sans établir de comparaison injurieuse avec notre époque, reconnaissons que qui voulait, pouvait, au moyen-âge, jouir d'une honnête aisance.

De bonne heure, l'on travailla la vigne en Valais, surtout dans nos régions. Ainsi les Albi possédaient des cepages à Goubin déjà en 1297<sup>2</sup>, en 1299, un acte en signale également près de Loussellet, le petit lac, entre les deux châteaux du Vieux-Sierre. En parlant de vignoble, les anciens titres citent trois plants : le neyrum (le rouge du pays), l'humagny (l'humagne) et le regy (la rëze).<sup>2</sup> D'ailleurs, la dime sur les vignes se levait dans maint parchet de notre territoire, comme sur les autres produits du sol, et les donations aux églises et aux œuvres de bienfaisance, notamment à la confrérie du St-Esprit, font souvent mention de setiers, de muids de vin<sup>3</sup>.

Pourtant, il ne saurait, en ce temps, être question d'exportation, au moins en gros. L'on ne travaillait la vigne que pour ses besoins.

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Rameau, 72, Gremaud, III, 235

(3) Archives de Sierre.

## CHAPITRE 12.

### **Population, habitude, langue, religion.**

Difficile d'évaluer la population de Sierre à cette époque reculée. Du Vieux-Sierre il ne restait, il y a quelques années, que les ruines d'un château sur la colline méridionale. Avec l'aide de la guerre, de l'incendie, le temps avait fait son œuvre, détruisant les vestiges de l'ancien bourg, emportant bien des souvenirs du passé.

D'autre part, nombre de chartes moyenâgeuses disparurent ; nous ne disposons à cet effet que d'un titre en faveur de l'église paroissiale en 1335 et de quelques reconnaissances. Ces pièces, sans permettre d'arriver à un chiffre exact de la population, nous aident, pourtant, à fixer un nombre approximatif<sup>1</sup>.

A s'en tenir donc à leurs données et à procéder par analogie avec les autres localités de la vallée du Rhône, il ne semble pas que Sierre, avec Villa, Muraz et Glarey, c'est-à-dire le territoire de la commune actuelle, ait dépassé 300 âmes. Encore faut-il remarquer que dans ce chiffre figurent des forains du Val d'Anniviers, du mont de Sierre et d'un peu tous les villages environnants, qui avaient domicile chez nous une partie de l'année seulement<sup>2</sup>.

Il suffira, à qui s'étonne de ce nombre plutôt restreint, de rappeler certains facteurs, qui provoquèrent des fluctuations dans la population au moyen-âge : les inondations, les guerres, la peste et les incendies.

Personne n'ignore, d'abord, que le Rhône courait librement dans la plaine. Ses eaux envahissaient, recouvraient parfois par remous, des parchets de notre territoire : le Marais, où s'élève l'ancienne église et le Glarey. Ces dénominations ne l'indiquent-elles pas assez ? Au-dessous du bourg actuel de

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Grenaud, *passim*.

Sierre, l'affluence des eaux, les années orageuses, compromettait une partie des récoltes<sup>1</sup>.

Qui ajoute à ces méfaits du fleuve ceux occasionnés par les crues subites de la Sinièse et de la Mondereschy, comprendra aisément que, de ce fait, des pertes réelles paralysaient l'agriculture<sup>2</sup>.

Que dire des guerres si fréquentes à cette époque, guerres du Valais contre la Savoie ; prises d'armes des troupes épiscopales pour défendre le prince-évêque contre la noblesse ; luttes intestines provoquées par l'apparition de la Mazze ?

D'ailleurs, notre bourg, situé sur la route du Simplon eut encore à souffrir du passage des troupes, que l'on envoyait dans le Haut ou le Bas-Valais, et même jusqu'en Italie. Les Chartreux, qui occupaient Gêronde, depuis 1331, prirent occasion de ces troubles, de ces bruits, de ces dévastations pour quitter nos régions définitivement, malgré les démarches tentées pour les y ramener<sup>3</sup>.

A ces fléaux, il faut ajouter la peste. Cette sinistre visiteuse venue d'Orient, dit-on, éprouva durement, en 1349, tout le pays. La contrée de Sierre lui paya tribut, comme le reste de la vallée du Rhône. En effet, la tradition parle de victimes au bourg, à Musotte, à Venthône, à Laques, à Chernignon où l'épidémie causa de grands ravages<sup>4</sup>. Suffirait à nous en convaincre le changement de patron de l'église paroissiale de Musotte, transférée à Venthône en 1662. S. Sébastien spécialement invoqué contre la peste, remplaça avant 1500 sainte Agnès, l'ancien titulaire du maître-autel<sup>5</sup>. Comment pareil fléau, qui sévit chez nous quasi d'une manière intermittente jusqu'en plein XVII<sup>e</sup> siècle, — avec les autres épidémies de typhus et la dissenterie, sans compter la lèpre — n'aurait-elle pas produit des vides au sein de nos populations ?

Signalons enfin les incendies si fréquents au moyen-âge, où les maisons se construisaient plutôt en bois et sans ordre au moyen-âge, privé des pompes et des moyens de sauvetage, qui rendent de si grands services aujourd'hui<sup>6</sup>. Un feu, dans ces conditions, qui ne le conçoit ? tournait

---

(1 et 2) Archives de Sierre.

(3) Gremaud, IV, 529.

(4 et 5) Archives locales.

(6) Blätter aus Oberwallis V.

le plus souvent en désastre, ... même sans vent. Une tradition ne rapporte-t-elle pas que pareil fléau détruisait complètement le Vieux Sierre ? qu'à la suite de ce malheur, les gens ne se sentirent plus le courage de reconstruire leurs habitations sur le même emplacement. Semblable détermination aurait, sinon aussitôt, insensiblement du moins, causé l'abandon du Sierre de la féodalité, construit sous Géronde, entre les collines, au profit du Plan de Sierre, devenu plus tard chef-lieu du dizain ... puis du district.

Et d'où provenaient ces habitants ? Outre l'élément indigène, l'on relevait à Sierre, déjà au moyen-âge, diverses immigrations ; une immigration haut-valaisanne qui deviendra plus dense encore : les nobles de Loèche, de Rarogne, Roten, de Platea et les de Silinen de Viège ; les de Vincis-Weinberg (Berclaz) de Naters ; les de Courten de Brigue ; les Streler de Conches ; — immigration des localités voisines, les Albi et les nobles de Granges ; d'Anniviers, les nobles de ce nom et les Daval ; du mont de Sierre, des de la Forchex de Cordonnaz ; des nobles d'Anchettes, des Montaner, de Venthône. L'élément issu des Etats Savoyards occupe une place honorable avec les nobles d'Aigle, de Chevron, de Noville, de la Bâtiaz, les d'Orsières ; les de Nus, de Margival d'Aoste<sup>1</sup>.

Bien qu'il n'existât en ces temps reculés que des moyens de locomotion bien primitifs ; que les chemins fussent, certes pénibles en certains endroits de la vallée ; le long des coteaux, où les montées succédaient aux descentes, notre petit bourg offrait déjà le spectacle d'une population quelque peu hybride. Ces nouveaux venus se fixaient chez nous à la suite d'un mariage, d'un héritage, d'un achat, ou bien ils accouraient avec l'espoir d'y faire fortune.

En général, les gens de notre châtellenie se faisaient remarquer par des habitudes de frugalité, d'ordre, de tranquillité et de travail. Voilà ce qu'attestent les nombreux défrichements, et la culture des terres arrachées aux inondations du Rhône, de la Mondereschy et de la Sinièse, mais aussi le commerce et l'industrie, de tout temps en honneur chez nous. Le passage de la route du Simplon, si fréquentée au moyen-âge par les marchands italiens, ne pouvait que favoriser l'initiative personnelle.

---

(1) Grem. passim, et Archives de Sierre.

Et quel idiome parlait tout ce monde ? En attendant d'ouvrir, dans la troisième section, un court chapitre sur les langues, qu'il suffise de relever ici que l'élément français dominait à Sierre dans la première moitié du XV siècle. L'allemand prit depuis lentement le dessus<sup>1</sup>.

Comment, enfin, ne pas relever les sentiments profondément religieux de notre dizain ? Au XIII siècle déjà, l'on comptait sur son territoire neuf églises paroissiales. Sierre en possédera trois à lui seul dans la suite : à Villa, à Géronde, au Plan de Sierre, sans parler de celle de Musotte.

A cet effet, il y aurait lieu de citer également les fondations pieuses, les donations généreuses aux églises, aux hôpitaux et autres œuvres de piété et de charité ; l'hospice du Marais, les legs en faveur des croisades, etc.

Que dire des associations, spécialement de la confrérie du Saint-Esprit, qui s'occupait des pauvres, organisait des distributions de grain ou de pain, avec du vin, à des dates fixes, surtout le lundi de la Pentecôte ? De là son nom.

Les croyances solidement ancrées de nos ancêtres se manifesteront au XVI siècle. Bien que situé entre Sion et Loèche fortement travaillés par la Réforme, Sierre demeura toujours fidèle à la foi catholique.

---

(1) Hoppeler.

## CHAPITRE 13.

### Usages, coutumes du moyen-âge.

Le système féodal régnait dans la vallée du Rhône au moyen-âge. En vertu d'une entente tacite, les seigneurs promettaient secours et protection à leurs serfs dans le danger. Ceux-ci, par contre, devaient à ceux-là des prestations, des redevances, des usages, des plaits, etc.

Parmi les droits seigneuriaux de cette époque, il convient de mentionner, outre le service militaire, celui du moulin et du four banal. La population se trouvait astreinte à moudre le grain au moulin et à faire cuire le pain au four du seigneur. Voilà une pratique qui contribuait à conserver les sujets sous l'autorité de leur supérieur.

En l'espèce, il existait dans la contrée de Sierre plusieurs moulins et fours : ceux de Mollens, de Venthône, de Villa, et les deux de Sierre... Si les actes médiévaux n'en parlent pas expressément, les suivants traitent de la juridiction du moulin du Trou, passée assurément des seigneurs aux tiers de la contrée de Sierre. L'eau servait parfois à mettre en marche à côté du moulin, une scierie des martinets, etc. ; ainsi, à Glarey<sup>1</sup>, les installations de Pierre de Chevron, vidomne, sur la Sinièse.

Qu'appelle-t-on cens ? — Les seigneurs possédaient primitivement de vastes terrains. Ils les donnaient en fief, c'est-à-dire, ils les cédaient temporairement pour les récoltes à des tiers, serfs ou même hommes libres, qui leur servaient une redevance annuelle en espèces ou en nature, avec quelquefois d'autres prestations... le plait à la mort du seigneur et du vassal, etc... Qui voit dans la redevance ou le cens la location de l'immeuble tenu en fief, ne trouvera pas la charge trop onéreuse pour le serf<sup>2</sup>.

---

(1) Archives de Sierre, - Gremaud, VIII, 116.

(2) Hoppeler, passim

Si l'on voulait céder à un autre une propriété inféodée, il fallait l'assentiment du seigneur ou le laod que l'on payait. C'était le droit de mutation actuellement existant.

Les chartes de Sierre font allusion à un droit de pontonage et de rivage. En qualité de souverain, l'évêché disposait des eaux auxquelles se rattachaient le péage sur le pont du Rhône, la pêche et les épaves échouées sur les rives. Il en paraît différentes mentions dans le cours du temps. Déjà un titre de 1395 renferme une reconnaissance par des particuliers du droit de rivage envers la mense épiscopale. On cite en 1440, 1450, 1452, 1471, 1584 divers arrangements à ce sujet. A la suite d'aliénation, l'évêque assigna à sa cour tout contradicteur de ses droits de rivage et de vanel. Au XVII<sup>e</sup> siècle, ces droits de pontonage, de péage, de rivage et de vanelage passent par amodiation au tiers du Plan de Sierre en 1664 ; en 1675, à la contrée par cession, mais avec toutes les charges d'entretien<sup>1</sup>.

Il nous reste enfin à dire un mot de la dime prélevée en faveur des églises et des maisons religieuses sur le vin, le blé, les légumes, etc.. Par cession ou arrangement, elle alla parfois par inféodation aux collecteurs, au sautier ou à d'autres familles nobles, aux nobles d'Anniviers, Tavelli, de Platea, Roten, de Rarogne, de Courten, de Preux, etc.<sup>2</sup> Les populations, sentant le poids de pareilles prestations, travaillaient à s'en libérer par le rachat. Pourtant, nombre d'entre elles pesèrent sur les habitants de notre dizain jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Malgré tout, le moyen-âge ne mérite pas le jugement sévère de ceux qui glosent à leur aise sans le bien connaître. Cette période éloignée de notre histoire, vit assurément des abus de pouvoir, des injustices et des violences contre la personne et la propriété. Gardons-nous pourtant, de généraliser les faits et les gestes. Ce pénible état de choses que les Allemands caractérisent par le mot de *Faustzeit*, ne présentait pas chez nous les excès criants rencontrés ailleurs. Ainsi que les comtes de Savoie dans le Bas-Valais, les princes-évêques, dans le Haut, favorisèrent le développement des communes

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Archives de la contrée.

par des franchises, traitant leurs sujets avec une bonté toute paternelle. — Dites le vieux proverbe : « Il fait bon vivre sous la crosse », ne se vérifia-t-il pas dans nos régions ?

Au reste, pour assurer une bonne administration de la justice qu'au moyen-âge le cumul des pouvoirs, les enchevêtrements de territoires et, partant, les conflits de juridictions rendaient difficile, le souverain se réservait la justice en appel. A cet effet, il déléguait un ou des officiers exprès, primitivement l'avoué de l'église de Sion ; le vidomme sans doute, parcourant le pays pour entendre les causes en appel ; plus tard, le châtelain ou un autre titulaire.<sup>1</sup>

Sous les auspices de nos princes-évêques, enfin, des paroisses se fondèrent surtout dans notre châtellenie, ainsi que des hospices pour les voyageurs, notamment ceux du Marais à Sierre, et de Salquenen ; et des institutions de bienfaisance pour le soulagement des pauvres, parmi lesquelles la confrérie du Saint-Esprit existant dans notre bourg, dès le XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>2</sup>

A qui juge cette époque sans préjugés et avec impartialité, le moyen-âge apparaîtra comme un tableau avec des ombres, certes, mais un tableau fait de foi, de charité, de valeur et de loyauté chevaleresques.

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Archives de Sierre.



### SECTION III.

#### Le développement de la démocratie

1475 - 1798.

#### CHAPITRE 1.

##### Le Plan de Sierre.

Au moyen-âge, le Rhône coulait derrière Géronde ainsi qu'aujourd'hui, vagabondant sans digues dans la direction de Chalais, dont il baignait une partie du territoire. Mais le lit qu'il s'était librement tracé se remplissait rapidement, tandis qu'un autre se creusait peu à peu sous l'action du courant détourné. A leur tour, des bras s'en détachaient pour se mêler au Bras-Noir sorti des lacs de Géronde. Grossies encore par l'apport de la Mondereschy et de la Bonne-Eau, ces eaux occupaient de vastes espaces, formant, parfois, des îlots. Elles regorgeaient, au moment des crues, vers le bourg actuel, inondant le quartier neuf près de la gare. Par remous, un bras du Rhône arrivait même jusqu'au Marais, emplacement de l'ancienne église.

A qui douterait de cet état des lieux, il suffirait de consulter, aux archives, le plan de l'inondation de 1762. Au reste, le témoignage de vieillards vient nous le confirmer. Le Plan de Sierre, remarque avec raison l'abbé E. Zufferey, crouissait vraiment en ces eaux stagnantes et malsaines, auxquelles la Sinièse apportait quelquefois son tribut, la Sinièse qui couvrait de gravier Glarey dans ses débordements.

Aussi le chemin royal, comme l'on appelait alors la route du Simplon, arrivait-il péniblement à Sierre, suivant du pont de St-Léonard, la première pente du mont, par le péage de Prafalcon pour aboutir vers le cimetière actuel.

Qui ne le comprend ? Pareilles circonstances empêchèrent la construction d'une bourgade au Plan de Sierre au premier moyen-âge.

Mais dans le cours du XIV siècle, les bras du Rhône lentement ramenés dans le lit actuel, la plaine devint moins marécageuse. Alors on construisit peu à peu à Glarey, nom qui indique assez la nature de son terrain inondé... et au Marech, (Marais), dans le voisinage de la chapelle de Notre-Dame, où s'élevait déjà la demeure de Théodule, dernier major, son fondateur.<sup>1</sup>

Au rapport de Zwissig, ancien président, des fouilles mirent à jour, à une certaine profondeur, des troncs de verne. On rencontre aussi fréquemment de l'eau, en creusant, dans ce parchet, les fondations des nouvelles bâtisses. Un éboulement ou mieux peut-être, une inondation de la Bonne-Eau, de la Sinièse aurait-elle, par ses dépôts, exhaussé ce terrain marécageux, exhaussement qui se remarque jusqu'entour de l'ancienne église ? — Voilà qui suffirait, ce me semble, à expliquer le changement des lieux..... et l'origine du nom de la chapelle du Marais.

Là, sur quelques éminences s'élevaient de rares habitations déjà à la fin du XIII siècle. Ainsi, en 1297, Louis d'Anniviers chevalier, donnait à sa dame Guillemette, dite Blanche, ses prétentions sur la maison acquise par ensemble de Burkard Bruni, située à côté de celle de Pierre du Marais d'une part ; de celle des enfants de feu Albi de la Sala, de l'autre, au bord de la chaussée publique. Il lui cédait également ses droits sur une autre demeure appartenant à Jean, frère de la comtesse de Sierre, située le long de la dite voie et du chemin qui conduit au Marais, donc au bas de la Zervettaz. De son côté, Pierrette, fille de Pierre Montaner, donne à l'église de Ste-Catherine et St-Théodule, pour le repos de son âme, une maison au Plan de Sierre, joutant celle de Pélissier d'une part, celle des hoirs de Boccard de la Mandolaz, de l'autre.<sup>2</sup> A s'en tenir aux confins indiqués, ces édifices devaient occuper le centre du bourg actuel, des premières pentes du mont au château des vidomnes, où le terrain fait dos d'âne.

Des habitations surgirent peu à peu au XIV et au XV siècles : les demeures des de Curiis et des de Aula, puis les maisons d'Antoine de Courten gouverneur d'Evian vers

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Archives de Sierre.

1540, à l'embranchement de la route du Haut-Valais et du chemin de Venthône ; d'Etienne de Courten de la Cour, construite par Jean-François en 1658 ; la demeure du comte Eugène, probablement du XVII<sup>e</sup> siècle en partie du moins ; les maisons de Courten-de-Chastonay en 1660, la demeure de Platea Lovina en 1685 ; la construction Perrin vers 1680-90 ; la maison Armand de Courten donnée au rectorat de St-Joseph, maintenant transformée ; la demeure Pancrace de Courten du XVIII<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui propriété de Monsieur le préfet Charles de Preux. Comment s'étonner que l'ancienne église devenue trop petite fut remplacée, en 1678, par l'actuelle, construite par le curé doyen Mathias Charvet, originaire de Miège ?

Les familles avaient abandonné insensiblement le Vieux-Sierre, pour se fixer au Plan de Sierre, où se trouvait l'église paroissiale de Ste-Catherine, avec la cure ; les vidomnes y avaient établi leur demeure avant 1479, après avoir construit le château. « Une grosse tour carrée » dit Rameau, portant à ses quatre angles supérieurs des tourelles saillantes et à machicoulis. C'est l'œuvre des de Chevron, dont on voit les armes à l'intérieur.<sup>1</sup> — Plus bas, le long du chemin public s'éleva bientôt la maison de commune, réparée en 1620. On y placera plus tard, le vicariat avec la première école primaire. Le châtelain exerçait la justice au Prélez de Veyras.

D'autre part, plus question du Vieux-Sierre de la féodalité dans les actes ; pas davantage dans les souvenirs locaux... On dirait qu'un malheur, une épidémie, — la tradition hasarde timidement le mot d'incendie général — détruisit l'ancien bourg...

Quoi qu'il en soit, sur son emplacement, plane un voile de mystère qui nous étreint. Vous ne pouvez vous défendre, en errant sur ces lieux déserts, d'un sentiment de mélancolie et de tristesse.

---

(1) Rameau, Château 74.

---

## CHAPITRE 2.

### Le développement de la démocratie.

L'écrasement et l'expulsion des anciens sires de la Tour-Châtillon, propriétaires de nombreux fiefs dans notre dizain à Bernune, Musotte, Chalais, Granges, Grône, Lens, St-Léonard ; l'humiliation de l'antique famille de Rarogne, après une guerre de plus de trois ans, où les patriotes, avec le château de Beauregard, avaient détruit les tours épiscopales du Vieux-Sierre, amenèrent des changements dans la vallée du Rhône. Vraiment, le moyen-âge avait sombré dans le gouffre du temps. S'il restait des vestiges de la féodalité, une évolution s'opérait dans les esprits et les institutions, évolution qui marquait bien le passage aux temps modernes. La vieille aristocratie abattue, les communautés, qui avaient déjà obtenu des libertés dès la fin du XIII siècle, réclameront désormais, pour prix de leurs efforts, contre les nobles vaincus d'autres cessions et de nouveaux privilèges. Siégeant dans les assemblées du pays à côté du prélat, comte et préfet du Valais, leurs députés ne se contenteront plus du rôle passif de conseillers, ils travailleront sans relâche pour obtenir une part active dans le gouvernement.

Jusqu'alors, le prince-évêque de Sion, ainsi que les autres souverains, avaient cumulé tous les pouvoirs dans sa personne. Il partagea désormais les autorités législative, exécutive et judiciaire d'abord avec la diète formée des représentants du pays, assemblée qu'il convoqua et présida lui-même jusqu'au XVII siècle, depuis le grand baillif ou son remplaçant le vice-baillif. Mais l'appétit ne vient-il pas en mangeant ? Dès lors, surtout après leurs démêlés avec le prélat sédunois Hildebrand Jost, vers 1630, les patriotes ne laissèrent plus à l'évêché qu'une autorité purement nominale. La haute assemblée des députés de dizains parmi lesquels figurait **Sierre**, siégeaient d'ordinaire deux fois l'an, en mai et décembre, pour légiférer et pourvoir à l'administration du pays.

Cependant, dans la République du Valais, sept communautés avaient chacune un conseil jouissant, dans son ressort,

d'attributions administratives. On leur donna le nom de dizains, — nom qui fait son apparition dans l'histoire, dans un acte où les sept intéressés font une remise aux hommes de la vallée de Lœtschen, après l'expulsion des de la Tour, en 1375.<sup>1</sup>

Déjà la ville de Sion avait obtenu du Concile de Constance, en 1417, pendant l'absence de l'évêque Guillaume V de Rarogne, l'autorisation de choisir, pour remplacer le châtelain administrateur de la majorie, nommé jusqu'alors par l'évêché, un titulaire choisi parmi les principaux citoyens.<sup>2</sup>

A leur tour, les autres dizains reçoivent, de l'autorité épiscopale, des châtelains, qui fonctionnent en son nom dans le Haut-Valais. Ainsi, en 1428, revêtent cette dignité Jodoc de Cœnatibus pour Sion ; Christophe de Silinen pour Sierre ; pour Loèche, Rolet Aymonis ; Jean de Platéa pour Viège ; Antoine Curto pour Brigue ; pour Rarogne, Rodolphe Asper (ling) et Guillaume Humpit pour Conches.<sup>3</sup> La nomination des châtelains passa de l'évêque aux communes, insensiblement avec le développement de la démocratie.

Dès cette époque, la vie désenale fonctionnait dans la vallée du Rhône. Les dizains, et de ce nombre **Sierre**, jouent un rôle dans les traités avec la Savoie, Milan, mais aussi dans les affaires intérieures du pays, dans les arrangements avec l'évêché et le chapitre, dans la nomination des prélats et des grands baillifs, etc. Elle s'affirmera davantage pendant cette période moderne qui verra la formation complète du dizain par l'adjonction à notre contrée d'autres localités : Anniviers et la grande châteltenie de Granges, Lens, Grône, St-Léonard.

Me voilà amené à vous parler de l'évolution dans la communauté. Un châtelain, avons-nous vu, avait succédé dans les compétences et les fonctions du major, avec des pouvoirs administratif, judiciaire et militaire. Il habitait d'abord le château des de Sirro situé sur la colline méridionale avec des remparts, la chapelle de S. Pantaléon. Jusqu'alors unique représentant de l'évêché, ce dignitaire dut à son tour sacrifier quelques prérogatives sur l'autel de la démocratie, qui s'ingéniera à chaque occasion à les restreindre, arrachant sa

---

(1) Gremaud, passim.

(2) de Rivaz.

(3) Gremaud, VIII, 147.

nomination au prélat souverain, mais limitant les droits de cet officier surtout au militaire —; de la démocratie qui travaillera à diminuer par cession ou rachat des droits suzerains et seigneuriaux, auxquels le nouveau régime portera le coup mortel en 1798.

Après avoir d'un coup de plume, rapidement esquissé l'évolution qui s'effectua dans la vallée du Rhône au XV siècle, évolution qui marque bien chez nous comme ailleurs la transition du moyen-âge aux temps modernes, voyons comment la vie désenale et communale fonctionna régulièrement pendant cette période. Je vous entretiendrai donc du vidomne qui conserva jusqu'au XVI siècle, certains droits féodaux, et des fonctions de justice le jour et la nuit jusqu'en 1713 ; du grand châtelain, du grand banneret, du capitaine général. Tous les trois se nommaient par les délégués du dizain entier, mais sur la présentation de la contrée de Sierre ; dont seuls les communiens devenaient éligibles à ces trois fonctions.

---

## CHAPITRE 3.

### Le grand-châtelain.

En sa personne nous reconnaissons aisément l'ancien châtelain épiscopal, nommé maintenant par l'assemblée des officiers des dizains, tous les deux ans au Prélez de Veyras, le dimanche des Rameaux. La tradition ne permettait d'élire qu'un bourgeois de la contrée. Voici l'ordre des députés du conseil de dizain pour les nominations : Le grand châtelain, le grand banneret et capitaine général de la contrée, puis le châtelain du vidomnat, enfin le vice-châtelain, banneret et capitaine d'Anniviers... et de Lens-Grône.<sup>1</sup>

Bien qu'il perdît quelques prérogatives, surtout au militaire, où interviennent deux officiers supérieurs, le grand banneret et le capitaine général, et qu'il vît les mesures d'administration de police absorbées par la communauté du Plan de Sierre, le grand châtelain restait le premier magistrat du dizain. Il réunit dans ses mains des fonctions désenales et locales.

En qualité de premier magistrat du dizain, il convoquait et présidait sinon à Veyras, du moins à Sierre, le conseil désenal, où l'on choisissait les députés à la diète, où l'on nommait les officiers de dizain, où l'on traitait des affaires publiques intérieures ou extérieures, des relations avec la diète et les autres communautés du Valais. Il ouvrait la séance par une harangue au thème fourni par les événements du jour, donnait lecture de la circulaire du grand baillif, ou de l'abscheid ou compte-rendu de la dernière diète générale à Sion ou ailleurs, ouvrait et dirigeait les débats, les soumettait à la votation, ce qu'il faisait aussi pour les initiatives populaires et les propositions individuelles.<sup>2</sup>

En qualité de magistrat local, le grand châtelain préside à l'administration civile et judiciaire de la contrée de Sierre,

---

(1) de Rivaz.

(2) Lovinaz.

assisté d'un conseil formé par les procureurs des différents villages de Veyras, Venthône, Miège, Cordonnaz, Mollens, et Randogne, Chippis, qui constituaient cette juridiction.

Si, de cette évolution, le rôle administratif du grand châtelain sortait amoindri, en matière de justice, notre magistrat conservera du moins toutes ses compétences. Il apparaît comme le grand-juge né du dizain. Il recevait, le même dimanche avant Pâques au Pâqueret de Veyras, le serment des châtelains de Lens, de Grône et de Chalais, nommés par leurs communes respectives. Mais ceux-ci ne portaient devant les autorités désenales, que le titre de vice-châtelain. Ils n'auront plus à jurer, depuis 1589, qu'ils ne machineront rien contre la contrée de Sierre. En qualité de juge en dernière instance, notre magistrat tranchera les causes **en appel** de tout le dizain assisté de douze assesseurs, Anniviers, Granges, St-Léonard exceptés. On pouvait encore recourir au prince-évêque, au baillif ou enfin à la diète. Ces fonctions n'empêchaient point notre grand-châtelain d'exercer, pour la contrée de Sierre les attributions de juge en première instance, ce qu'il faisait tous les mardis, toujours à Veyras.<sup>1</sup>

Depuis 1465, après l'élimination des vidomnes de la famille de Rarogne, à la mort d'Hildebrand, fils de Guischard, Anniviers avait un châtelain nommé peu à peu par la vallée, avec, pour les causes en appel, un grand-châtelain désigné et révocable par l'évêque. La baronie de Sion pourvoyait, de son côté, tous les deux ans, Granges d'un châtelain avec droit d'appel à la ville.<sup>2</sup>

Ainsi que l'on peut s'en convaincre facilement, la charge de grand-châtelain avait une importance considérable. Ne nous étonnons pas de la voir briguée par les premières familles du district, les de Platéa, les de Preux, les de Courten, les de Chastonay, les Mondereschy, les Tannioz, les Domonova, les Vico (Gasser), les Perrin, les Emery, les Brunot, les Birbaum, les Venetz, les de Lovina. Voilà le premier office désenal qui conduisait aux honneurs.<sup>3</sup>

---

(1) Lovinaz et de Rivaz.

(2 et 3) Furrer.



## CHAPITRE 4.

### La Communauté de Sierre.

Des communes existaient dans la vallée du Rhône, dès le XII<sup>e</sup> siècle, favorisées par le souverain, avons-nous vu. Dans le Valais épiscopal, elles se développèrent dans les seigneuries de l'évêché, dont les sujets appartenaient primitivement plus ou moins à la même paroisse. Ces hommes, outre les terres reçues particulièrement à cens, possédaient ensemble les communaux, parcours, pâturages, forêts, marais, eaux, aqueducs, carrières. Pour le plaid, ils se réunissaient sous la présidence du vidomne de l'évêque, pour délibérer sur les questions de la généralité et élaborer les statuts. Autant que les assemblées primaires, leurs intérêts groupaient les populations qui formèrent les premières communes.

Vers 1300, les liens de la commune primitive se relâchèrent. Peu à peu les différents villages qui la composaient, reçurent en propre différents territoires, ou du moins leur administration. Sans briser avec la communauté-mère qui conservait son importance au temporel comme au spirituel, — là restaient l'église et la cour de justice des officiers épiscopaux, le vidomne et le châtelain —, ces nouveaux groupements réussirent à constituer depuis, à leur tour, des communes puis, des paroisses....

Les agglomérations centrales, qui demeurèrent le siège des autorités et le centre des affaires, prirent alors le nom de dizains, parce qu'au nombre de dix... au XIV<sup>e</sup> siècle.

De l'ancienne seigneurie épiscopale de Sierre, Chalais, nous l'avons vu, se détacha au début du XIII<sup>e</sup> siècle, pour former la seigneurie particulière des nobles de ce nom. Chippis s'en sépara à son tour pour composer une communauté avec statuts et règlements, en 1449. Outre le Plan, de la seigneurie vidondale primitive, il restera Villa, Borsuat, Cuchon, Muraz, Glarey, Géronde, Veyras, Musotte, Miège, Anchettes, Venthône, Mollens, Randogne, Blusch et Cordonnaz,

qui constitueront la communauté de Sierre jusqu'à la séparation définitive des sections, à l'époque contemporaine.

Durant la période moderne, de 1475 à 1798, la contrée de Sierre se trouva régie par l'assemblée des procureurs des villages, sous la présidence du **grand-châtelain**, communier de la contrée mais nommé par le dizain tout entier pour la durée de deux ans. Ce conseil s'occupait de l'administration de la communauté, veillait aux intérêts de ses administrés, faisait des statuts, prenait des dispositions pour les biens communaux, les pâturages, les forêts, les alpages, les territoires de libre parcours, pourvoyait à l'entretien de la route royale et des chemins, ainsi que du pont et des barrières du Rhône, d'entente avec les localités riveraines. A cet effet, l'on procédait par des corvées imposées aux faisant feu ; en ces temps, l'on ne connaissait point encore de budget, ni de grands rendements de comptes.<sup>1</sup>

Ces procureurs de village s'employaient aussi, dans leur territoire respectif, à faire connaître et observer les décrets de la diète souveraine et respecter les ordres du conseil de dizain ; ils s'occupaient des causes pendantes entre les différentes agglomérations, des affaires à traiter entre celles-ci et des tiers, etc..

Ainsi, en 1473, l'on procède à une limitation entre la contrée et Varone ; en 1503, entre Sierre et Chippis. Le grand-baillif In-Albon intervient, en 1518, entre notre châteltenie et Lens, à propos du bornage de la forêt de Clavan, du droit de coupe et de parcours. En 1540, eut lieu une nouvelle délimitation entre les deux voisins, question difficile provoquant, depuis, nombre de procès de juridiction, encore en 1563, même en 1757, un différend amenant la ligne de démarcation entre Corin et Bellalui, selon acte de 1764. L'on fixa les limites entre les châteltenies de Sierre et de Granges, en 1739.<sup>2</sup>

Ces confins existaient déjà, sans doute, mais l'on ne s'y tenait guère, des localités de juridiction différente profitant par ensemble de certains communaux sur le territoire les unes des autres. Aussi, pareilles difficultés surgirent-elles pour des questions de parcours, de pâturages, d'alpages, de

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Archives de la contrée.

coupes dans les forêts, d'eaux et de bisses, de ponts, de barrières et de chemins. A relever, en 1524, un décret entre la contrée de Sierre et Lens, au sujet de la forêt de l'Ecorzia, à laquelle Chalais a des droits selon prononcé de 1611 ; un partage, en 1551, entre les villages intéressés, des grands communaux sous Géronde et ailleurs ; en 1561, un accord entre Sierre et Chalais concernant cette ile de Géronde, accord confirmé par le prince-évêque J.-J. Jordan ; une direction du haut pouvoir pour régler, en 1521, un litige pendant depuis 1473 entre la contrée de Salquenén, à propos des forêts et des îles ; en 1563, une transaction entre Sierre, Salquenén et Varone, au sujet des eaux, des territoires et des parcours ; procès de 1484 à 1489 entre Sierre, Salquenén et Varone, touchant l'utilisation de la Raspille, différend solutionné définitivement au début du XVIII<sup>e</sup> siècle sous l'épiscopat de J.-Jos. Supersaxo ; partage entre les ayants-droit des eaux de la contrée en 1597 ; en 1599, arrangement entre les trois tiers de la contrée relativement aux coupes dans le Bois de Finges, à l'entretien du pont et des barrières du Rhône ; à propos des digues sous le vieux bourg, transaction entre Sierre, et Chippis en 1491 ; en 1563, entre Sierre, Chippis et Chalais au sujet des barrières sous Géronde ; plus tard encore, de 1631 à 1633, à la suite d'arbitrages. Des titres prouvent même la coopération d'Anniviers à l'endiguement du Rhône en 1635, à l'entretien de ce pont en 1701, aux réparations de la cure de Sierre en 1784, etc..<sup>1</sup>

Au moyen-âge, le territoire de notre châellenie, ce que nous avons suffisamment constaté dans la section précédente, se trouvait soumis à nombre de droits seigneuriaux et de prestations féodales, surtout aux dimes dues à l'évêché, au vénérable chapitre de Sion, au couvent de Géronde, aux paroisses de Villa, de Laques et Musotte, dimes passées plus tard à des familles, aux nobles d'Anniviers, aux Tavelli, aux de Chevron, aux de Platea, aux de Preux, etc. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, la communauté de Sierre s'employa à les racheter.<sup>2</sup>

Ainsi, en 1510, rachat de la dime Eirosthène sur le territoire de St-Maurice ; de la dime de Maressuez en 1541 ; en 1582, des fiefs des Plans ; du reste de la dime Eirosthène de n. Fr. de Platéa en 1589 ; de la grande dime de Laques en

---

(1) Archives d'Anniviers.

(2) Archives de Sierre et Gremaud passim.

1591 ; sur le parchet de Cossa, de la dime en faveur de l'église de St-Giniez.

En 1534, Nicolas de Chevron cède à la châteltenie ses autres droits, mais se réserve le vidomnat de Sierre et son autorité sur Mussotte, Bernune et Borsuat. Le même seigneur remet sa part de la grande dime du Plan de Sierre en 1544, dime rachetée par la communauté en 1560. En 1600, rachat par les habitants de la dime de Musotte ; acquisition par la contrée du vidomnat de Miège cédé par Georges de Preux, pour obtenir la place de capitaine général de dizain.<sup>1</sup>

Revirement étonnant des choses, notre châteltenie, autrefois sujette, devint seigneur à son tour, prenant, en 1716, des décisions pour l'administration de ce nouveau territoire. Selon un titre de 1696, la contrée aurait possédé des droits de juridiction sur Chalais-Vercorin.<sup>2</sup>

Au moyen-âge, la contrée de Sierre avec ses villages, formait une masse compacte. Les trois tiers qui la composaient, cherchant à réaliser chacun ses aspirations, à servir ses intérêts, à suivre sa voie propre, les liens d'unité se relâchèrent un peu. Par contre, les rivalités de clocher, les compétitions dans les charges publiques, les difficultés, les procès contribuèrent à donner aux agglomérations en jeu plus de relief, plus de couleur locale.

Sans se séparer du reste de la contrée — l'exploitation des communaux, le régime des eaux, les élections du dizain, et d'autres questions d'administration générale suffisaient à maintenir une certaine unité — le Plan de Sierre se développa assez pour devenir, à son tour, une communauté quasi-indépendante, dont la personnalité s'affirmera toujours plus forte.<sup>3</sup>

Après les épidémies meurtrières des XIV, et XV siècles qui avaient fait tant de victimes, sa population augmenta de nouveau, les constructions sortirent de terre, surtout le long de la route nationale qui traverse aujourd'hui notre bourg ; des quartiers neufs surgirent à côté des anciens. Rien d'étonnant que par ordonnance de 1559, l'on sente le besoin de partager notre localité en quatre quartiers, ceux de Villa, de la Mondereschy, de la Salla et de Glarey, avec un conseil

---

(1 et 2) Archives de la contrée.

(3) Archives de Sierre.

communal présidé d'abord par l'ancien procureur du tiers du Plan de Sierre, dont les archives locales renferment une liste. Ces conseillers, au nombre de cinq, puis de six, deviendront plus nombreux selon les exigences des temps, treize au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec un syndic, tous élus par l'assemblée.

Ainsi, en 1584, le procureur Pierre Pot de Vinioud, avec l'assentiment de ses collègues Etienne de Courten, ancien châtelain de Sierre, Martin Pot, Jean Tagnio et Gaspard de Courten, achetèrent une maison pour la communauté.

Voici l'état des autorités communales de 1785 :

Pour le quartier de Villa figuraient dans le conseil : le lieutenant Emile Perrin, Sébastien Denggen, le prévôt des Bende François Walter ;

Pour le quartier de la Mondereschy : le notaire Hyacinthe de Preux, le lieutenant Zufferey, taxateur ; le sergent Berret ;

Pour le quartier de la Salla : le grand-châtelain Eugène-Marc de Courten, le capitaine Joseph de Courten, le sautier Joseph Esselier ;

Pour le quartier de Glarey : le châtelain Michel Revillod, taxateur, Joseph Denggen, l'enseigne Jacques Nidrist, Antoine Imhof.<sup>1</sup>

---

(1) Elie Zwissig, manuscrit.

## CHAPITRE 5.

### La bourgeoisie.

Dans sa topographie, le chanoine de Rivaz dit qu'il ne faut pas confondre en Valais, dans les siècles passés, la bourgeoisie avec la communauté, bien que celle-ci comptât peu de membres qui n'appartinssent pas à celle-là, les habitants confédérés et étrangers.

Il semble bien que le cas se vérifiait pour la contrée de Sierre, où des bourgeoisies existèrent, à côté des communes, dans la même localité, aux temps modernes, même au moyen-âge. Les habitudes nomades de la population du Val d'Anniviers et des montagnes de la rive droite du Rhône ayant propriétés et maison en plaine, assez communément à Sierre et ses environs, parfois en plusieurs endroits à la fois, favorisaient cet état de choses. De la sorte, il arriva que des gens faisaient simultanément partie de différentes bourgeoisies, comme les familles de Courten, de Preux, de Chastoney. Nous comprenons dès lors que des actes de notre période signalent des bourgeoisies un peu partout dans notre châtellenie, à Sierre, à Chippis, à Miège, à Veyras, à Venthône, à Cordonnaz-Mollens, à Randogne.

Comme en plusieurs endroits le nombre d'habitants non bourgeois paraissait insignifiant ; que, d'autre part, les propriétés de ces deux institutions politiques portaient le même nom de biens communs ou simplement communaux, il advint que le langage vulgaire employa fréquemment le mot de commune pour désigner la bourgeoisie, et vice-versa. Ce cas se produisait d'autant plus que, dans mainte localité, jusqu'au siècle dernier, les bourgeois, à cause de leur prépondérance et de leur aisance, dirigèrent les destinées de la communauté, mais surtout dans notre châtellenie, où il fallait être communier, c'est-à-dire bourgeois de la contrée, pour revêtir les principales dignités administratives, judiciaires et militaires du dizain. Le prouve enfin, la séparation encore existante des avoirs bourgeoisiaux et communaux, séparation remon-  
tant, sans doute, jusqu'au moyen-âge, chez nous comme ailleurs.

Primitivement, il n'existait ordinairement qu'une bourgeoisie dans chaque châtelainie ; également à Sierre. La communauté générale se divisera, au XIII<sup>e</sup> siècle ; ainsi la première bourgeoisie, dont certaines possessions, les montagnes, les forêts, les pâturages resteront encore longtemps indivis.<sup>1</sup>

Néanmoins, les membres de cette grande bourgeoisie, domiciliés dans les villages, nommaient des procureurs pour les représenter au conseil de la contrée. Ces élus, outre les intérêts communs, s'occupaient des questions purement locales, acquérant des biens au nom de leurs combourgeois de l'endroit, de façon à ce que peu à peu, dans chaque localité, se formât avec des propriétés et une maison, une bourgeoisie, partie intégrante de la grande bourgeoisie.<sup>2</sup>

Ainsi, en 1587, des particuliers abandonnent leurs droits à la bourgeoisie de Chippis, qui achètent des vignes en 1666, 1667, 1710 ; une cave en 1710. Celle de Veyras acquiert un cellier en 1607, une maison en 1624 ; celle de Miège occupe la maison de la Crête en 1631. A son tour, la bourgeoisie de Venthône possédera des vignes au XVII<sup>e</sup> siècle et s'assurera la propriété de la vieille tour féodale des nobles de ce nom. Randogne, dans la montagne, se trouve, dès 1578, en possession de statuts bourgeoisiaux. Uni d'abord à Cordonnaz, Mollens paraît doté d'une maison communale en 1791.<sup>3</sup>

Le Plan de Sierre, on le conçoit, eut aussi sa bourgeoisie. Tout en conservant des liens avec la grande bourgeoisie, vu que les différentes sections continuaient à jouir par ensemble des communaux, elle s'organisera dans notre bourg.<sup>4</sup>

Elle se donnera un conseil qui, sous la direction de l'ancien procureur, se confondra avec celui de la communauté, dont nous avons parlé au chapitre précédent, conseil composé uniquement de bourgeois. — Ce corps s'occupera des intérêts de la population entière ; à côté des bourgeois domiciliés ou forains, il y a les habitants, confédérés ou étrangers.

Et quels avantages la bourgeoisie procurait-elle à ses membres ? Outre l'usage des communaux de la grande bourgeoisie, alpages, pâturages, forêts, eaux et l'accès aux charges publiques du dizain et du bourg, elle permettait de jouir de cer-

---

(1) Hoppeler, de Rivaz.

(2 et 3) Archives de la contrée.

(4) Archives de Sierre.

tains biens communs assignés ou appartenant au Plan : bois, parcours, marais, etc.. De plus, le bourgeois seul pouvait garder des armes chez lui, sortir avec une lumière le soir dans la rue, vendre du vin, les produits de ses récoltes, ainsi que les denrées de première nécessité.

Il avait droit à certaines portions de terrain, à des partages de bois, de litière, de sel, de grain, de viande ou encore à des rations de pain, de fromage et de vin aux grandes réunions. Celles-ci se tenaient surtout à la St Charle(magne), patron des bourgeoisies de la contrée ; à la Fête-Dieu, où paradait la troupe, et à la St-Martin où l'on procédait au règlement des comptes. En ces circonstances, la louable bourgeoisie offrait généralement une marendra, collation animée où, après les discours autorisés des magistrats, chacun, *inter pocula*, s'improvisait un peu orateur... au petit bonheur.<sup>1</sup>

A cet effet, la bourgeoisie avait des fonds. Des actes des XVI et XVII siècles prouvent qu'elle acquit nombre de vignes à Bernune, à Miège, etc. — il était alors de bon ton de boire de son cru — ; des prés, des maraîchères et d'autres propriétés. Elle acheta même, au quartier de la Salla, des maisons, le long du chemin royal, deux maisons, une en 1585, l'autre en 1611, par son procureur Jean Brognin de Vui, assisté des conseillers : le colonel Angelin II de Preux, vidomme de Miège, Chrétien de Vineis, Antoine Courten, notaire et grand-châtelain, Antoine Tagnio, autrefois sautier, et Petermann Esslier. Jusqu'alors, le Plan de Sierre ne possédait pas de maison communale ; le plaid et les assemblées se tenaient à l'ancienne église et sur le cimetière, où se faisaient les criées à la sortie des offices. Ces bâtiments, transformés dès 1620, serviront désormais aux réunions bourgeoises et communales. Plus tard, une partie deviendra le vicariat de l'endroit.<sup>2</sup>

Primitivement, l'on avait facilement accès à la bourgeoisie. Le séjour de plus d'une année et une modique finance suffisaient pour se faire recevoir communier de la grande bourgeoisie, témoin l'agrégation, le 13 janvier 1438, à Venthône, par l'assemblée de la contrée entière, de Jean Bosonini, notaire à Venthône ; de Thomas de Fabrica, de Randogne ;

---

(1) Archives de la contrée.

(2) Archives de Sierre.



d'Antoine Mathey, de Yanina Suelers, d'Antoine Egger de Musotte. Ils jouiront, ainsi que leurs enfants légitimes, des pâturages, des eaux, des aqueducs, des bois, des communaux, des services, des produits, des usages, des avantages de toute la communauté de Sierre pour le prix variant entre 40 sols et 10 florins. Les intéressés s'engageaient à promouvoir l'honneur et les intérêts de la généralité, à lui éviter tout dommage et désagrément et à suivre les statuts, les ordonnances, les usages et les habitudes.<sup>1</sup>

Au fur et à mesure que ses ressources augmenteront, la bourgeoisie se montrera plus exigeante dans les admissions.

Ainsi, l'honorable Claude Fontaine, le 30 avril 1787, soldera pour son entrée le seau à incendie, ses **armes**, et 24 écus et 30 batzs, avec un **charivari** ou collation.<sup>2</sup>

Qui ne comprend que, dans ces conditions, l'histoire de la bourgeoisie se confondait un peu avec celle de la communauté ? Il se rencontre bien à Sierre, outre les bourgeois domiciliés ou forains, des habitants confédérés et étrangers, ces derniers tolérés, tous soumis à des règlements particuliers. Comme les bourgeois l'emportaient par le nombre, ils formaient les deux tiers des feux au début du XVIII<sup>e</sup> siècle — ils avaient seuls accès aux charges, les autres éléments compétaient peu dans le ménage communal.

Cet état de choses durera jusqu'à la Révolution Française en 1798. A cette date, la République Helvétique, proclamant l'égalité des citoyens et l'admission de tous aux fonctions publiques, mettra fin aux privilèges des bourgeoisies qui se transformeront en municipalités. Pourtant, les premières, après l'avènement des secondes ne disparaîtront point, elles changeront seulement de but et de compétences, ainsi que nous le verrons dans la troisième section.

Bien qu'il y eût des bornages, encore en 1795, entre les trois tiers de la contrée de Sierre, cet état de choses durera jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, qui vit le partage de la grande bourgeoisie.<sup>3</sup>

---

(1) Gremaud VIII, 147.

(2) Archives de Sierre.

(3) Archives de la contrée.

## CHAPITRE 6.

### L'administration de la justice.

Depuis le moyen-âge, l'administration de la justice n'avait guère changé dans la contrée de Sierre. Elle se rendait en première instance par le grand châtelain, qui, en l'espèce, avait remplacé le major et continuait l'office de châtelain épiscopal. De par sa charge, il veillait au maintien de l'ordre, et, le délit commis, il procédait aux visions locales, faisait les recherches, citait ou appréhendait les coupables, entendait les dépositions des témoins, pour, en cour de justice, prononcer ensuite le jugement.

Jugeant en matière civile et criminelle, il fonctionnait tous les mardis au Prélez de Veyras, assisté d'un curial ou greffier ainsi que d'un huissier. Il jugeait entre les parties, infligeait aux coupables des bans soit amendes, ou les condamnait à la prison.<sup>1</sup>

Durant les deux mois de mai et d'octobre et, la nuit pendant l'année entière, le vidomne exerçait la justice à la place du grand châtelain. Il siégeait dans son château du Plan de Sierre, ayant à sa disposition, de même que le grand châtelain, personnel et prisons.

Après la cession par les de Montheis du vidomnat à la contrée de Sierre, cet office continua à subsister avec sa juridiction et ses attributions. A son sujet, il n'y eut rien de changé, sinon la nomination de ses titulaires par le conseil de la châtellenie de Sierre. Le dernier en charge, en 1798, nous apparaît Joseph de Lovina, châtelain du vidomnat de Sierre.

De ces jugements en première instance rendus par le grand châtelain, le vidomne ou son successeur le châtelain du vidomnat, l'on pouvait recourir en appel, à Sierre comme dans les autres dizains, à un tribunal de 12 assesseurs rendant la justice en seconde instance, sous la présidence du

---

(1) de Rivaz.

grand châtelain, ou au prince-évêque, au grand baillif, enfin à la diète elle-même du Valais.<sup>1</sup>

Pendant la période moderne, un officier de justice, figurant dans notre châtelennie au moyen-âge, semble avoir disparu de la scène : le sautier. Pas du tout. Si nous étudions les actes, il existe bien encore, mais on le connaît plus communément sous la dénomination d'huissier dans le langage courant. Au reste, son office avec quelques-unes de ses compétences du moins, passa jusque dans notre administration actuelle.

A propos de cet office subalterne, nous avons déjà cité dans la seconde section une attestation du prince-évêque Mathieu Schiner, concernant la cession, par André Jenni, de la charge d'huissier aux deux tiers supérieurs de la contrée de Sierre, charge primitivement héréditaire, relevant de la mense épiscopale. Je croirais que cette vente n'eût pas aussitôt de suite, ou du moins toute sa valeur, car, en 1585, cette partie de la contrée traite à nouveau de l'acquisition de l'emploi d'huissier. Nos archives en parlent encore depuis, ainsi un document de 1686 indiquant l'ordre et le mode d'élection du procureur et du sautier ; un accord entre Miège et Veyras concernant la charge de lieutenant et de sautier. D'ailleurs des titulaires de cet office apparaissent dans les actes, Jean Berclaz, Félix Inwinkelried, de Venthône, vers 1780.<sup>2</sup>

A remarquer que, pour l'administration de la justice, châtelain et vidomme avaient des lieutenants ; que chaque tiers ou même village se nommait son sautier.

---

(1) Lowina.

(2) de Rivaz et Archives de la contrée.

---

## CHAPITRE 7.

### Les de Montheolo (Montheis) vidomnes de Sierre.

A côté du châtelain, le vidomne continue à exister jusqu'à la cession de cette charge à la contrée de Sierre par le dernier titulaire.

Pendant cette période, revêtent cette charge les nobles de Chevron, dont nous avons parlé dans la deuxième section : Pierre II de Chevron (1476-1501) ; François de Chevron (1501-1512) ; Nicolas de Chevron, dernier du nom en Valais, car cette famille existe encore en Savoie. — A son décès survenu en 1577, ses droits passèrent à ses petits-neveux Jean, François et Barbe de Montheolo ou de Montheis.<sup>1</sup>

Cette famille, qui doit son nom au bourg de Monthey où elle possédait la majorité pendant trois siècles, serait venue chez nous avant 1200 de Chambéry en Savoie, alors que la vallée du Rhône, de Martigny au Lac, relevait des comtes. Par des chartes, nous connaissons Rodolphe, major de Monthey en 1211 ; ses fils, les chevaliers : Boson, successeur dans la majorie, qui forma la branche aînée, puis Guillaume, métral d'Aigle où il s'établit, et Perronet, souche de la branche cadette.<sup>2</sup>

Ce dernier, laissa à son tour trois fils : le chevalier Jacques, les donzels Guillaume II et Perronet II, le premier vidomne de Massongex, venu à notre connaissance, dont descendront nos vidomnes de Sierre.

Les archives de l'abbaye et de Bex font le chevalier Jacques neveu du chevalier Boson I ; et Perronet II, notre titulaire, frère du chevalier Jacques, lui-même fils de Pierre I. Dès lors plus de doute. Les vidomnes de Massongex descendent certainement de ce Perronet II de la branche cadette. A remarquer que la branche aînée prend, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, le nom de Majoris, c'est-à-dire du major ; qu'elle avait sa demeure au quartier de la Tour, où se trouve aujourd'hui l'ar-

---

(1) de Rivaz.

(2) Tamini : les nobles de Montheolo.

senal de Monthey : tandis que la cadette habitait au château actuel de Monthey.<sup>1</sup>

La branche cadette des de Montheolo, par héritage et achat, acquit les viomnats de Leytron en 1356 ; de Martigny en 1519 ; de Sierre, avec la sénéchalie épiscopale de Sion, en 1577.

Sans différer beaucoup, les attributions du vidomne à Sierre, renfermaient quelques particularités. Les voici selon la reconnaissance du 25 avril 1476, donnée par noble Pierre de Chevron à l'évêque Walter Supersaxo : 1) omnimode juridiction pendant les mois de mai et d'octobre, ainsi que la nuit toute l'année, avec compétence de continuer les causes commencées ; 2) la surveillance des poids et des mesures ; 3) la direction des travaux des chemins (les viances) ; 4) la visite et la police des clôtures ; 5) les droits de clame, de bans et de févrees ; 6) les prétentions à des prestations en nature, en plaine et en montagne ; 7) la jouissance des biens et des bâtiments du vidomnat ; 8) la langue des animaux de boucherie en automne.

A ces droits primitifs, le dernier des de Chevron, Nicolas, renonça en partie contre indemnité, à tout ce qui ne touchait pas sa juridiction. De ce fait, les avantages vidomnaux sortaient bien amoindris de l'arrangement.

Ces officiers avaient, dans l'ancienne église de Sierre, la chapelle de S. Antoine appartenant déjà aux de Chevron, leurs prédécesseurs. On en fit un oratoire en l'honneur de Notre-Dame de Lourdes au XIX<sup>e</sup> siècle.

En retour, les vidomnes devaient à l'évêché l'hommage-lige avec le service militaire et un plaît de 50 livres mauricoises au changement du seigneur et du vassal.

Les de Montheolo, à Sierre, habitaient le château hérité des de Chevron, datant de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. « C'est, dit Mgr Rameau, une grosse tour carrée, portant à ses quatre angles supérieurs des tourelles saillantes à mâchicoulis ». Par alliance, cette demeure seigneuriale passa vers 1725 à Elie de Courten dont les descendants l'occupent encore.<sup>2</sup>

. . . . .

Le chevalier Pierre de Montheolo, fils d'Hugonet, vidomne de Massongex, châtelain de Saillon et de Conthey, pour le

---

(1 et 2) Rameau et de Rivaz.

comte de Savoie en 1367, avait épousé Catherine, fille de Perrod de Châtillon d'Aoste, vidomne de Leytron. En 1356, tant par les prétentions de sa dame que par des achats partiels à son beau-frère et d'autres intéressés, il acquit peu à peu le vidomnat en entier.

Déjà en 1357, Amédée VI lui en accordait l'investiture. Le juge du Chablais lui adjugea cet office en 1360 avec tout ce que possédait la Savoie, estimé à 37 livres et 16 sols.<sup>1</sup>

Pierre acquit, en 1363, la grande dime de Leytron et de Saillon pour 30 livres mauricoises ; en 1375, 3 fichelins de seigle et trois bichets d'orge, d'Agnès, femme de Pierre Produit.<sup>2</sup>

Il fit en 1378, hommage au duc du vidomnat de Leytron ainsi que du fief de Meynier et d'autres biens dans la châtelainie de Martigny. Il prêta serment en 1394 et laissa par testament de 1397 les vidomnats de Massongex et de Leytron à son fils Antoine et aux enfants de son fils Hugonet défunt, Pierre, Barthélemy et Jean. Le 25 août 1404, Antoine de Montheolo et ses neveux apparaissent en qualité de coudomnes. Ceux-ci, après le décès de leur oncle, tinrent le plaid général de Leytron, le 7 mars 1420.

Puis la descendance d'Hugonet obtint des droits dans le pays de Vaud, tout en conservant ceux de Massongex que ses représentants, citoyens de Vevey, Claude et François, fils d'Henri et petit-fils de Barthélemy de Montheolo, allié à Jeanne de Crissier vers 1418, remettront aux de Paernat de Monthey au XVI<sup>e</sup> siècle.<sup>3</sup>

Antoine, enseveli dans l'église de Leytron, laissa le Dr Louis qui continua la lignée des vidomnes de Massongex ; Barthélemy, la série des vidomnes de Leytron auxquels les fils de prénommé Louis ainsi que les autres intéressés céderont peu à peu leurs droits ; et François jurisperitus qui eut Louis et Claude.

Noble Barthélemy de Montheolo, écuyer, épousa en 1424, Béatrice de Chevron, qui lui apporta 1000 florins de rente. De cette union naquirent Jacques, François, chanoine du

---

(1) de Rivaz.

(2) de Rivaz.

(3) Maxime Raymond.

St-Bernard et prieur de <sup>\*</sup>Lens ; Pierre uni à Claudine de Castellario, coidomne et châtelain des quatre villes, décédé sans postérité. Barthélemy habita Leytron. En qualité de noble, il reconnaissait devoir au duc la cavalcade ou service militaire. Un titre de l'époque rapporte que le vidomme servait dans l'armée du duc avec une lance et trois écuyers à cheval. Après arrangement avec la communauté en 1453, il consentit à payer les prestations pour les fortifications de Saillon, l'entretien du pont de Branson, les barrières du Rhône et de la Losenche. Il testa, le 10 février 1455, choisissant ainsi que son père, l'église de Leytron pour sa sépulture.<sup>1</sup>

Du mariage de Barthélemy de Montheolo, fils de François et de Barbe de Chevron, sœur du prédit Nicolas de Chevron, naquirent Jean, François et Barbe de Montheolo. A la mort de leur grand-oncle Nicolas de Chevron, à la fois sénéchal et vidomme, François de Montheolo obtint par héritage, en 1577, la sénéchalie de Sion et le vidomnat d'Ardon ; Jean de Montheolo, déjà vidomme de Leytron et de Martigny, le vidomnat de Sierre, commençant dans notre bourg la série des vidomnes de sa famille.<sup>2</sup>

Le vidomnat avait conservé ses prérogatives : il jouissait du droit de justice pendant les mois de mai et d'octobre ; de police, l'année entière, la nuit ; il prétendait à des prestations et à un plaît. Mais la contrée de Sierre, par acte du 29 janvier 1534, avait racheté de Nicolas de Chevron les fiefs, les tailles, les redevances dues en vertu de cette charge, de sorte que le vidomnat resta surtout un office judiciaire.<sup>3</sup>

**Jean de Montheis** (1577-1591) allié à Aimée de Cervent, apparaît en qualité de vidomme dans un titre de 1577, et prête hommage à l'évêque Hildebrand de Riedmatten le 12 mai 1579. Il publia une ordonnance enjoignant à ses sujets de **Sierre**, de Martigny et de Leytron de recourir à lui en matière de justice durant les mois de mai et d'octobre. Le 22 octobre 1583, il testa en faveur de son fils.<sup>4</sup>

---

(1) de Rivaz.

(2) Rameau.

(3) Archives de Sierre.

(4) Archives de Rivaz.

**Jean II de Montheis** (1591-1628) eut de sa première épouse Elisabeth Wolff une fille appelée Anne-Marthe ; puis, de sa deuxième Judith Supersaxo, de Barthelémy, Antoine, Barthelémy et Judith. Le 4 août 1600 il fit hommage des vidomnats de Sierre, Leytron et Martigny au prince-évêque Hildebrand de Riedmatten ; à Adrien II, son neveu et successeur, le 11 juillet 1611. Son testament date du 26 décembre 1618.<sup>1</sup>

Son fils **Antoine de Montheis** (1621-1645) devint vidomne de Sierre, Leytron et Martigny, seigneur de Musotte et Bernune. Il figure comme tel dans un titre de 1632, avec sa sœur Judith, épouse de Francis de Courten. Il testa en 1639 et laissa de son alliance, en 1631, avec Marie-Elisabeth de Preux, fille d'Angelin II de Preux colonel en France

**Jean-Antoine de Montheis** (1645-1695) apparaissant avec ces titres en 1649. En 1646, il aurait cédé son droit de plaît à la châtellenie vidomnale au prix de 1000 livres, et fit, le 16 janvier 1659, un échange avec noble François de Courten, banneret de Sierre. Il servit en France comme capitaine jusqu'en 1679, où il devint bourgmestre de Sion, de nouveau en 1694. Il eut de Christine de Kalbermatten, fille d'Etienne de Kalbermatten, colonel en Piémont, dix enfants parmi lesquels Pierre-Laurent et Jean-Joseph.<sup>2</sup>

**Pierre-Laurent de Montheis** (1695-1718) succéda à son père comme vidomne de Sierre, Leytron, Martigny et seigneur de Musotte et Bernune, seigneurie qu'il céda, en 1714, aux deux tiers supérieurs de la contrée. Bourgmestre, comme son père Jean-Antoine, il avait tenté une substitution des vidomnats en faveur de la ville de Sion, substitution déclarée nulle par l'évêque et la diète, à la demande de la contrée ; il semble que son fils ne conserva que peu de droits à Sierre. Il mourut en 1718, ne laissant de sa femme, Anne-Marie de Montheis qu'un fils Pierre-Antoine, décédé célibataire le 22 mars 1733.<sup>3</sup>

**Jean-Joseph de Montheis**, frère de Pierre-Laurent et coudomne de Sierre, remplaça son père Jean-Antoine en qualité de chef de compagnie dans le régiment de Courten en 1679.

---

(1 et 2) de Rivaz.

(3) Rameau.



En 1707, il céda à la contrée ses droits au vidomnat de Sierre. Il épousa Marie-Catherine du Fay de Lavallaz, de Pierre-Guillaume, banneret général de Monthey ; il en eut un fils Jean-Antoine, mort jeune, ainsi qu'une fille Marie-Catherine qui épousa Elie de Courten en 1725. Son père décédé en 1714, cette héritière apporta en dot à son époux le château des vidomnes, venu des de Chevron, ainsi que tout ce qui lui restait des anciens droits dans notre bourg.<sup>1</sup>

Joseph-Antoine-Pierre-Théodore, dont un titre rapporte les quatre prénoms, fils de Pierre-Laurent, posséda les vidomnats de Leytron, Martigny, de 1718 à 1733. La noble contrée avait racheté celui de Sierre. Décédé célibataire en 1733, il légua ses droits aux vidomnats de Leytron et de Martigny à son cousin Joseph-Etienne, fils du sénéchal Pierre-Joseph.

Avec les deux frères Pierre-Laurent et Jean-Joseph de Montheys et leurs fils morts prématurément s'éteignit la branche de ces nobles, vidomnes de Sierre. Leurs droits vaint passé à la contrée, qui se reconnut vassale de l'évêché et lui paya 100 écus à cet effet. En 1716 les trois tiers de la châtellenie se réunirent pour traiter des affaires du vidomnat. Libérés de toute prestation envers les anciens titulaires, ils instituèrent, à Sierre, ainsi qu'à Sion, un châtelain du vidomnat, réunissant dans ses mains des attributions de justice et de police, la nuit pendant l'année entière; durant les mois de mai et d'octobre, le jour. Cet office dura jusqu'à la Révolution.<sup>2</sup>

---

(1) de Rivaz.

(2) Archives de Sierre.

## CHAPITRE 8.

### Le militaire.

Les guerres du moyen-âge entre la Savoie et notre pays aguerrirent les paysans de la vallée du Rhône. Pourtant, les sept dizains ne possédaient guère d'armée régulière. Depuis le XV siècle, les campagnes d'Italie et les services étrangers amenèrent peu à peu une organisation militaire que l'on s'employa toujours à améliorer selon les circonstances. La rivalité entre les Etats voisins ne rendait-elle pas nécessaires semblables mesures ?

Dès cette époque, les protocoles mentionnent des noms d'officiers supérieurs, des grands bannerets, des capitaines généraux, à Sierre ainsi que dans d'autres dizains, puis les colonels au-dessus et au-dessous de la Morge. Les hommes avaient leur équipement, armés de cuirasses, d'arquebuses, de fusils, de hallebardes, de piques, avec la hiérarchie militaire, le capitaine, le lieutenant, les porte-drapeaux, les sous-officiers, les sergents, les caporaux.<sup>1</sup>

A l'effet d'exercer les citoyens au maniement des armes, la diète, en 1550, imposa aux communautés un tir annuel de trois jours. Ne convient-il pas de voir dans cette ordonnance l'origine de nos sociétés de cible. ?<sup>2</sup>

L'arrangement de 1569 avec le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, prévoit des bataillons ou bannières de 300 hommes, dont 35 cuirassés, avec de longues piques de fantassins, 35 arquebusiers, 20 hallebardiers, les autres avec des frammées, des bâtons ferrés. Pareil armement ne nous semble-t-il pas un peu primitif ?<sup>3</sup>

Quoi qu'il en soit, au début du XVII et surtout du XVIII siècle, l'armée nous apparaît organisée avant un arsenal à Sion en 1615 avec des exercices annuels dans le Haut et le

---

(1, 2, 3) Grenat et Archives locales.

Bas-Valais, pour tous les hommes au-dessus de quinze ans et capables de servir, avec désignation même de l'arme. Ces manœuvres avaient lieu dans les localités, pour se répéter ensuite au chef-lieu de dizain, où se faisaient les revues d'ensemble, bannières au vent.<sup>1</sup>

L'armée valaisanne se composait autrefois de dix bannières de 300 hommes, dont une fournie par chacun des sept dizains, sous le commandement du colonel du Haut-Valais ; et les trois bannières d'Entremont avec la sous-bannière de Conthey ; de St-Maurice avec les sous-bannières de Saillon, de Monthey et de Martigny ; enfin grossie de la sous-bannière d'Ardon-Chamoson, aux ordres du colonel d'au-dessous de la Morge, nommé à vie par la diète, comme son collègue du Haut.

Ainsi les effectifs généraux donnaient le chiffre de 3000 hommes, élus par les communautés respectives d'après l'état de fortune. Le service militaire s'imposait à tout homme de 18 à 60 ans, capable de porter les armes. L'armée se composait de trois classes :

**la première élection**, choisie par le conseil de communauté à raison de 100 hommes par bannière ;

**la deuxième élection**, recrutée de la même façon. De là, le nom donné à ces deux classes ;

Enfin, **la généralité** comprenait deux groupes, la première généralité dont faisaient partie tous les chefs de famille ou du moins un combattant par feu, dans tout ménage n'ayant pas de soldat élu ; puis la seconde généralité composée indistinctement de tous les autres hommes capables de porter les armes.<sup>2</sup>

Primitivement ces contingents du Bas constituaient les sept bannières de Conthey, d'Ardon-Chamoson, de Saillon, de Martigny, d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey.

Le dizain de Sierre fournissait donc une troupe de 300 hommes, qui s'armaient eux-mêmes et devaient répondre au premier appel de leur chef. A la tête de cette troupe se trouvaient deux officiers élus à vie par les délégués de dizain, le grand banneret et le capitaine général, élection qui don-

---

(1) Archives de la contrée.

(2) Archives d'Illiez et Furrer.

nait lieu souvent à des brigues puis à un repas payé par les nouveaux titulaires. Le grand banneret, comme son nom l'indique, portait la bannière du dizain, convoquait les revues militaires, appelait les hommes sous les armes. Quant au deuxième officier, le capitaine général, il commandait la troupe aux revues et au camp. De plus, ces deux officiers assistaient de droit au conseil de dizain, où ils avaient la faculté d'émettre leur avis et de donner leur vote. Pour exercer la troupe on leur adjoignit un officier de carrière désigné par le gouvernement dans la personne d'un major. Celui-ci assistait à des exercices particuliers à chaque commune et aux manœuvres d'ensemble, au chef-lieu. Dans le Bas-Valais, on remarque depuis 1550, le banneret des élus, choisi par les soldats. Ces officiers pouvaient aspirer à un grade supérieur.

En outre, Anniviers et Lens avaient un banneret et un capitaine de leur nomination, qui faisaient de droit partie du conseil de dizain, exprimant leur opinion et donnant leur voix. Ils prenaient place dans les assemblées et les repas immédiatement après les officiers de la contrée. Chalais-Vercorin, Grône, St-Léonard avaient leur bannière avec des officiers propres.<sup>1</sup>

Gardons-nous de croire que l'administration civile, judiciaire et militaire allait sans heurt dans le dizain. Attestent le contraire des compétitions, des rivalités, des prétentions des tractations entre Sierre et les différentes communautés, pour solutionner maints conflits provoqués par l'esprit de clocher, et bien... un tantinet par les privilèges du chef-lieu.

En 1547, le grand baillif Imesch enjoint à la contrée de Sierre d'aviser à temps Anniviers de la vacance des charges désénales, de grand banneret et de capitaine général pour que la vallée puisse prendre part à l'élection repourvue.<sup>2</sup>

Un accord se conclut en 1601 entre Anniviers et la contrée pour déterminer le nombre de députés à envoyer par la vallée en diète ; pour fixer la part revenant aux mandataires pour leurs frais et ceux de leur personnel au nom du dizain ; le chiffre de représentants à envoyer au conseil de dizain ; la voix d'Anniviers à l'élection du grand banneret et du capitaine-général. On décida que la sous-bannière d'Anni-

---

(1 et 2) de Rivaz.

viers assisterait à la revue des soldats du dizain. La troupe peut arriver à Sierre drapeau déployé, quand la bannière parcourt le bourg ; mais suivra, drapeau enroulé, la grande bannière au dehors <sup>1</sup>.

Vers 1600, eut lieu un incident entre Sierre et les communes de la plaine. Les procureurs des communautés de Lens, Granges, Grône, Chalais, Vercorin, St-Léonard se plaignirent en diète que leurs gens avaient dû se retirer sans prendre part à l'élection du grand banneret et du capitaine général de Sierre, « vu que des désordres, révoltes, dissensions, cris et batteries avaient eu lieu, au point que quelques forcenés s'étaient saisis de la bannière désénale et l'avaient mise en pièces ». Les plaignants réclamaient l'invalidité de l'élection et demandaient vengeance pour la bannière.

L'examen des faits prouva que les délégués des communes, arrivés intentionnellement trop tard, avaient voulu troubler l'élection commencée, ce qui provoqua une bagarre. Au reste, malgré les prétentions contraires, Sierre prouva son droit de présentation à ces postes vacants par arrêt de la diète du 14 décembre 1557 <sup>2</sup>.

---

(1) Archives d'Anniviers.

(2) Grenat 278.

## CHAPITRE 9

### Les familles. — Familles patriciennes.

Dans l'exercice des fonctions désénales, se distinguèrent surtout quatre familles patriciennes, les de Platea, les de Preux, les de Chastoney et les de Courten.

#### Les de Platea.

Il y eut un peu partout des de Platea, nom donné à des familles habitant la place principale de l'endroit, même dans la contrée de Sierre, à Venthône par exemple. Néanmoins, l'on désigne Viège comme le berceau de la race, qui joua, pendant les XVI et XVII siècles, un rôle important dans les affaires du Valais et de notre dizain en particulier.

Vers 1250, vivait à Viège Pierre de Platea, dont le fils Louis eut de son épouse Aldysia neuf enfants. Leur nombreuse postérité se répandit bientôt à Mœrell, Conches, Sierre et Sion. En 1390, Hildebrand de Platea, fils de Pierre, vint se fixer dans la contrée de Sierre, à Villa probablement, à la suite de son alliance avec Antoinette, fille du donzel Jacques d'Anchettes. Petermann, l'un des enfants issus de cette union, s'établit à Venthône, après la mort de son cousin Maurice d'Anchettes, donzel, le dernier rejeton connu d'une vieille famille d'officiers du Chapitre de Sion, habitant depuis le XII siècle Anchettes-Allamand, ensuite Anchettes-Bernard, en un manoir que les de Preux, leurs héritiers, occupent encore.<sup>1</sup>

Le notaire Petermann de Platea, secrétaire de la diète en 1437, laissa probablement Petermann II, grand-baillif du Valais en 1468, et François, gouverneur de St-Maurice en 1489. De ce dernier descendent Claude, François et Philippe

---

(1) Gremaud passim.



Le château de Platea-de Preux à Villa.





chanoine, grand-sacristain de la cathédrale en 1490, curé de Laques en 1508. Partisan de Georges Supersaxo, il se vit élu évêque de Sion après le décès du cardinal Matthieu Schiner en cour romaine, en octobre 1521. Ne recevant pas la confirmation de son élection, il résigna, d'entente avec Rome, en faveur de son neveu Adrien I de Riedmatten, en 1529<sup>1</sup>.

Déjà les de Platea avaient acquis, au XV siècle, la bourgeoisie de Sion, où Barthélémy de Platea en 1454 et J. de Platea apparaissent comme grands-châtelains. Ils prirent alliance dans les principales familles du Haut et du Bas-Valais. Ainsi des unions d'Angeline de Platea avec Guillaume Michel Preux de Vevey, et de Catherine de Platea avec Jean de Chastonay d'Ollon amenèrent, au XVI siècle, dans la contrée de Sierre, ces deux familles originaires du Pays de Vaud. Les de Platea avaient des maisons à Anchettes et à Laques. Dans notre bourg, ils habitaient à Villa, à Goubin et dans le bâtiment d'école des filles. Le XVIII siècle vit ces nobles s'éteindre dans le dizain de Sierre, et à Sion.<sup>2</sup>

### Les de Preux.

Aux de Platea succédèrent les de Preux, amenés en Valais par le mariage d'Angeline Catherine de Platea avec Guillaume Michel de Preux, en 1528.

Les nouveaux arrivés s'établirent, semble-t-il, à Sierre et à Anchettes. Récemment découverte à Villa, une inscription : Willelmus Probus vicedominus Miegii, etc., donne, en 1572, septante-neuf ans à Guillaume de Preux, qu'elle fait vidomme de Miège, territoire détaché en sa faveur, de la seigneurie vidomnale de Sierre sous noble Nicolas de Chevron, dernier du nom. Les descendants de Guillaume garderont cet emploi jusqu'à sa cession par Georges de Preux à la contrée de Sierre en 1674.<sup>3</sup>

Son fils Angelin I revêtit les charges de grand-châtelain de Sierre en 1566, de gouverneur de St-Maurice en 1567 et

---

(1) Boccard.

(2) Tamini : Bulletins paroissiaux de la contrée.

(3) Curiger.

de vidomne de Miège après 1572. Bourgeois de Sierre et de Sion en 1604, Angelin II, son fils, devint grand-châtelain de Sierre en 1616, colonel d'un régiment au service de la France en 1625, grand-banneret du dizain en 1630. Ayant cédé, en 1609, aux Pères Jésuites ses édifices d'Anchettes pour y établir un collège qui eut son moment d'éclat, il habita Villa, où il voulut, ainsi que sa dame Marie du Fay, reposer dans l'église paroissiale de St-Giniey<sup>1</sup>. Sa famille mit également en 1650 son bâtiment de Sierre, voisin de la maison de commune, à la disposition des Pères Jésuites, qui y établirent un gymnase, transporté à Brigue vers 1660. De ses fils, François, grand-châtelain de Sierre, en 1628, gouverneur de Monthey en 1637, officier en France, vidomne de Miège, allié à Marie Quartéry verra ses descendants commencer la branche de St-Maurice d'Agaune, d'où ils essaïmeront au XVIII<sup>e</sup> siècle temporairement à Monthey jusqu'à leur extinction vers 1900 ; Barthélémy fera souche à Sion, tandis que Jean-Antoine, grand-châtelain en 1656, 1662, 1668, allié à Marie de Platea continua la branche d'Anchettes, où il construisit la salle historique du nouveau corps de bâtiment du château et la chapelle primitive y attenante en 1649. Cette famille fournit des représentants au diocèse et au pays ; ainsi le chanoine-sacristain Guillaume, fils d'Angelin II, fondateur de la chapelle de Bramois et bienfaiteur de l'église de Villa en 1650 ; le chanoine Jacques de Preux, de St-Maurice, docteur en théologie, chanoine de Sion, vicaire général du diocèse de 1702 à 1721 ; Xavier de Preux, de Sierre (1740-1817) évêque de Sion, créé baron d'empire par Napoléon I ; le grand-doyen Antoine de Preux de Sierre (1786-1880) grand-vicaire ; l'évêque Pierre-Joseph de Preux d'Anchettes (1769-1875), doyen de l'épiscopat suisse<sup>2</sup>.

A relever parmi les magistrats plusieurs grands-châtelains, des gouverneurs de St-Maurice et de Monthey au nom des patriotes ; des bannerets, des capitaines de dizain, en particulier Jacques François Preux de Sierre et François Antoine Preux d'Anchettes, vice-baillifs du Valais, Charles de Preux d'Anchettes (1858-1926), successivement juge-instructeur de Sierre, conseiller d'Etat, député aux Chambres fédérales<sup>3</sup>.

---

(1) Curiger-Blätter von Oberwallis I. 207.

(2, 3) généalogie de famille.

Aujourd'hui, la famille de Preux se trouve encore représentée à Sierre, Anchettes, Sion et Grône.

### **Les de Chastoney.**

L'union de Jean de Chastoney d'Ollon, dans le Pays de Vaud, avec Catherine de Platea, fille de François, gouverneur de Monthey en 1538, amena, vers 1550, les de Chastoney dans la contrée de Sierre, où ils occupèrent depuis la tour de Chastoney-de Preux à Venthône, à l'est de l'église, tour qu'il ne faut pas confondre avec la tour des nobles de Venthône, devenue la maison communale, au couchant.

Pierre II, son arrière petit-fils, grand-châtelain de Sierre en 1680, secrétaire de la diète en 1683, de sa première femme Marie Louy, laissera Jean Joseph, grand-doyen de Sion, de 1745 à 1774 ; Pierre III, grand-châtelain du dizain, qui fera souche à Sierre ; François-Michel, grand-châtelain, qui continuera la branche de Venthône, éteinte dans son petit-fils François-Nicolas, grand-châtelain de 1788-1798, enseveli dans le caveau de famille en l'église de Venthône en 1835. De Marguerite de Riedmatten, nièce de l'évêque Adrien IV, sa deuxième épouse, Pierre II aura Jean Etienne, en 1727, grand-châtelain de Brigue, qu'il habita, de même ses descendants pendant quelques générations, ainsi que Sierre où il bâtit en 1718, à Glarey, la demeure passée à ses descendants<sup>1</sup>.

Cependant, la branche fixée à Sierre, à la suite d'une alliance avec les de Courten, acquit la maison de Chastoney au couchant de l'église actuelle. De ce rameau sortit Pierre-Joseph de Chastoney, grand-châtelain de Sierre en 1796, secrétaire de la diète en 1798, membre du Directoire valaisan en 1800 juge d'appel en 1818, dont les petits-fils Victor et Jean-Marie représentèrent notre canton aux Chambres fédérales<sup>2</sup>.

### **Les services militaires étrangers. La famille de Courten.**

Les guerres de Bourgogne, de Souabe et d'Italie avaient fait le renom des Suisses, qui passaient pour des soldats hardis et valeureux. Cette réputation leur valut pendant

---

(1, 2) Archives de famille.

trois longs siècles la faveur des princes, qui les prirent à leur solde, en France, en Espagne, en Piémont, à Rome, à Naples, etc. Le Valais et spécialement Sierre, que les Courten habitent depuis le XV siècle, compte des pages glorieuses dans l'histoire des services étrangers.

Les Curto, marchands lombards venus de Cantu, dit-on, se fixèrent d'abord au Simplon vers 1200, puis descendirent à Brigue où ils acquirent la souste. Une union avec les de Rarogne, vidomnes d'Anniviers, leur assura des droits à Pinsec ainsi qu'à Sierre au XV siècle. Etablie dans notre bourg, cette famille prit du service en France dans les compagnies franches. Par permission du 6 février 1690, Jean Etienne Courten obtint de lever un régiment, régiment qui exista jusqu'au 10 août 1792, commandé par un colonel et d'autres officiers de sa famille : Jean Etienne de Courten, colonel de 1690 à 1723 ; Melchior François, son fils, colonel de 1723 à 1724 ; son fils Pierre Anne, colonel de 1724 à 1744, créé comte d'empire par l'empereur Charles VI d'Allemagne, ainsi que son frère Maurice, colonel de 1744 à 1766. Pancrace, fils du grand-baillif Eugène Courten de Sierre, devint colonel de 1766 à 1790, recevant de Louis XV la dignité de comte transmissible à sa descendance masculine. Lui succéda Jean Antoine, de Mathieu François de Courten de Sion, colonel jusqu'au licenciement de 1792.

Cependant, l'Espagne avait aussi des Suisses à son service, spécialement une compagnie valaisanne sous le commandement d'Ignace Antoine Courten, dans le régiment Reding en 1743. Se distinguèrent Jean-Antoine Courten (1730-1796), capitaine général d'Aragon ; Jean Louis (1766-1784), maréchal des armées du roi<sup>1</sup>.

En 1796, l'Espagne engagea le régiment de Courten licencié en France en 1792, avec ses anciens cadres et prédit Jean Antoine de Courten comme colonel. Le commandement passa ensuite à Charles de Preux de St-Maurice avec d'autres officiers de notre district, Bagnoud de Lens, de Preux d'Anchettes, Gillet d'Anniviers, etc.<sup>2</sup>.

A citer encore, avec Joseph de Courten, chef des Valaisans en 1798<sup>3</sup> le comte Eugène de Courten, colonel de la Confédération au siège d'Huningen en 1814, général au

---

(1, 2, 3) Généalogie de Courten.

service du St-Siège en 1832 ; le comte Raphaël, général à Rome en 1860 ; le comte Louis, commandant de la garde pontificale en 1878. Retraité à Nancy, ce vénérable vieillard se fait un plaisir de revenir chaque année au pays natal<sup>1</sup>.

Les registres des paroisses de la contrée de Sierre font en outre mention de nombreux soldats au service de la France, de l'Espagne, du Piémont, de Rome, de Naples pendant les deux derniers siècles. Après avoir servi pendant quelques années, ils revenaient dans leur pays avec une pension, et, parfois, s'ils avaient revêtu un grade, avec des économies, ce qui leur permettait de mener une vie d'aisance, d'intervenir et de jouer un rôle dans les affaires publiques.

C'est à d'anciens officiers de retour dans leurs foyers, raconte-t-on, que nous devons certains plants de vigne venus du dehors, entr'autres la malvoisie.

Je me permets de mentionner ici un fief dont parlent nos chartes, les îles Daval, situées dans la plaine. Quand le Rhône coulait au pied de la montagne entre Chippis et Chalais, ces terrains s'étendaient sur la rive droite du fleuve ; dès que celui-ci changea de direction pour se diriger vers la forêt de l'Ecorzia et se rapprocher du mont de Lens, ils se trouvèrent sur la rive gauche.

Ces îles, relevant de l'évêché, formèrent, semble-t-il, un fief des maisons vidomnales de Sierre, des de Rarogne, des d'Aigle et des de Chevron<sup>2</sup>.

Venue de St-Jean dans le Val d'Anniviers, la famille Daval (dal Val) paraît à Sierre dès le XIII<sup>e</sup> siècle. Ses membres figurent comme officiers de ces nobles, entr'autres Gérold Daval qui testa en faveur de Géronde en 1320. Antoine Daval figure comme donzel en 1383.

Ce domaine passa ensuite à Raymond de Musotte, qui le remit à noble François Emeri en 1541, puis au capitaine Arnold Kalbermatten. Celui-ci le rétrocéda en 1715 à Jean Antoine Courten, banneret du dizain de Sierre, pour 47 doublons.

Plantées d'aulnes, ces îles servaient autrefois de pâturages et fournissaient du bois de chauffage ; aujourd'hui, elles sont livrées à la culture.

(1) Généalogie de Courten.

(2) Grem. passim.

## CHAPITRE 10.

### Les familles de Sierre

Même un essai d'histoire semble comporter une brève citation des familles de l'endroit, d'autant plus que nombre d'entre elles remontent au XVI siècle, sinon plus tôt.

Sous la féodalité, les nobles seuls avaient un nom tiré d'ordinaire de leur lieu d'origine : les de Sirro ; ou encore de leur office, la majorie, la métralie et la saltérie : Métral, Sautier etc. Voilà qui permettait de les distinguer suffisamment.

Il en allait autrement avec les diverses classes de la population. Pour différencier les individus on ajoutait à leur nom de baptême un déterminatif venant de sa famille, de sa localité ou d'un parchet, de sa profession, d'une qualité ou d'un défaut, etc.

Malgré tout, pareille pratique prêtait à la confusion. L'on se vit au XV siècle, dans l'obligation de désigner les individus par des noms de famille ajoutés au prénom de baptême. Ceux-ci, dans le cours des temps, subirent des changements parfois notables, à la suite des transformations de la langue ou de l'orthographe défectueuses des scribes, ce qui complique leur histoire.

Primitivement, la contrée de Sierre embrassait la noble contrée entière, administrée par des procureurs choisis dans la généralité. Au fur et à mesure que les villages, prenant de l'importance, vivront de leur vie, ils obtiendront une certaine autonomie. Ils s'occuperont des questions locales dans des assemblées présidées par leur propre procureur, sans briser, pourtant, les liens qui les rattachaient à la grande bourgeoisie. De la sorte Sierre eut au XVI siècle son conseil avec un procureur appelé parfois syndic.

Or, nous possédons la liste de ces dignitaires dès 1694. Mieux qu'un pâle résumé, les noms de ces procureurs, appelés plus tard syndics, aujourd'hui présidents de la bourgeoisie, nous donnera une idée des familles qui habitèrent notre bourg pendant cette période.

**Liste des grands procureurs de la louable Communauté  
de Plan, de Sierre :**

Le châtelain Laurent, (de Vineis) Devignes, 1694 ; Discret François Burgener, 1695-1696 ; le Vice-Bailif Eugène de Courten, 1697-1698 ; le lieut. Elias de Courten, 1699-1700 ; le Gouverneur Laurent Devignes, 1701-1702 ; Pierre Adam Delovina, 1703-1704 ; le Sautier Jean Delovina, 1705-1706 ; le châtelain Jean Fr. Clavioz, 1707-1708 ; le lieut. Pierre Esselier, 1709-1710 ; François Xavier Preux, 1711-1712 ; le Gouv. Eugène Hyacinthe de Courten, 1713-1714 ; le châtelain Joseph Masserey, 1715-1716 ; le lieut. Etienne Zarrey, 1717-1718 ; Thomas Salamin, 1719-1720 ; le Gouv. et major Joseph de Courten, 1721-1722 ; le châtelain Joseph Masserey, 1723-1724 ; le Curial Matthieu Devigne, 1725-1726 ; Pierre Antoine Preux de Villa, 1727-1728 ; Joseph Philippe, notaire, 1729-1730 ; le Châtelain Elie de Courten, 1731-1732 ; le Lieut. Zarrey, 1733-1734 ; Pierre Ant. Borret, 1735-1736 ; le Lieut. Jacques Preux, Villa, 1737-1738 ; le Lieut. Ant. Delovina, 1739-1740 ; le Lieut. Matthieu Devigne (2e fois) 1741-1742 ; Pierre-Ant. Preux, 1743-1744 ; H. Pierre Venetz, 1745-1746 ; le Banneret Maurice de Courten, 1747-1748 ; le Châtelain Clavien, 1749-1750 ; le Sauthier Burgener, 1751-1752 ; le Gouv. Marc de Courten, 1753-1754 ; François de Courten, 1755-1756 ; le Lieut. Minnig, 1757-1758 ; le Lieut. Venetz, 1759-1760 ; le Lieut. Jacques Preux, (2e fois) 1761-1762 ; le Sauthier Jos. Delovina, 1763-1764 ; François Cherpell, 1765-1766 ; le Lieut.-Colonel Alph. Decourten, 1767-1768 ; le Sauthier Elie Perrin, 1769-1770 ; le Grand Châtelain Eug. de Courten, 1771-1772 ; le Lieut. Jean Michel Revilliod, 1773-1774 ; le Comte Decourten, 1775-1776 ; le Capitaine de Dizain Pierre Antoine Preux, 1777-1778 ; le Capitaine Armand de Courten, 1779-1780 ; le Gouverneur Maurice Decourten, 1781-82 ; le Gouv. Pierre Dechastonay, de Glarey, 1783-84 ; Maréchal Antoine Decourten 1785-1786 ; Jacques Preux, ci-devant en Espagne, 1787-1788 ; le Châtelain Elie Perrin (2e fois) 1789-1790 ; le Gd Châtelain Eug. Decourten (2e fois) 1791-1792 ; le Châtelain Revilliod (2e fois) 1793-1794 ; le Châtelain du Bouveret de Lovina, 1795-1796 ; le Châtelain du Vice dominat Joseph Delovina, 1797-1798 ; François Walther, 1799, 1800, 1801 ; le Lieut. Adrien de Courten, 1802-1803 ; Marc de Preux, 1804-1805 ; le Cap. Joseph de Courten, 1806-1807 ;

Pancerace de Courten et ensuite Marc de Preux, 1808-1809 ; Alph. de Courten, 1810-1811 ; le Capitaine Joseph de Courten, maire, depuis le mois de mars 1811 jusqu'au 31 décembre 1813 sous le gouv. français ; le Secrétaire d'Etat, Jacques Preux, du 15 janvier 1813 sous le même régime.

Au départ des Français, il se trouve nommé Bourguemaitre par le Colonel Schimpfen, commandant dans le Valais pour S. M. I. et R. d'Autriche, ayant fonctionné en dite qualité jusqu'à Pentecôte 1814.

Ant. de Courten, derechef syndic, 1814-1815 ; le Grand Châtelain, Jacques de Preux, élu syndic le 28 janvier 1816 ; ainsi pour 1816-1817 ; Pierre Joseph Marx de Preux, élu syndic, le 18 janvier 1818, item pour 1818-1819 ; le Vice-Châtelain Hyacinthe, fils de feu le Capitaine Hyacinthe de Preux, de 1820 à 1821 ; le Grand Châtelain, Alphonse de Courten, 1822-1823, 1824-1825 ; le Grand Châtelain, Xavier Jullier, 1826 ; Antoine de Courten, vice syndic, 1827 ; Armand de Courten, major, 1828-1829 ; le Comte Pancerace de Courten, chevalier de l'Ordre de S. Louis, 1830-1831 ; François de Preux, 1832-1833 ; François de Preux, syndic, 1834-1835 ; Pierre Joseph de Chastonay, 1836-1837 ; le Commandant Pierre de Courten, 1838-1839 ; de Chastonay Gaspard, 1840 ; de Courten Adrien, 1841 ; de Preux Joseph, Vice grand Châtelain, 1842-1843, 1844 ; Elie de Courten, président en 1845-1846 et encore de 1847 à 1848 et 1849 ; de Preux François, fils, de 1850-1851, 1852, 1853-1854 ; Walter Pierre, père, 1855-1856 ; Zufferey Louis, 1857-1858 ; Zwissig Antoine, 1859-1860 ; de Courten Louis, 1861-1862 ; Walter Pierre, 1863-1864 et de 1865 à 1866 ; Masserey Antoine, 1867-1868 et de 1869 à 1870 ; de Preux Théodore, 1871-1873 ; de Courten Adrien, 1873-1875 ; Zwissig Antoine, 1875-1877 ; Masserey Antoine, 1877-1881 ; de Courten Eug. Ernest, 1881-1885 ; de Chastonay Jean-Marie, 1885-1893 ; de Courten Joseph, 1893-1901 ; Rey Adolphe, 1901-1905 ; Buro Henri, 1905-1913 ; Masserey Eugène, 1913-1917 ; Waser Oscar, 1917-1924 ; Berclaz Edouard de Casimir, 1925-1929 ; Martin Basile de Benoît, 1929<sup>1</sup>.

---

(1) Liste tirée du protocole bourgeoisial, avec l'orthographe de l'époque.



## CHAPITRE 11.

### Difficultés entre les tiers. Acquisition des droits vidomnaux.

Sous l'ancien régime, encore avant la Révolution de 1798, la contrée se composait de trois tiers, dont le Plan de Sierre formait le tiers inférieur. Pourtant, les villages d'une certaine importance : Veyraz, Miège et Venthône du tiers du milieu ; Mollens et Randogne du tiers supérieur, comme le bourg même, du reste, possédaient depuis le XV<sup>e</sup> siècle une bourgeoisie et une commune particulières, partie intégrante de la grande bourgeoisie et de la communauté. Ces agglomérations avaient entre elles des relations non seulement de bon voisinage, mais d'administration générale et géraient ensemble les communaux par l'organe du conseil de la contrée siégeant parfois à la tour de Venthône, où se conservent les archives de l'ancienne châellenie, mais surtout à la maison de commune de Sierre, dans la Salle du Poêle.

Gardons-nous de croire que ce ménage composé de villages aux intérêts divers ne se heurtât à aucune difficulté. Les questions de clocher amenèrent, certes, plus d'un conflit dans les élections et la liquidation des affaires, témoin l'incident soulevé par l'acquisition des droits vidomnaux au début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

En 1707 noble Jean Joseph de Montheis, dernier vidomne par substitution à son père, aliéna ses droits en faveur du Plan de Sierre, ce qui provoqua en 1714 une protestation devant l'évêché de la part de son frère cadet Pierre Laurent, son héritier, au cas où l'aîné resterait sans descendant mâle. Le lésé, à son tour, céda pour 400 doublons aux deux tiers supérieurs tous ses avantages à Bernune Musotte, excepté l'exercice de la juridiction du ressort de son frère Jean Joseph. (Voyez plus haut, page 76).

---

(1) Archives de la contrée

Voilà qui suffit à troubler pendant quelque temps la bonne entente dans la contrée. Les autorités pour conclure un arrangement se réunirent le 16 octobre 1716 à la **Salle du Poêle**, dans la maison de commune de Sierre. — Comme ce protocole confirme des offices, des usages et des faits décrits plus haut, pourquoi ne pas le résumer ici ?

Henri de Preux, souvent grand-châtelain et capitaine,... Antoine de Lovina, ancien grand-châtelain ; Jean Clivaz, procureur de Randogne ; Adrien Mondereschi et François Preux, lieutenants ; Jean Cotznod sautier, lieutenant Antoine Heymoz, Maurice Mounir sautier et procureur ; Jean Clavien, grand procureur pour Mollens — le tiers supérieur —, Barthélemy Mondereschi, sautier, et Jean Masserey, procureur pour le quartier de Venthône ; sautier Jean-François Berclaz, procureur, Mermoud, grand procureur pour le demi quartier du milieu et la commune de Veyraz — le tiers du milieu — lieutenant François de Preux ; Joseph Masserey, curial et grand procureur ; Joseph de Preux, Etienne Cradet, Etienne Zarrey, Claude Burnier, tous ex-sautiers pour le tiers du Plan de Sierre ;...

Considérant que la désunion engendre la faiblesse ; que la contrée, la tête du dizain, risque de perdre son importance ; à l'effet de ramener l'harmonie dans cette châtellenie et d'établir, en son territoire, un seul juge en mai et octobre pour l'exercice de la justice, en vue de conserver les droits des deux tiers d'en haut, dont les jugements se rendent le 1er mai au Pâqueret de Veyraz — le Plan de Sierre, bien que jouissant, par cession de noble Jean Joseph de Monthéis, de la juridiction vidomnale à Bernune et au-delà de la la Sinièse, se contente de l'autorité judiciaire en deça du torrent.

L'on décide de plus de réunir les rentrées et le fonds du sel pour s'en partager les revenus.

Pour l'entretien des barrières (du Rhône) et la protection des propriétés, les deux tiers supérieurs cèdent, par contre, à Sierre, les communaux du voisinage.

Voici les autres clauses de l'accord entre les tiers, touchant le vidomnat passé au Plan de Sierre, qui le fit administrer par un châtelain. Qu'on se garde de confondre le châtelain du vidomnat avec le grand châtelain de dizain ou son remplaçant.

Les deux tiers supérieurs nommeront ce titulaire parmi trois candidats présentés par le bourg. S'ils les jugent in-

capable de rendre la justice, ils pourront choisir cet officier partout, en commençant toutefois par Sierre. Pour reconnaître les anciens droits de l'église de Sion, l'élu se présentera à l'évêché en compagnie de trois représentants de la contrée et chaque tiers payera 5 florins, en tout 15 florins de plaît servis autrefois au prélat par les de Montheïs.

Le nouveau châtelain prêtera serment dans les mains de son prédécesseur et les communautés lui assureront leur appui.

Le châtelain du vidomnat tiendra sa cour de justice, le mardi au Pâqueret, pendant les deux mois de mai et d'octobre à l'heure accoutumée, assisté d'un curial (secrétaire) de son choix et du sautier en charge. — Les citations se feront par tous les sautiers des communes de la contrée. Cet officier ne procédera à aucun accord, sans la présence de deux assesseurs par tiers, soit un par quartier. En cas de jugement, il prendra quatre juges par tiers, soit deux par quartier.

Deux parts des amendes iront aux communautés de la contrée, à chacune à rata de ses droits ; le troisième restera au châtelain du vidomnat, après déduction des frais. — A la généralité de la contrée passera la fortune des taillables décédés pendant ces deux mois, à l'exception des meilleurs meubles. Le tiers de la fortune et du mobilier des suppliés appartiendra au châtelain ; les deux autres tiers, les frais déduits, deviennent la propriété de la contrée.

Pourtant les procureurs des différentes communautés conservent les facilités d'accommodement dont ils jouissaient jusqu'ici de par l'usage.

Des actes déconvertis après l'impression des pages précédentes m'imposent une rectification dans la liste des Montheïs, vidomnes de Sierre. En voici la série : Jean I (1577-1591), Jean II (1591-1628), Antoine (1628-1645), Jean Antoine (1645-1695), Jean Joseph (1695-1714). Quant à Pierre Laurent, le frère cadet de Jean Joseph, il ne posséda jamais chez nous le vidomnat, mais seulement quelques fiefs à Musotte remis aux deux tiers supérieurs de la contrée.

La tradition rapporte qu'aux assises du Pâqueret, à Veyras, se rencontraient parfois trois juges venus de trois directions différentes. En l'occurrence, il s'agit ou des vidomnes de Sierre, d'Anchettes et de Cordonnaz, les deux derniers représentants du Chapitre de Sion, ou de la cour du grand-châtelain.

## CHAPITRE 12.

### Les engins de sauvetage et la première pompe à Sierre.

L'eau et le feu, ces éléments destructeurs, continuent leur œuvre dévastatrice à travers les âges. Si, malgré leurs méfaits, notre vieux pays possède encore d'antiques constructions, quelques villages anciens, nous le devons sans doute à la prudence des habitants, mais aussi à la prévoyance des autorités, qui prirent de tout temps des mesures pour prévenir les incendies.

Le conseil de la louable communauté du Plan de Sierre, en séance du 5 novembre 1726, décida de se prémunir contre ce fléau par l'achat d'échelles de sauvetage, de crochets à feu et, plus tard, de seaux que chaque nouveau bourgeois devait se procurer. Ainsi le 30 janvier 1787 « l'honorable Claude Fontaine paya le seau à incendie, ses armes, moyennant 24 écus 30 batz ».

Pourtant, nos ancêtres crurent devoir faire davantage dans l'intérêt général. Le jour de la saint Charlemagne 1785, l'assemblée chargea son syndic ou président de faire des démarches pour l'achat d'une pompe. Celle-ci nous arriva d'Aigle vers la fin de l'année. Et où loger le nouvel engin ? Dans un réduit de la maison de commune, selon décision de la généralité ; depuis 1808, dans une remise sous la sacristie de l'église paroissiale ; puis dans un hangar élevé à cet effet, au sud de la cure, jusqu'à la construction de la halle actuelle des pompes en 1922, à l'ouest de la maison de l'école des filles.

Pour notre localité, l'arrivée de la pompe fut un événement. L'expertise et même les essais qui suivirent dans le cours de l'année donnèrent lieu à des attroupements, voire à des réjouissances. Le proverbe ne dit-il pas : « Tout nouveau, tout beau » ?

L'on convoquait les pompiers aux criées publiques, à la sortie des offices. Ceux-ci ne se trouvant pas encore organisés, la pompe restait sous la surveillance d'un communier

nommé à cet effet...; de François Walter, « inspecteur de la pompe », de 1808 à 1828.

Dans combien de sinistres notre pompe eut-elle l'occasion d'intervenir ? Elle rendit en tout cas service lors du terrible incendie de Sion, le 27 mai 1788. A son retour, elle servit même à transporter à Sierre les valeurs et les archives arrachées aux flammes.

Il n'existait, au principe, aucun règlement pour le service de sauvetage et de la pompe. A remarquer que celle-ci ne manquait pas de bras, vu que la commune savait récompenser leur dévouement et refaire leurs forces par d'abondantes « croustilles » figurant dans les comptes<sup>1</sup>.

Voici à titre de références, quelques ordonnances de 1726.

1) Défendu à toute personne des deux sexes d'allumer du feu dans les caves ou autres lieux sans cheminée.

2) Personne ne pénétrera avec de la **teya** (bois gras) dans les écuries, les raccards et les granges, sous peine d'amende.

3) Tous, tant communiens qu'habitants, se pourvoiront, la nuit, de lanternes, pour circuler dans les rues ou ailleurs.

4) Deux fois par an, l'on fera la « **visite du feu** » chez tous les communiens, les habitants, les étrangers.

5) Interdit à tous, d'approcher fourrage, paille ou bois des endroits où l'on fait du feu.

6) Qui tient ménage construira des cheminées dépassant le toit.

7) La communauté se procurera trois échelles et trois crochets à feu.

8) L'on chargera, dans chaque quartier, une personne de veiller pour éviter les incendies.

9) Toute la communauté se met sous la protection de Sainte Barbe.

10) L'on continuera le guet pendant la nuit, à l'effet de prévenir le feu, les vols et les réunions nocturnes suspectes.

---

(1) Je dois ces notes à la serviabilité de M. Elie Zwissig, archiviste.

11) Obligation de signaler à M. le curé et au grand procureur, les réunions louches... et aussi les blasphémateurs.

12) A la vue d'un danger d'incendie, chacun recourra à la cloche de la grande église, de la vieille église et de la chapelle de Glarey.

13) Au premier signal d'alarme, les gardes s'empresseront au Bisse Neuf, pour diriger l'eau vers le lieu du sinistre.

14) Qui met le feu payera les dommages ou, à défaut de biens, subira un châtement corporel.

15) Les habitants et gens de métier accourront au signal du feu, obéissant à qui doit les commander.

16) On lira les articles à la généralité... pour retouche... s'il y a lieu, sinon on les promulguera sur le cimetière.

Bien que le Plan de Sierre se composât, en grande partie, de maisons de bois, construites sans ordre, il semble qu'à la suite des précautions imposées par ce règlement, le feu éprouva peu le bourg et ses dépendances, pendant cette période de notre histoire. C'est qu'autorités et population faisaient bonne garde et que la nouvelle pompe, un sinistre déclaré, fonctionnait à merveille<sup>1</sup>.

---

(1) Archives de Sierre

## CHAPITRE 13

### Bisses et fontaines.

Des chartes signalent déjà des bisses en Valais au XIV<sup>e</sup> siècle. Notre contrée où il fait chaud et pleut rarement, pouvait-elle s'en passer sans compromettre ses récoltes ? Pour les défendre contre la sécheresse, les habitants du dizain du soleil durent donc construire des aqueducs. Quelques-uns apparaissent dans les actes, il y a déjà plusieurs siècles.

Ainsi en 1490, sentence entre la contrée de Sierre et Varone-Salquenen, touchant les eaux de la Raspille. De ce torrent, vient le Zitoret, appelé aussi bisse de la Raspille, qui suit les flancs du mont pour irriguer les propriétés de Mollens, Venthône, Miège, Veyraz et Sierre. Sa prise donna du mal à nos ancêtres, qui durent plaider contre Varone pour défendre leurs droits, encore au XVII<sup>e</sup> siècle. Après bien des péripéties, un jugement de l'évêque Jean Joseph Supersaxo, vers 1711, partagea les eaux entre les intéressés<sup>1</sup>.

Le torrent de la Boveresse sort du Teutthorn et du Bonvin, alimentant le Zitoret et le bisse du Planige, prenant à la jonction avec ce dernier le nom de Sinièse. Si leurs eaux ne suffisent pas à l'irrigation des terres de la contrée, l'on recourt à celles de la Raspille, que le Planige rejoint à la Forclaz, au pied de Condonnaz.

La Sinièse donne naissance à deux autres aqueducs : le bisse du Zandinand et le Bisse Neuf. Serpenteant à travers le coteau, le premier arrive au sommet de Veyras et permet d'irriguer les propriétés de ce plateau. Quant au second, il sort de la Sinièse près du moulin du trou, débouche sur Glarey, passe près de l'asile St-Joseph, pour aller se perdre au-dessous du bourg aux Léchelettes. Servant à l'arrosage des

---

(1) Archives de la contrée.

(2) Erasme Berclaz. Elie Zwissig.

propriétés de Sierre, ce canal fournissait l'eau nécessaire en cas d'incendie. L'article XVII du règlement du 5 novembre 1726, au sujet du feu ordonnait en effet, aux gardes de courir au Bisse Neuf, au signal de la cloche d'alarme, pour diriger l'eau aux endroits menacés.

Comme ces aqueducs desservaient un peu toute la contrée, ils donnèrent lieu, comme on le pense, à des différends entre les tiers. Il fallut, qui ne le comprend ? des statuts pour régler les travaux d'entretien et la répartition des eaux. Ainsi, en 1594, une difficulté surgit à propos du partage. Un arrangement s'ensuivit en 1597 entre le Plan et le mont. Une entente règle, en 1609, la part de manutention du bisse de Planige entre Sierre et Venthône ; convention entre le Plan de Sierre et Veyraz relative au bisse du Marais (Maret), rière Bernune ; en 1601, entre nos procureurs et Claude Mittaz, de Chermignon, concernant le torrent de Marcon, désigné comme limite entre la châtellenie de Granges-Lens et la contrée <sup>1</sup>.

Il paraît même que d'aucuns se permettaient des opérations louches, puisque des décrets, en 1602 et 1603, défendaient de vendre l'eau hors de la contrée. En 1774, vision locale au sujet du partage de l'eau de la Sinièse <sup>2</sup>.

2) La louable commune du Plan de Sierre, possédait les quatre fontaines de Cuchon, de l'ancienne église, de Glarey et du quartier de la Salla ou de la ville. Source intermittente, celle de Cuchon tarissait l'hiver. La fontaine de l'ancienne église, aujourd'hui disparue, se trouvait en face de la maison Grobet, dans un bas-fond près de la route. Elle exigea des réparations en 1786.

Située au midi de l'ancienne chapelle, actuellement démolie, à la croisée des routes des deux Glarey, la fontaine servant ces hameaux recevait, en 1814, un bassin de mélèze.

Quant à la fontaine de la ville, composée de deux bassins en bois, encore à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle coulait entre le château des vidomnes et l'hôtel du Soleil, aujourd'hui, l'hôtel de la Poste.

---

(1) Archives de la contrée.

(2) idem.



Constatant son mauvais état, l'assemblée primaire, le jour de la Fête-Dieu 1785, chargea Claude Fontaine, des réparations nécessaires, et, à la réunion de la St-Martin, de remplacer l'ancien bassin par un autre en pierre. L'on ne put, à cause des événements et de la dûreté des temps, sans doute, exécuter le projet qu'en 1833. La commune supporterait le tiers des frais ; les 29 ménages intéressés, les deux autres.

Le mois de septembre 1833 vit la fin des travaux de la fontaine telle qu'elle existe encore : un bassin en hémicycle avec un socle en marbre de St-Triphon ; les cinq bouteroues de la carrière de Chamoson ; le pavé en galets du Rhône ; la place cédée par le colonel Eugène de Courten.

Malgré les sacrifices consentis par tout le monde, les dépenses s'élevèrent à 1414 livres, somme assez considérable pour l'époque, certes. L'on se sentait, du moins, servi pour longtemps<sup>1</sup>.

---

(1) Elie Zwissig.

## CHAPITRE 14

### Règlements concernant la boucherie, les auberges, les garderies.

Bien que conservant le contact avec les deux tiers supérieurs de la contrée, le Plan de Sierre nous apparaît à cette époque une communauté organisée vivant de sa vie propre. Il nomme ses autorités, il prend des décisions, porte des règlements concernant le feu, le régime des eaux, la boucherie, les auberges et la police de l'endroit.

Déjà nous avons parlé des mesures prises pour prévenir les incendies et maintenir les bisses et les fontaines. Il nous reste à entretenir le lecteur des ordonnances relativement à la boucherie, aux cabarets, aux lieux suspects, etc.

Sans prendre des allures de ville, notre bourg possédait une boucherie dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Celle-ci tenue par un ressortissant de la localité devait favoriser la généralité dans l'achat du bétail d'abatage et dans le prix de vente, ce qui restait sous la surveillance des autorités, comme ce qui a trait à la propreté et l'hygiène<sup>1</sup>.

Il régnait alors l'habitude un peu commune de faire boucherie. Autrement les ménages devaient se fournir au débit communal, même l'hôtelier et le cabaretier. On exceptait les cas un peu extraordinaires, où ceux-ci pouvaient tuer un veau ou un mouton.

De ce temps nous avons encore des conventions passées avec des débitants de vin. Ceux-ci s'astreignaient à favoriser les propriétaires de la région. Voici à cet effet une décision de l'assemblée primaire de la S. Charles 1754, notée aux archives, sous la rubrique « Articles et conventions », passée par la louable communauté du Plan de Sierre avec le cabaretier Imfeld, qui serviront de loi à ses successeurs.

---

(1) Archives de Sierre.

Le débitant devra acheter tout le vin dans la communauté, ensuite des communiens de la contrée. S'il manque à ses engagements, il payera 6 batz par setier.

De plus, il se servira à la boucherie de la louable communauté, excepté en quelques rares occasions, où il pourra abattre un veau ou un mouton par semaine. Il devra tenir du bon vin et le vendre à un prix raisonnable, sinon on le taxera. Au reste, tous les établissements tombaient sous le coup des règlements de police de 1726 : L'on tâchera de continuer le guet la nuit pour prévenir les dangers du feu et aussi les vols... et les assemblées nocturnes dans les lieux suspects... Si le guet n'accomplit pas son devoir, la communauté le reprendra (art. 13). Tous les communiens et habitants devront signaler à M. le curé et au grand procureur les lieux louches des réunions nocturnes, comme aussi les blasphémateurs, les juureurs, afin de pouvoir y porter remède (art. 14) <sup>1</sup>.

A s'en tenir aux actes de visites des XVI et XVII siècles, déjà l'autorité ecclésiastique supérieure avait, d'entente avec les pouvoirs civils, pris des mesures pour prévenir le blasphème, empêcher le faux serment, éloigner les libertins et les personnes de mauvaise conduite. Ne fallait-il pas assurer le respect des croyances, le maintien de l'ordre et de la moralité ? <sup>2</sup>

Comment terminer ce chapitre sans signaler les statuts qui imposaient aux communiens le dévouement à la chose publique, la discrétion dans les relations avec les étrangers ; enfin les règlements concernant les « **garderies** » des vignes, des prairies, notamment des vergers au temps des fruits ; ainsi que la sortie des bestiaux ??? <sup>3</sup>.

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Actes de visites épiscopales.

(3) Archives de Sierre.

## CHAPITRE 15

### Les langues à Sierre.

Habitaient primitivement notre vallée quatre peuplades d'origine celtique, dit-on : les Vibériens, des sources du Rhône à Viège ; les Séduniens auxquels appartenait Sierre jusqu'à la Morge de Conthey ; de là au torrent de Mauvoisin près de St-Maurice, les Vérages ; plus bas, les Nantuates. Ces populations constituaient, semble-t-il, une confédération un siècle après Jésus-Christ.

Malgré leur bravoure et leur amour de la liberté, ces peuples durent subir la domination romaine pendant quatre longs siècles. Comment la civilisation latine n'aurait-elle pas pénétré dans notre pays par les deux grandes voies du Simplon et du Montjoux ainsi que par les autres cols alpestres ? La langue gallo-romaine s'implanta donc chez nous comme en Gaule et dans l'Helvétie entière <sup>1</sup>.

Les Burgondes, peuple barbare venu de Germanie, reçut d'Aétius, général romain, la permission de s'établir dans nos parages vers 450. Taillés en hercules, mais plus doux que les Allémanes, ces Germains arrivèrent dans notre Valais adoptant, avec les habitudes des indigènes, l'idiome gallo-romain qui donna plus tard le français. Toute la vallée du Rhône, de ce fait, parlait notre langue au moyen-âge <sup>2</sup>.

De leur côté, les Allémanes, autre tronc germanique, avaient conquis l'Helvétie orientale et centrale et lui avaient imposé leur langage tudesque. L'on continua depuis à causer l'allemand dans les régions occupées par eux, dans la Suisse allémanique.

Cependant vers l'an mil, un peu plus tôt ou plus tard, une émigration allémane s'opéra dans la vallée supérieure du Rhône, par la Furka, le Grimsel et les autres passages des Alpes formant limites, et, avec ces Tudesques, leurs usages

---

(1, 2) Boccard, Gay.

et leur langue. Cette pénétration allémane s'opéra lentement et descendit graduellement la vallée. Pourtant au XII<sup>e</sup> siècle, elle parut quelque temps s'arrêter à la Lanza, probablement à cause de l'influence de la Savoie, maîtresse de Loèche, Naters et Mörel. Sierre resta donc français, ce que prouvent les noms de parquets et de familles. Ainsi, dans le traité entre Bonne de Bourbon et les communautés du Haut-Valais en 1392 figurent, pour notre Contrée, des patronymiques exclusivement romands : Robert de Montpovent, Antoine Vansech (Anchettes) Jean Rosseti de Lacques, Jean Emeri(ci), Jean Bellon, Jean Berod(i), Jean Brunod(i), Guillaume Pullia, Nicodi Perrod du Crêt, Guillaume d'Anniviers, Antoine Boné<sup>1</sup>.

Au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, les Valaisans, à qui l'on avait imposé jusqu'alors des évêques romands, obtinrent, puis nommèrent des prélats patriotes : Guillaume de Rarogne, Henri Asperlin, et le belliqueux Walter Supersaxo, vainqueur des Savoyards à la Planta, le 13 novembre 1475.

Une nouvelle poussée allemande suivit cette victoire, poussée qui germanisa tout le dizain de Loèche ; en partie, Miège, Musotte, Veyras, Venthône-Anchettes, Sierre, St-Léonard, Sion et Bramois. Pourtant, si les dizains conquièrent le Valais savoyard jusqu'à la Vièze en 1475 ; s'ils occupèrent, en 1536, le territoire de Monthey et temporairement une portion du Chablais, l'idiome tudesque ne parvint jamais à franchir la Morge de Conthey.

Pendant quatre longs siècles, l'élément allemand domina à Sierre, jusque vers 1900 ; prédication, enseignement, protocoles des séances se firent longtemps en cette langue, en grande partie ; les listes d'ecclésiastiques, de procureurs, de châtelains, de magistrats, etc., à part de rares exceptions, ne renferment que des Haut-Valaisans. Seulement quelques patronymiques étrangers, marchands savoyards comme les B(ou)urnier, les Antoine, les Fontaine, etc., ou italiens, les Pellanda, les Darioli, qui émergent dans la masse, *rari nantes in gurgite vasto*.

Le nouveau régime et surtout l'Empire français rendent quelque faveur à l'élément romand. Pourtant, de Rivaz si-

---

(1) Zimmerli : La limite des langues en Valais.

gnale chez nous, vers 1810, une population aux deux tiers allemande. Rien d'étonnant que Sierre fit encore cause avec les dizains supérieurs et devint en 1840, le siège du gouvernement du Haut-Valais pendant quelques semaines.

Mais une filtration welsche se produisit au XIX siècle, due au rapport de nos autorités avec l'Etat et les communes voisines, au siège du tribunal de district ; au commerce fait avec le Bas-Valais et la Suisse française, surtout depuis la construction du chemin de fer en 1868 ; à l'exploitation des hôtels occupés par un personnel surtout français ; enfin à l'immigration d'éléments venus des environs, de la contrée, surtout d'Anniviers. Malgré tout, cette pénétration s'opéra dans la deuxième partie du siècle dernier, et bien lentement, puisque le recensement de 1880 accuse encore 919 Allemands et seulement 712 Français <sup>1</sup>.

A partir de cette dernière date, le français reprit décidément le dessus, à l'église, à l'école et dans les assemblées. La création de l'usine de Chippis, la construction du chemin de fer Sierre-Montana, l'industrie hôtelière dans toute la région, qui amena dans les pensions ou les villas de nombreux étrangers, tout contribua à favoriser ce mouvement. Sierre, assurément renferme encore une minorité allemande avec des classes. Mais qui parcourt aujourd'hui les rues élargies de notre ville, éprouve, à la lecture des affiches, aux conversations des gens, surtout des écoliers, à la visite des magasins et des établissements publics, notamment d'instruction secondaire, l'impression qu'il se trouve bien... en pays romand.

---

(1) Dr Meyer : Les recensements du Valais.

## CHAPITRE 16.

### L'école.

Selon les chartes, il existait déjà des écoles au moyen-âge dans toute la vallée du Rhône. Des ecclésiastiques ou des religieux y enseignaient la lecture, l'écriture, le calcul, même le latin dans certains centres. En vertu de fondations paroissiales, ce mouvement s'accrut encore.

Le voisinage de Géronde successivement occupé depuis le XII<sup>e</sup> siècle par des Ordres rend probable l'existence d'une école pour la contrée de Sierre. Au témoignage de l'historien F. Schmidt, celle-ci jouissait réellement de cet avantage<sup>1</sup>.

Depuis la poussée allemande du XV<sup>e</sup> siècle, Sierre, autrefois complètement romand, avait adopté la langue tudesque qui prit le pas sur le français, lors même que l'on continua à parler les deux langues.

En 1608, les Pères Jésuites appelés par le zélé chanoine Quentin, curé de St-Maurice, ouvrirent à la cure de Lacques, une école, transportée l'année suivante, à cause de l'exiguïté des locaux, à Anchettes, dans la demeure du colonel Angelin II de Preux, où l'on enseignait les langues, même le latin, l'arithmétique, etc. Transformée en collège, elle vit accourir les élèves des environs de Sierre par conséquent. Elle compta un moment près de 200 étudiants avec les externes, parmi lesquels des protestants. Cet établissement d'éducation monta à Brigue en 1625<sup>2</sup>.

Comme pour dédommager la contrée de ce départ, les Pères Jésuites destinés à Sion s'établirent en 1651 à Sierre, près de l'hôtel de ville, dans la maison du capitaine François de Preux, où ils fondèrent un petit gymnase. Ils desservirent en même temps la paroisse de 1652 à 1660. Dans

---

(1) Blättern von Oberwallis II. 98 ss. (le curé Schmidt).

(2) Blätter von Oberwallis I. 207 ss.

les registres paroissiaux figurent les noms de plusieurs religieux, professeurs et curés.

Toutefois, les professeurs se trouvaient à l'étroit. Pour les retenir, notre commune promit de construire un collège, et Adrien IV leur céda Géronde abandonné par les Carmes. Comme Sierre tardait à faire le nécessaire, les Jésuites agréaient Loèche en 1660, puis acceptèrent les offres du grand Stockalper, qui mettait à leur disposition de vastes locaux à Brigue, où ils organisèrent le célèbre collège encore existant <sup>1</sup>.

Ce départ laissa, on le comprend, une lacune que l'on chercha à combler à l'occasion. En 1671, le Chanoine Mathias Will, dernier curé de Musotte, institua après la translation de cette paroisse à Venthône, un vicariat à Sierre, imposant à son titulaire l'enseignement, notamment du catéchisme en allemand <sup>2</sup>.

Dès lors jusqu'au nouveau régime, le vicaire resta chargé de l'instruction de la jeunesse sous la surveillance du curé. Voilà ce qui ressort encore du protocole d'une réunion à la maison de commune, le 14 septembre 1828, avant la promulgation de la loi scolaire cantonale. Le syndic proposa d'agréer le maître examiné et recommandé par M. le Curé... à la condition de ne point imposer à la commune de charge pour son traitement, parce que l'enseignement rentrait dans les attributions du vicaire... en vertu de la fondation de son bénéfice <sup>3</sup>.

A cette époque, il n'y avait pas d'obligation à fréquenter la classe. Mais qui désirait s'instruire allait à l'école du vicariat... au premier étage de ce bâtiment, acheté aujourd'hui par la municipalité,... ensuite à la maison de commune.

---

(1) De Rivaz.

(2) Archives de Sierre.

(3) Archives paroissiales.



## CHAPITRE 17.

### Les produits.

Bien qu'elle marquât le développement de la démocratie, cette époque ne connut aucune institution, aucune invention capables de changer les ressources du pays, qui restèrent l'agriculture, l'élevage du bétail, la vigne et un peu de commerce.

Dès la fin du moyen-âge, notre population avide de liberté, avait travaillé à se libérer des servitudes seigneuriales et à s'assurer la possession des terres tenues en fief. Il demeurait encore au XVIII<sup>e</sup> siècle assez de redevances pour nous convaincre que l'agriculture constituait le premier produit du sol<sup>1</sup>.

Comme l'on importait peu et que les importations consistaient principalement en tissus, denrées coloniales et épices, il fallait pour tenir ménage, ensemençer les terres. Pourquoi s'étonner si chacun labourait et moissonnait son champ, rentrait son blé au fenil, battait son blé, portait moudre son grain, cuisait son pain au four communal, sinon dans le sien, et cela pour deux et trois mois ? Bien qu'il existât des boulangeries, l'on avait l'habitude de s'approvisionner soi-même. A cet effet, l'on prenait des ouvriers que l'on nourrissait, ou l'on s'entr'aidait entre parents et amis. Ces travaux se terminaient par un repas plus copieux, où l'on avait à cœur de bien traiter ses hôtes.

La pomme de terre et le maïs nous arrivèrent plus tard, la première apportée de France par nos soldats aux services étrangers, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans la plaine; en bordure des champs et des forêts, au mont, des prairies s'étendaient à perte de vue depuis les premières pentes du coteau jusqu'aux mayens, aux riches alpages situés au pied des Bonvin, alpages fournissant une herbe gras-

---

(1) Archives locales.

se au bétail de la région, à cette petite race forte et batailleuse qui ne redoute pas nos montagnes rocailleuses, par son intrépidité et sa robuste constitution.

Qui avait des terres au soleil rêvait de posséder, à côté d'une cave et d'un grenier bien garnis, une écurie avec des bêtes de choix que l'on conduirait au printemps à l'alpage, non sans une pointe d'orgueil... ou que l'on vendrait aux foires d'automne, pour payer les échéances de la St-Martin.

Sierre porte le soleil dans ses armoiries : terrain et climat se prêtent merveilleusement à la culture de la vigne. Rien d'étonnant si les chartes signalent toujours les vieux plants, la rëze, l'humagne, le muscat, le rouge du pays.

Cependant, l'on cultivait généralement la vigne pour ses besoins ; chaque ménage en avait plus ou moins. Même les gens d'Anniviers y détenaient quelques cépages et, l'automne venu, conduisaient la récolte à la montagne, à dos de mulet. Dans la vallée, ces vieux plants prenaient, malgré des soins insuffisants, la rëze surtout qui donnait le **glacier**, un arôme à tenter le palais des gourmets. Pareil nectar que l'on conservait pendant des années, dans un tonneau toujours rempli, — à l'instar de celui de St-Théodule — servait de vin d'honneur... parfois même de panacée pour tous les maux.

Chez nous, les travaux de la vigne donnaient souvent lieu à des réjouissances : sorties des sociétés au printemps avec fifres et tambours ; râclette dans l'enclos, aux vendanges. Les bourgeoisies, à cause des difficultés de transport ne trouvaient point encore l'occasion d'écouler leurs récoltes. Jusqu'à l'année suivante, il s'agissait de vider les tonneaux... et l'on buvait en société...

Quant au commerce, rien ne semble avoir provoqué un développement. Les progrès de la navigation, détournèrent plutôt le trafic. Dès lors, nombre de marchandises suivirent la voie de la mer, au préjudice des cols du Simplon et du St-Bernard. D'autre part, l'expulsion de la Savoie de la vallée du Rhône diminua encore nos relations avec l'étranger. Pourtant, l'arrivée à Sierre de familles savoyardes et italiennes, autrichiennes, allemandes même nous valut malgré tout, un peu de commerce dans les étoffes, la mercerie, l'épicerie, l'horlogerie, la tannerie<sup>1</sup>.

---

(1) Registres communaux de Sierre.

La communauté se dédommagea, durant cette période de calme dans les affaires, en donnant toute son attention à la terre, qu'elle s'employa à dégrever des lourdes servitudes du moyen-âge, rachetant les droits du vidomnat, les dîmes, les moulins, les scieries et les autres artifices ou industries<sup>1</sup>. Au nouveau régime, en 1798, d'achever cette œuvre de libération dans l'équité et la justice.

---

(1) Archives de Sierre.

## CHAPITRE 18

### Us et coutumes.

Au temps passé se rattachent maints usages, aujourd'hui tombés, qu'il sied de rappeler.

Les hommes, naguère, comme s'ils cherchaient un changement dans la monotonie de la saison morte, allaient à la forêt ou battaient le blé au fenil, à défaut de battoir. Après avoir soigné le bétail, parfois au point du jour, à la lueur d'une lampe huileuse, ils maniaient, souvent jusqu'à la nuit, le fléau qui tend à disparaître, même à la montagne. Il fallait à cet effet des muscles... avec le sens du rythme ; les bras se levaient et retombaient en cadence. Voilà qui donnait de la vie, sinon de la musique à nos villages.

Tandis que les hommes s'occupaient de travaux pénibles, les ménagères n'oubliaient pas le vieux rouet, passé d'une génération à l'autre. Elles filaient, la table desservie, le chanvre de leur propre jardin, pour tisser cette toile de ménage inusable ; ou bien la laine de leurs brebis, qui fournissait ce drap du pays, si résistant. Ainsi, l'armoire de la maison se remplissait d'un linge durable, et ses habitués des deux sexes portaient des habits chauds et solides.

La nuit venue, la famille se réunissait dans la pièce principale, dominée par un poêle, autour duquel les vieilles gens racontaient des histoires d'antan. L'on ne connaissait alors ni pétrole, ni gaz, ni électricité, mais seulement la cire et l'huile qui revenaient dans les anciennes reconnaissances seigneuriales<sup>1</sup>. Pour parler de l'huile, celle-ci coûtait cher, et chaque maisonnée en faisait provision.

Des noyers séculaires couvraient nos coteaux. L'automne, on secouait les noix pour les réduire au grenier. On les cassait ensuite pour en extraire les cerneaux, durant les longues soirées d'hiver, en compagnie de parents, de connais-

---

(1) Archives de la contrée.

sances, d'amis, auxquels l'on offrait une collation. Puis on conduisait au foulon, au pressoir rustique, les grumeaux, pour en extraire le jus.

En ce temps, l'huile servait plus à l'éclairage qu'à la table. Elle donnait une lumière blafarde, qui ne satisferait guère les exigences modernes. A défaut de mieux, tout le monde s'en contentait.

Comment ne pas dire un mot des fêtes, notamment de la Ste Catherine, dont la troupe relevait la solennité ! Les soldats alors trouvaient plaisir à paraître sous les armes. Ils défilaient sous les ordres du capitaine général du dizain, dont le drapeau au vent se portait par le grand banneret en titre. Depuis le nouveau régime, commandait un officier authentique ou un galonné désigné par les autorités. Des braves à trois poils, s'improvisaient parfois soldats pour la circonstance, tant ils brûlaient de revêtir un uniforme... tous salués par les acclamations de la foule.

Lorsque, vers la fin du XIX siècle, la Confédération, surtout pour éviter des accidents, supprima le port des armes, l'on essaya de faire revivre cette antique habitude à la Fête-Dieu. Pourquoi ne rencontre-t-on pas le même entrain dans quelques localités ?

A la fête religieuse de la Ste Catherine, succédait la partie profane, la foire connue déjà au XVIII siècle<sup>1</sup>. Toute la population du dizain, voire des environs, s'y rendait. Représentez-vous les étalages d'étoffes, de marchandises, d'épices, de bijoux, de bibelots, dans la rue principale du bourg jusqu'à l'ancienne église que voisinait alors le champ de foire couvert de bétail. La foule s'y acheminait lentement, devisant, admirant, marchandant, achetant à la grande satisfaction des vendeurs... qui criaient tout haut leurs articles.

En cette occurrence, notre bourg, calme du reste, prenait quelque animation.... qui durait parfois jusque tard dans la soirée.

---

(1) Annuaire du Valais.

## SECTION IV.

### Le nouveau régime.

#### CHAPITRE 1.

#### **Fin de l'ancien régime; intervention du Directoire Helvétique; combats de la Morge et de Finges, près de Sierre en 1799.**

La Révolution qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, couvrit la France de ruines et de deuils, eut sa répercussion à l'étranger, marquant par des flots de sang, son passage à travers les Etats de la vieille Europe. Non satisfaite de renverser l'ancien régime sur le sol français, la République une et indivisible se crut appelée à jouer dans l'univers le rôle prétentieux de libératrice des peuples. A l'effet de leur apporter la liberté, elle trouva moyen de s'immiscer dans les affaires des pays limitrophes, les inonda de ses hordes rapaces et sanguinaires, qui comprirent trop bien leur tâche, en faisant disparaître tout vestige du passé.

Notre Valais, de même que les cantons voisins, subit la dure loi du plus fort, vit les troupes du Directoire l'envahir, frapper ses habitants de lourdes contributions, et, au nom de l'humanité, promener le fer et le feu dans notre vallée, de Sierre jusqu'aux sources du Rhône.

Après la victoire décisive de la Planta, remportée le 13 novembre 1475 sur l'armée savoyarde, les troupes du Haut avaient conquis le Bas-Valais, dont ils formèrent le gouvernement de St-Maurice. Les Bernois enlevant sans raison à la Savoie en 1536 les pays de Vaud, de Gex, les Valaisans, à la demande des populations qui craignaient pour leur foi, occupèrent militairement, dès le 5 février, les mandements de Monthey et d'Evian. Le 4 mars 1569, le traité de Thonon rendit le gouvernement d'Evian-St-Jean d'Aulph au vaillant duc Emmanuel-Philibert. Quant au territoire de Monthey, jusqu'à la Morge de St-Gingolph, pour le dédommager des

frais d'occupation, il resta au Valais, dont les limites ne devaient plus changer<sup>1</sup>.

La Maison de Savoie, souveraine du Bas-Valais pendant plusieurs siècles, avait su s'attacher les sujets par une administration sage et paternelle. Sous l'autorité des sept dizains, certes, nombre de gouverneurs réussirent à mériter l'estime des populations par leur équité, leur modération et même leur désintéressement — parmi eux plusieurs ressortissants de la contrée de Sierre; ainsi Pierre Antoine de Preux redemandé, pour ce poste, par Monthey, en 1791. — Pourquoi confia-t-on pareille charge à des hommes qui, par des procédés arbitraires et rapaces, excitèrent parfois l'indignation des gens ?

L'administration dure et tracassière du docteur Hildebrand Schiner, de Conches, gouverneur de Monthey en 1790, porta l'irritation à son comble. Injustement lésé, un paysan aux forces athlétiques, le Gros Bellet, marcha sur le château, à la tête de ses compatriotes du Val d'Illiez descendus dans le bourg pour la foire. Schiner maltraité s'enfuit sans chapeau et sans perruque. Le mouvement gagna St-Maurice, où l'on fêta bruyamment l'indépendance. A la prière de Mgr Blatter, l'Etat traita les meneurs avec clémence, et tout parut rentrer dans l'ordre, momentanément du moins<sup>2</sup>.

Un complot, au début de février 1791, se tramait à Val d'Illiez. Bien que la population ne fit point cause avec les perturbateurs, les sept dizains occupèrent le pays, de Martigny au Léman, sur le conseil du gouverneur Pierre Antoine de Preux. Une commission souveraine, dans laquelle Pierre de Chastonay de Sierre siégeait comme secrétaire, procéda à des arrestations et conduisit à Sion sept inculpés dont cinq furent condamnés et exécutés<sup>3</sup>.

Cependant, le Bas-Valais se fatiguait de cette longue servitude. En relations avec la France, par la littérature et les capitulations militaires, il suivait avec intérêt les événements, qui se déroulaient dans la grande nation voisine. Comment s'étonner que les idées nouvelles gagnassent chaque jour du terrain ? Le Directoire désirait intervenir dans

---

(1) Imesch, Blätter von Oberwallis, II.

(2, 3) Manuscrit Clément.

notre vallée ; à cet effet il envoya une de ses créatures, le jacobin Mangourit, préparer la position.

Quand les troupes du général Brune eurent pénétré en Suisse, Monthey et St-Maurice, suivant l'exemple des villes vaudoises, plantèrent l'arbre de la liberté le 28 janvier 1798. A cette nouvelle les Magnifiques Seigneurs du Haut, comprenant l'importance des faits, reconnurent l'indépendance du Bas-Valais, et notre vallée se vit incorporée à la République Helvétique <sup>1</sup>.

Cependant, fier de son indépendance et attaché aux usages de ses aïeux, le Haut-Valaisan ne pouvait se plier au nouvel état de choses. Les dizains votèrent, à la mi-mars, avec répugnance la nouvelle constitution portant leur nombre à dix et même, en avril, l'incorporation à l'Helvétique. On se soumit en apparence ; mais aux premiers jours de mai, Conches, à la voix du géant Sébastien Wegger se souleva et descendit la vallée, entraînant sur son passage tous les hommes capables de porter les armes. Arrivés à Sierre, le 5 mai, en bataillons improvisés, ils forcèrent les officiers Joseph et Eugène de Courten à se mettre à leur tête. — « Si vous ne nous suivez, nous mettons le feu à votre demeure », remarquèrent-ils au deuxième, qui monta à cheval en disant à sa fiancée : « Nous sommes perdus ». L'occupation de Sion amena l'intervention du Directoire.

Après avoir laissé au chef-lieu une garnison sous le commandement de Perrig, les dizains, franchissant la Morge, refoulèrent les Bas-Valaisans à Riddes ; à Ecône et à la Bâtiaz, les Vaudois accourus au secours du Directoire valaisan, qui s'était retiré à St-Maurice.

Le préfet Henri Pollier, sur ces entrefaites, avait, de concert avec les Chambres administratives du Léman et du Valais, envoyé au camp haut-valaisan, le Père Sigismond, du couvent des Capucins de St-Maurice, originaire de la vallée supérieure du Rhône. — Comprenant ce messager de paix, les Haut-Valaisans mandèrent quatre délégués négocier la soumission des dizains de Sion et de Sierre, le 12 mai. — Malgré les agissements du fourbe Mangourit, l'on avait accordé aux communes une trêve de 48 heures. Un second mes-

---

(1) Grenat 470 ss.



sage du général de Courten vint alors annoncer l'abandon, par ses soldats, des positions jusque derrière la Morge. De fait, il fallut aller, le 14 mai, jusqu'à Sion, pour remettre aux patriotes la réponse du conseil de guerre tenu à Bex, la veille, en présence de Mangourit, qui s'en réserva la rédaction.

Les conditions qu'il dicta, parurent dures à tous, voire inacceptables. Mais le frère .: voulait la guerre. Après avoir entravé les mesures pacifiques du colonel Bergier, il demanda le rappel de ce Vaudois honnête, le fit remplacer par le général Lorges, arrivé avec les bataillons d'invasion... <sup>1</sup>.

Au résident français, incombe donc, ce que nos **historiens ne mirent point assez en évidence** jusqu'ici, la responsabilité des hostilités... et des maux qu'elles entraînèrent.

Après les combats sanglants de **Chandolin**, où les Saviésans des deux sexes arrêtaient longtemps le bataillon de Montserrat; et de la **Morge**, où les patriotes tinrent en échec le gros de ses forces, trois heures durant, Lorges, à la suite d'une méprise d'un soldat, qui, après la reddition de la place, blessa mortellement le lieutenant français Hamilson, pilla Sion le 17 mai, sans aucun respect des lois de l'humanité, de la pudeur ... et chargea les vaincus d'énormes contributions. Le Valais dut se soumettre <sup>2</sup>.

Nouvelle levée de boucliers en 1799. L'armée française sous le commandement de Lollier, se porta, le 8 mai, de Sion sur Sierre, en commettant des actes de pillage et de violence sur tout son passage, de St-Léonard à Géronde. Les Haut-Valaisans, armés de leurs redoutables mousquets, les attendaient, embusqués dans la forêt de Finges réputée imprenable. Après avoir forcé le poste ennemi de Varone, ils repoussèrent, le 27 mai, les assaillants sur Sierre, leur enlevant quatre canons et deux drapeaux. Mais le général Xantrilles, surnommé justement « sans entrailles », ralliant les fuyards avec des troupes fraîches, surprit, dans la même nuit, les patriotes sans défiance et les écrasa, pour les poursuivre jusqu'aux confins de Conches.

Comment la contrée de Sierre n'aurait-elle pas souffert

---

(1) Mottaz : Expédition du Valais en 1798.

(2) Grenat 480.

de ces deux campagnes ? Les approvisionnements de ses troupes se faisant irrégulièrement, l'envahisseur mit à contribution non seulement le Bas-Valais, mais surtout les dizains de Sion et de Sierre. Facile, dès lors, de comprendre que, dans notre bourg et ses environs, la soldatesque se livra au vol, au pillage et aux pires excès, parfois par nécessité, souvent par rapine et cruauté.

« A Sierre même, dit le chanoine Imesch, l'on tua un » joaillier pour le voler ; à Cuchon, l'on mit à mort sans raison de pacifiques citoyens, et l'on tira de sang-froid un » faible d'esprit, soi-disant pour en débarrasser l'humanité, » ce qui arriva à Venthône et dans les villages environnants. » On brisa les portes des caves, les fenêtres des maisons ; » on détruisit le mobilier, on maltraita hommes, femmes et » vieillards ».

Le curé Kämpfen confirme ce témoignage. « Depuis Martigny à Sierre, assure-t-il, le corps expéditionnaire laissa » des traces d'indiscipline et de cruauté. A Sierre il exerça » toutes sortes de violences contre des citoyens innocents et » paisibles ; l'on força les caves, pillà les maisons ; l'on ravagea à ce point le séminaire épiscopal de Géronde qu'il » n'en resta plus que les murs. L'on ne saurait, sans blesser » tout sentiment de religion et de pudeur, rapporter le traitement réservé au lieu sacré, aux objets du culte, au » St-Sacrement même, ainsi que les libertés qu'on se permit » à l'égard des personnes ».

Sierre et la contrée, on le conçoit, conservèrent le souvenir de ces temps pénibles. La génération actuelle en parle encore après un long siècle. Longtemps le récit de ces tristes événements fit l'objet des conversations pendant les veillées d'hiver.

---

## CHAPITRE 2.

### Sierre s'oppose à l'annexion du Valais à la France en 1801.

Dès que le Directoire Helvétique eut connaissance des cruautés et des procédés rapaces de Xantrailles, il le remplaça par Turreau à la fin de juin 1799. Le Valais ne gagna guère au change. Après avoir pris part à la campagne d'Italie en 1800, avec sa division, qui passa le Mont-Cenis, le nouveau général s'installa à Domodossola, chargé par Bonaparte de surveiller la construction de la route du Simplon.

Soudain, au mois de mars 1801, une nouvelle alarmante vint jeter la consternation dans toute la vallée du Rhône : le premier consul qui ouvrait cette voie de communication du Simplon entre la France et l'Italie, songeait à incorporer le Valais à la Grande République. Certes, il avait, en qualité de général en chef de l'armée d'Italie, déjà fait en 1797 au vice-baillif François Antoine de Preux, de Sierre-Anchettes, des ouvertures restées heureusement sans suite. Partout, l'on protesta de sa fidélité à la Suisse, et la Chambre administrative du Valais crut de son devoir d'envoyer à Berne une délégation des premiers magistrats pour exprimer les sentiments d'attachement de nos populations à la Confédération. Turreau, sur ces entrefaites, revenait à Sion le 23 novembre 1801, prenant le titre de général français commandant en Valais, pays qu'il traita non pas en allié, mais en région conquise. Fort de l'appui de son gouvernement, ce boucher des Vendéens, se permit chez nous des mesures arbitraires, des injustices inqualifiables et ces abus de pouvoir regrettables, le tout en vue d'amener les habitants à demander l'annexion à la France. Inutilement ; par la voix de ses magistrats, le peuple valaisan lui donna toujours à entendre qu'il voulait rester libre. Turreau ne connut plus de ménagements ; il fit main basse sur les caisses publiques, destitua les premières autorités du pays, le receveur général Tousard d'Olbec de

Grône, le préfet national de Rivaz, la chambre administrative et greva les communes de lourdes contributions <sup>1</sup>.

Pas plus que les autres localités, Sierre ne pouvait s'accommoder du projet français ; aussi l'année 1802 débuta-t-elle pour lui par une série de mesures coercitives prises par Turreau. Le général, dans sa fureur, avait révoqué notre sous-préfet. Le 10 février, vint le tour de l'administration communale, à laquelle le général substitua illégalement une autre de sa création.

« Il se transporta, écrit de Rivaz, le 18 mars à Sierre » avec tout son état-major, le préfet intrus qu'il nous » imposait sous l'escorte de 30 à 40 grenadiers. Il s'y était » fait précéder par des bruits propres à inspirer la ter- » reur. Encore à Sion, il avait menacé des arrestations, des » exécutions militaires. Pourtant, il n'osa employer ces » moyens de rigueur. Il dina aux frais de la municipalité » créée par lui à Sierre... Après le repas, il fit appeler les » officiers municipaux des différentes communes convo- » quées, les pressa de nouveau de reconnaître les autori- » tés établies et d'acquitter les impositions. Il ne subit que » des refus et des protestations. »

A quelles impositions Turreau faisait-il allusion ? Dans le tableau de répartition dressé par le chanoine Grenat, le dizain de Sierre figure pour 1750 fr. par mois, soit pour 7000 fr. suisses pour quatre mois, somme rondelette pour l'époque <sup>2</sup>.

Pour payer leur quote-part, de petites communes durent engager leurs avoirs bourgeoisiaux. Au reste, l'exécution militaire frappait sans pitié les territoires qui tardaient à payer ces impositions injustes <sup>3</sup>.

Ces mesures iniques prises coup sur coup par le général français plongèrent d'abord nos populations dans le trouble et la consternation, mais elles provoquèrent dans la vallée du Rhône des protestations et une opposition générale à l'annexion rêvée. On le comprit bien à Berne, quand on l'introduisit devant le Petit-Conseil, présidé par Aloys Reding, une délégation de près de 80 communes du Valais,

---

(1) Emmanuel de Rivaz : Occupation du Valais.

(2) Grenat 543.

(3) Archives locales.

accourues au commencement de mars 1801 par le passage de la Gemmi. A sa tête, outre Louis Grégoire de Kalbermatten et Joseph Alphonse Kuntschen de Sion, se trouvaient l'ex-receveur Tousard d'Olbec et François Antoine de Preux, de Sierre-Anchettes, membre du tribunal suprême, autrefois vice-bailli, le premier représentant la partie française, le deuxième la partie allemande du pays.

Cette courageuse démarche fit impression sur les autorités helvétiques, qui s'employèrent de leur mieux à décider le gouvernement français à abandonner le projet d'annexer le Valais. Momentanément du moins l'on réussit : sur le désir de Bonaparte notre pays forma, quelques années durant, une République indépendante. Il se vit plus tard, en 1810, incorporé, de gré ou de force, à la France sous le nom de Département du Simplon. Jusqu'à la chute de l'Empire napoléonien, après la défaite de Leipzig en 1814, Sierre constitua un canton de l'arrondissement de Sion. L'administra, un conseil municipal nommé par le préfet du Département et présidé par le maire Joseph de Courten (1811) et Jacques de Preux (1913) <sup>1</sup>.

Pendant cette période de notre histoire, se fit remarquer par son habileté autant que par son dévouement à son diocèse, l'évêque Xavier de Preux, de Sierre, appelé le diplomate, auquel Napoléon décerna la croix d'honneur. Ce prélat fit le voyage de Paris accompagné de son parent Antoine de Preux, le futur vicaire général et grand doyen du Chapitre cathédral.

Quand ce puissant monarque eut disparu de la scène mondiale, le Valais, selon le désir de ses habitants et les vues des puissances, entra en 1814, dans la Confédération avec le rang de vingtième canton. Une constitution nouvelle, la troisième, élaborée sous les auspices des alliés et semblable à la précédente, la régit jusqu'en 1839.

---

(1) Archives de Sierre.

### CHAPITRE 3.

#### **Sierre, chef-lieu du dizain puis du district de ce nom.**

Dans la vallée du Rhône il exista de bonne heure des groupements amenés par les intérêts communs, et les relations entretenues par les habitants d'une même seigneurie servirent de base au lien communal. Ainsi s'établirent peu à peu des communes dans le territoire de l'Eglise de Sion, à Conches, à Mœrel, à Brigue, à Viège, à Rarogne, à Loèche, à Sierre, à Sion dans le Haut ; dans le Bas-Valais, à Ardon, Chamoson ainsi qu'à Martigny. Ces communautés apparaissent au XIV<sup>e</sup> siècle, sinon « plus tôt », au nombre de dix : de là l'appellation de dizains que ces agglomérations prirent de fait, vers 1350, groupant autour d'elles, s'associant les autres localités de moindre importance au fur et à mesure que celles-ci s'émanciperont de la tutelle de leurs seigneurs ou s'en rachèteront <sup>1</sup>.

D'abord, ces communautés principales vécurent dans la dépendance étroite des officiers épiscopaux, l'avoué, le major, le vidomne ou le châtelain, puis elles surent obtenir du prince-évêque, en faisant habilement valoir leurs services contre la noblesse, des privilèges toujours plus importants, figurant dans les conseils du prélat et siégeant au milieu des représentants de la terre du Valais après la guerre de Rarogne vers 1420.

Cependant, l'intervention du comte Amédée VII de Savoie imposant, en 1384, la Morge de Conthey comme limite entre le Valais Episcopal et le Valais Savoyard, avait enlevé à l'Evêché la majorité d'Ardon-Chamoson, ainsi que la châteltenie de Martigny. Après la conquête du Bas-Valais en 1475, ces terres revinrent bien à la Patrie Valaisanne, mais elles restèrent des terres sujettes. De plus, Mœrel à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, se rattacha à Rarogne, ne formant plus avec lui qu'un dizain. Il ne resta donc plus en présence que les

---

(1) Gremaud *passim*.

sept dizains de la République du Valais, du XV au XIX siècle.

A la suite de l'entrée des Français en Suisse, les Haut-Valaisans renoncèrent à leurs droits seigneuriaux au-dessous de la Morge, et l'Assemblée Constituante provisoire à St-Maurice, porta le nombre des dizains à dix, ajoutant, en mars 1798, aux sept anciens les dizains d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey.

Bonaparte voulant isoler le Valais le fit, en 1802, proclamer sous la forme de République indépendante. Pour donner quelque satisfaction au Bas-Valais plus peuplé, la nouvelle constitution établit douze dizains, joignant aux dix précédents ceux de Martigny et d'Hérémence. A la chute de Napoléon, les Alliés crurent s'employer à cimenter la paix entre les deux parties de notre canton, en fixant dans la constitution le nombre des dizains à treize. Les Communes de Conthey, de Nendaz, avec Ardon et Chamoson constituèrent dès lors le dizain de Conthey, le benjamin. Depuis, il ne survint plus de changement dans l'organisation des dizains qui prirent, après 1848, définitivement le nom de district.

Nous pouvons suivre cette évolution à Sierre ; la communauté primitive formée par la seigneurie vidomnale constitua, au XIV siècle, un dizain, dont le territoire comprendra la contrée avec Anchettes, Venthône, Randogne, Cordonnaz, Miège, au mont ; en plaine, Chippis et Chalais.

Bien que commune séparée en 1449, Chippis entretint toujours des relations avec le dizain, tout comme Chalais qui s'en détacha vers 1200 pour devenir seigneurie. Adhèrent à leur tour : Lens au XV ; au XVI siècle, Grône, puis, au militaire, St-Léonard, châtellenie de l'évêque, relevant tous trois, au principe, de la châtellenie de Granges ; enfin, la châtellenie d'Anniviers, dépendant de l'évêché. La Révolution, en 1798, supprima les droits seigneuriaux du moyen-âge et les limites du dizain de Sierre ne changèrent plus<sup>1</sup>.

Néanmoins des modifications eurent lieu dans ses titulaires. Sous l'ancien régime, l'on cumulait facilement les pouvoirs, que le nouveau séparera définitivement.

---

(1) Archives locales.

Ainsi le grand châtelain, anciennement premier personnage de la juridiction, présidait le conseil du dizain, rendait la justice en appel pour Lens, Chalais, Vercorin, Grône. Il avait un lieutenant pour le remplacer en cas d'empêchement ou d'incompatibilité. Depuis les constitutions de 1798, de 1802 et de 1815, surtout la loi du 20 mai 1826, attribuèrent à chaque dizain un conseil composé des représentants des communes, avec un président, de droit député à la Diète cantonale, ainsi qu'un tribunal constitué du grand châtelain ou de son lieutenant et de six assesseurs fonctionnant au-dessus des châtelains communaux. A ce conseil de dizain d'élire son bureau, les députés à la Diète, le grand châtelain et ses assesseurs<sup>1</sup>.

Chaque dizain, au militaire, avait sous l'ancien régime sa bannière, portée par le grand banneret ou son lieutenant, un effectif de 300 hommes commandés par le capitaine général ou son lieutenant... Après 1798, le Valais se divisera en arrondissements ; et 1848 posera une centralisation de l'armée, des postes et des douanes<sup>2</sup>.

Quant à la commune, elle avait pour l'exécutif un conseil de membres, élus à vie ou à terme. Elle administrait la justice par un châtelain ou son lieutenant, nommés par l'assemblée primaire sur présentation du conseil communal qui choisissait également les députés au conseil de dizain, dont font partie de droit les présidents des localités.

Les constitutions cantonales de 1839 et 1840, introduisirent la représentation proportionnelle des districts à la Diète. Après la chute du Sonderbund, les constitutions fédérales de 1848 et de 1872, apportèrent de nombreuses modifications à notre édifice politique.

Déjà, il existait à Sion une cour d'appel pour les causes civiles et criminelles. Depuis 1848, l'Etat nommera un préfet qui le représentera dans le district et présidera le conseil de tout ce territoire.

---

(1) Ribordy.

(2) Annuaires du Valais.

---



## CHAPITRE 4.

### **Séparation des communes (1839). Démembrement de la grande bourgeoisie (1870). Conseils municipal et bourgeoisial (1848).**

Avant la Révolution de 1798, la contrée se composait de trois tiers. Les villages d'une certaine importance : Veyras, Miège et Venthône, du tiers du milieu ; Randogne et Mollens-Cordonaz, du tiers supérieur ; et le Plan de Sierre, le tiers inférieur, constituaient, néanmoins, autant de communes, renfermaient autant de bourgeoisies, parties intégrantes de la communauté générale et de la grande bourgeoisie. Bien qu'indépendantes, ces agglomérations entretenaient entre elles des relations, non seulement de bon voisinage, mais d'administration, traitant certaines affaires de parcours, de pâturages, d'alpages, d'eaux et chemins au conseil de la contrée, siégeant à la tour de Venthône, où se conservent les archives de la corporation, soit à la salle du Poêle, dans la maison communale de Sierre.

Sous le nouveau régime, ces liens se relâchèrent encore. Pourtant, une séparation complète du Plan d'avec la montagne ne s'effectua qu'en 1839. A la suite d'une inondation désastreuse du Rhône en 1836, les deux tiers supérieurs finirent par abandonner les communaux de la plaine à Sierre, qui, de son côté, renonçait à ceux d'en haut, et, à l'avenir, se chargeait de l'endiguement du fleuve. Cet arrangement fixait définitivement les limites du chef-lieu au communal.

Restait la bourgeoisie. Celle-ci, à son tour, vers 1870, se retira de la grande bourgeoisie. La séparation apparaissait complète et laissait à Sierre son territoire actuel, sur les deux rives du fleuve.

Jusqu'au nouveau régime, les bourgeoisies avaient gouverné le pays. Leurs membres composaient les conseils nommés par les assemblées primaires, bien que l'on distinguât avec soin la communauté de la bourgeoisie, comme nous l'avons indiqué plus haut.

Or, en 1798, la constitution helvétique imposée au Valais proclama l'égalité des citoyens devant la loi et l'admission

de tous aux charges publiques, auparavant l'apanage plus ou moins des seuls bourgeois. Les bourgeoisies dès lors cédèrent le pas aux municipalités créées, pour s'occuper surtout de leurs intérêts, d'œuvres sociales et philanthropiques.

Gardons-nous, néanmoins, de croire que cette transformation s'opéra facilement et aussitôt dans notre canton, où les populations continuèrent à nommer des conseils composés de bourgeois et de non bourgeois. Il fallut à Sierre, comme à Sion du reste, toute l'autorité de la Constitution fédérale de 1848, imposée, chez nous, par les baïonnettes du colonel Rilliet, pour changer les habitudes de plusieurs siècles.....

Depuis, Sierre élit deux conseils, le municipal et le bourgeoisial, avec des présidents et des membres rééligibles à chaque période. Un préfet représenta désormais l'Etat dans le district. Pour la justice, un juge remplaça l'ancien châtelain ; un juge instructeur, le grand châtelain, dénominations qui, avec celle de syndic finirent, mais bien lentement, à tomber en désuétude.

Nous avons donné plus haut, page 88, la série des procureurs ou présidents bourgeoisiaux. Voici la liste des présidents municipaux et des juges, après 1848.

1848 Elie de Courten, élu en 1845, qui présidait également le conseil général de la bourgeoisie durant 1848 et 49 ; 1850 Adrien de Courten ; 1852 Eugène de Courten ; 1853 Joseph de Preux ; 1855 Jean Anthoine ; 1857 Frédéric de Courten ; 1871 Victor de Chastonay ; 1875 Théodore de Preux ; 1881 Victor de Chastonay ; 1889 Théodore de Preux ; 1895 César de Sépibus ; 1908 Michel Zufferey ; 1913 Zwisig Pierre-Marie ; 1917 Maurice Bonvin, le titulaire actuel.

### Juges

1848 Pierre Walther ; 1852 Elie Zufferey ; 1853 Gaspard de Chastonay ; 1855 Antoine Zwissig ; 1872 Gaspard de Chastonay ; 1892 Laurent Pellanda ; 1902 Maurice de Preux ; 1905 Adolphe Rey ; 1927 Albert Bornet, encore en fonction.

N. B. — Sous l'ancien régime, la grande bourgeoisie de la contrée possédait tout un mobilier inventorié en 1749, en 1777 et 1785 : 50-60 gobelets d'argent, des channes ; des tables et des bancs dans la Salle du Poêle ; en cave 5 tonneaux, des barreaux, un pressoir ; en magasin 50 sacs de sel ; dans la grande salle, 2 mortiers, 45 fusils, 48 baïonnettes, 3 sabres, 2 drapeaux... l'arsenal du dizain.

## CHAPITRE 5.

### Sierre devenu le siège du gouvernement du Haut-Valais en 1839.

La gêne qui se fit sentir à la suite de tous ces bouleversements calma momentanément les esprits.

Après 1830, des hommes imbus à l'étranger d'idées nouvelles, officiers au service des Etats voisins ou étudiants dans les universités du dehors, travaillèrent, à leur retour dans leurs foyers à les faire valoir dans leur entourage et leur champ d'action. Certes, les circonstances les aidèrent à souhait.

La constitution imposée en 1815 par les puissances alliées partageait le canton en treize dizains ayant tous quatre députés à la diète, sans égard au chiffre de population. De la sorte, le Valais français relativement plus peuplé se trouvait préterité. D'ailleurs, en 1820 déjà, frappé de cette inégalité, le dizain de Sierre, parce que plus populeux que les autres, avait demandé une représentation plus forte à la diète, demande ajournée... indéfiniment<sup>1</sup>.

A ce grief s'ajouta la loi complémentaire du 20 mai 1826, sur l'organisation des communes et des dizains, loi à laquelle les sections de Martigny, impuissantes à faire révoquer, répondirent par l'érection d'un arbre de liberté, le 21 mai 1831. Vint enfin le refus de la diète cantonale de prendre en considération le projet Rossi en vue de la révision du Pacte fédéral. Pourtant, la proportionnelle demeurait le grand cheval de bataille contre le gouvernement.<sup>2</sup>

Estimant le moment venu, le Bas-Valais demanda de nouveau, en 1838, pour les districts, à la diète, une représentation de députés proportionnée à leur population. Les Haut-Valaisans feignirent de faire droit à leur réclamation, puis tergiversèrent, malgré l'avis favorable de la majorité du gouvernement et de la diète qui, le 14 décembre 1838, vota

---

(1. 2) Gay, Ribordy.

la proportionnelle par 29 voix contre 27. Le gouvernement cherchant encore à temporiser, les partisans de l'initiative ne firent plus aucun cas de la constitution.

Forts du dernier vote de la Diète en faveur de leur motion, les dizains de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey, envoyèrent à la diète du 14 janvier 1839, un nombre de députés proportionné à leur chiffre de population, en raison d'un représentant par 1000 âmes.

Après une protestation, le grand-bailli Maurice de Courten, de Sierre, leva la session et quitta la salle, suivi des députés du Haut-Valais, tandis que ceux du Bas, auxquels se joignirent bientôt les représentants de Sion et d'Hérens, (ces derniers momentanément du moins), se constituèrent en assemblée législative, pour élaborer une nouvelle constitution. De ce fait, le Valais eut deux gouvernements : l'ancien, retiré peu à peu à Sierre ; et le nouveau, siégeant à Sion.

A la demande du premier de ces Conseils d'Etat, la Confédération intervint ; mais ces démarches ne réussirent point à réconcilier les deux partis. Il ne restait désormais que deux alternatives : diviser le Valais en deux demi-cantons ou recourir aux armes. Comme la Diète fédérale s'opposait à la séparation, la guerre devait décider. L'incident d'Evolène-Lanaz, seule commune restée fidèle au Bas, dans la vallée d'Hérens, devint le signal d'une prise d'armes.

Les partisans de la nouvelle constitution répondirent aussitôt à l'appel de leur chef, et se concentrèrent à Sion au nombre de 5000. A leur tête se trouvait le colonel Maurice Barman de Saillon, avec les commandants Joris, Bruchez et Morand et le major Guillaume de Kalbermatten comme chef de place ; tandis que le comte Louis de Courten de Sierre dirigeait 5000 Haut-Valaisans, dont les avant-postes campaient à Champlan, Grimisuat, Arbaz, St-Léonard, et le corps principal à Bramois. Mgr Roten fit encore une tentative pour prévenir les hostilités ; une conférence des deux partis se réunit le 31 mai aux avant-postes, à Uvrier près St-Léonard. L'entrevue demeurant sans résultat, la journée du lendemain devait trancher la question par les armes. Après quelques engagements de peu d'importance, le premier avril, les Haut-Valaisans se replièrent en désordre sur Sierre, poursuivis par leurs adversaires qui occupèrent notre

bourg. Cependant pour n'être pas isolée, l'armée de Bramois recula à son tour sur Grône, Chalais et notre chef-lieu.<sup>1</sup>

Sur ces entrefaites, il se déroula un drame bien regrettable. Les soldats en déroute, à la nouvelle de leur licenciement ordonné par le conseiller d'Etat Taffiner, entouraient le château de Courten, proférant des paroles sinistres ; ils demandaient « des chefs, des cartouches et du pain ». Mais le gouvernement de Sierre avait disparu. En apprenant la retraite des Haut-Valaisans, le grand bailli Maurice de Courten avait quitté notre territoire, ne se sentant plus même en sûreté à Loèche-les-Bains. Restait au château familial Pierre de Courten, son frère aîné, qui, n'ayant pris aucune part aux luttes politiques, se croyait à l'abri de la vindicte populaire. Hélas ! une foule en délire après un échec, se porte facilement à des excès. « Une bande d'exaltés pénétra dans l'antique demeure, entraîna ce vieillard pacifique, qu'ils prirent pour le grand-baillif, et le frappèrent de coups mortels dans l'escalier du château ». Effrayés alors de ce meurtre, ils quittèrent Sierre en toute hâte pour se replier en désordre sur leurs vallées<sup>2</sup>.

Le 3 avril, eurent lieu les obsèques du malheureux Pierre de Courten, obsèques auxquelles prirent part des officiers des deux camps. « Sous le portail de la modeste église, dit le colonel de Rilliet, s'ouvrit le caveau de famille ; on y déposa le cercueil avec un pieux recueillement, puis tous les assistants répandirent de l'eau bénite, chacun demandant à Dieu dans son cœur que tous les sentiments de haine et de vengeance fussent également ensevelis dans ce tombeau ».

Ce fut la dernière victime de cette regrettable guerre. Le même jour, les Bas-Valaisans occupèrent sans coup férir Loèche et Tourtemagne. A une proclamation conciliante du Dr Joseph Barman, les dizains de Rarogne, Viège et Brigue, répondirent par la soumission. Le corps d'occupation rentrait dans ses foyers déjà le 6 avril.

---

(1) Ribordy.

(2) Ribordy, Gay.

## CHAPITRE 6.

### Le chemin de fer.

Située entre la Suisse, la France et l'Italie, notre vallée du Rhône joua de tout temps un rôle dans l'histoire. Napoléon, à cet effet, fit relier, vers 1800, l'Ossola avec Brigue, par la route du Simplon, qui coûta 18 millions. Un demi-siècle plus tard surgissait la question des chemins de fer alpins.

La première, l'Angleterre avait essayé la traction à vapeur avant 1800. En Suisse, des expériences heureuses eurent lieu vers 1845, à la suite desquelles des sociétés se fondèrent, pour mettre en valeur ce genre de locomotion.

Après les remous révolutionnaires de 1848, l'Europe, un instant pacifiée, créa des voies de communication qui devaient rapprocher les peuples et faciliter les conditions de la vie.

Le comte de La Valette, homme d'affaires plus habile qu'ingénieur expérimenté, réussit à fonder à Paris, en 1856, la compagnie de la ligne d'Italie, société par actions de 25 millions, avec siège à Genève. Préalablement il avait obtenu l'autorisation du gouvernement du Valais, suivie, en 1857 de celle du Piémont. Les ressources nécessaires à peine réunies, l'entreprise commença, en 1859, la construction de la section du Bouveret-Martigny. Déjà depuis 1858, existait le Villeneuve-St-Maurice. L'an 1860 vit continuer la voie jusqu'à Sion, avec un matériel bien provisoire<sup>1</sup>.

Cependant la main-d'œuvre avait coûté gros et l'état financier, à cause d'imprévus, devint précaire. Cette situation se compliqua encore du fait de divergences de vues dans la direction. Le 6 juillet 1865, le tribunal de commerce de Genève prononça la faillite de la société.<sup>2</sup>

---

(1, 2) Stockmar ; La ligne du Simplon.

La Valette, sans se laisser déconcerter, organisa alors la seconde ligne d'Italie qui poursuivit l'entreprise, en rachetant les fonds de la première pour 2.500.000 fr. Voulant donner des preuves de sa vitalité, celle-ci continua le réseau de Sion à Sierre, profitant, du reste, des travaux d'art et de terrassements exécutés. L'inauguration de ce tronçon se fit, le 15 octobre 1868, à grand renfort de réclames et d'invitations aux journaux d'Europe.

A son tour, la nouvelle ligne d'Italie tomba en faillite en 1872, malgré les expédients de La Valette pour se procurer des ressources. La compagnie de la Suisse Occidentale, sous le nom de compagnie du Simplon, en 1875, reprit les travaux, inaugurant le parcours Sierre-Loèche, le 1 juin 1877 ; le 1 juillet 1878, ceux de Loèche-Viège et de Viège-Brigue. A l'inauguration de la gare de Brigue, à laquelle assistèrent des représentants des autres cantons, mais aussi des nations voisines, l'on envisagea déjà le percement du Simplon, achevé en mai 1905, par la nouvelle compagnie du Jura-Simplon, à la suite de la fusion du Jura-Berne-Lucerne avec la société du Simplon.<sup>1</sup>

— Les débuts de pareilles entreprises, on le conçoit, apparaissent pénibles. Jusqu'alors, on avait cherché à travailler rapidement et à bon marché. Ainsi, à Sierre, tête de ligne de 1868 à 1877, la direction n'avait construit qu'une gare provisoire en bois, à droite de la voie, en montant, presque en face du lit de la Mondereschi. Vers 1870, les Sierrois étonnés y purent à loisir admirer la reine Isabelle d'Espagne, de passage dans notre vallée.

Le provisoire dura quelques années. En 1879, le gros œuvre de la ligne achevé jusqu'à Brigue, l'entreprise réussit enfin à s'occuper des détails. Elle remplaça le matériel de première main, consolida les endroits dangereux de la voie et construisit chez nous comme ailleurs, une gare plus confortable, agrandie à trois reprises à cause du développement de notre localité ; plus tard, une halle aux marchandises.

Qui dira l'utilité du chemin de fer pour le pays et notre localité en particulier ? Jusqu'à cette date, Sierre n'avait guè-

---

(1) Ibidem

re les moyens de faire connaître et apprécier au dehors les produits du sol, pour écouler ses fruits, ses vins à l'étranger. Tout le transit se faisait péniblement par la route du Simplon et quelques cols des Alpes, surtout la Gemmi qui voyait passer quelques setiers de muscat dans l'Oberland.

Désormais la voie ferrée changera les conditions de notre bourg ; elle permettra d'expédier nos productions dans les cantons voisins et même à l'étranger, d'échanger avec l'extérieur les richesses de notre sol ; elle contribuera à développer le commerce et l'industrie hôtelière. Gardons-nous enfin d'oublier le service rendu au service postal, qui se faisait péniblement par diligence... ou piéton...

Pour le transport des voyageurs, la ligne du Simplon, verra plus tard, avec le développement des hôtels de Montana, le raccordement des deux lignes secondaires du Sierre-Montana-Vermala... ainsi que du Sierre-Chippis, après la création des usines de Chippis.

---



## CHAPITRE 7.

### La grande cible de Sierre.

Par ordonnance de la Diète, des tirs s'organisèrent dès 1550, dans les chefs-lieux de dizains, à Sierre comme ailleurs, pour habituer au maniement des armes. Soldats et citoyens prirent goût à ces exercices annuels, ce qui provoqua la création des sociétés d'arquebusiers dans tous les centres.<sup>1</sup>

Chez nous, la confrérie des arquebusiers de la noble contrée existe au XVII<sup>e</sup> siècle. Un livre de reconnaissances, de 1771 (*liber nobilis tribus sclopetariorum*) du Plan, sous la présidence d'illustre Joseph Jacques de Preux, grand banneret du dizain, ancien vice-baillif du Valais, autant que les pièces de nos archives et les usages d'antan nous fournissent des renseignements.

Pareil groupement se proposait de développer le noble jeu du tir. A cet effet, ses membres se réunissaient plusieurs fois l'an, pendant la bonne saison, en un endroit écarté, aux environs de la localité ; à Sierre, près du pont du Rhône.

Constitués en assemblée, les participants élaient un comité composé du capitaine, de son lieutenant, du secrétaire, pour le protocole. Le premier, avec la direction générale, paraissait cumuler les fonctions de trésorier, prêtait lui-même des sommes par des titres dressés en due forme devant notaire et témoins, avec hypothèques et cautions.

Le comité se renouvelait plus ou moins tous les deux ans, réélu souvent par acclamations probablement. Dans la liste des capitaines, les mêmes dignitaires, avec tous leurs titres, reviennent plusieurs fois de suite ou au bout de quelques années, ce qui prouve combien l'on tenait à ces honneurs.

Cet exercice à l'arquebuse devint vite populaire dans nos régions. Aussi notre confrérie compta-t-elle de nombreux

---

(1) Grenat.

participants, qui profitaient des réunions pour deviser des événements du jour, pour s'entretenir d'affaires. Puis l'on mangeait ensuite un morceau arrosé par le verre de l'amitié, aux frais de la généralité. Ne fallait-il pas, dès lors, des fonds constitués par des dons, des cotisations et une finance d'entrée ? L'association possédait ainsi des capitaux qu'elle prêtait dans la noble contrée, dans les villages environnants, jusqu'à Rarogne. Plus tard, elle acheta des vignes, que ses membres travaillaient par corvées, réunis à jours déterminés au son des tambours et... des fifres.

La généralité réussit à recueillir des fonds, qui permettaient de procurer des avantages aux individus. Bien naturel qu'elle réclamât une finance d'entrée qui semble assez rondelette déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, 30 à 40 livres (120-150 fr) ; au XIX<sup>e</sup>, 150-200 fr., pour soi et pour ses descendants. Toutefois, à ceux-ci, il incombait l'obligation de reconnaître la cible par une marendra aux sociétaires soit par quelque argent. Vers 1780, la reconnaissance coûtait 5 livres, environ : 20 francs.

Ainsi, Chrétien Zwissig, communier de Sierre, à sa réception en 1819, s'engage à payer 48 couronnes et 15 batz, soit : 180 fr., pour lui et ses descendants.

Voici une admission originale en 1869. Benoît Genoud, de Mission, négociant à Sierre pour son agrégation à la cible, payera le souper d'usage et 50 fr. au capitaine. Si ses fils sollicitent pareille faveur, ils devront payer encore 150 francs.

Napoléon semble encourager ces exercices qui préparaient les jeunes au service militaire. Le 25 juin 1813, le préfet du Département du Simplon, à la demande du capitaine des arquebusiers de Sierre, autorise la continuation du tir à la cible, jusqu'alors en usage.

Selon les registres, la grande cible de Sierre existait encore en 1872. Comme son administration laissait à désirer, elle se disloqua et donna naissance aux sections de Miège, Venthône, Mollens, Randogne, qui s'en partagèrent les fonds et ouvrirent chacune un champ de tir. Quant à la section du chef-lieu, elle continua à utiliser le local de la grande cible.

Primitivement, il n'existait sur l'emplacement du tir qu'un abri provisoire. Un acte de 1774 parle d'une galerie (in lobiis metae). C'était l'endroit où se plaçaient les tireurs

avec une barrière pour éviter la cohue. Vers le milieu du XIX siècle, le protocole mentionne un bâtiment de la cible.<sup>1</sup>

### Liste des capitaines.

1770, Joseph de Lovina, de Sierre, ancien grand châtelain. — 1771, Joseph Jacques de Preux, d'Anchettes, banneret de dizain et ancien grand châtelain. — 1773, le colonel Maurice de Courten, ancien grand châtelain. — 1777, Joseph de Lovina, autrefois grand châtelain. 1778, Hyacinthe de Preux, ancien châtelain du vidomnat et capitaine général. — 1782, Pierre Antoine de Preux, capitaine de dizain. — 1785, Joseph Augustin de Preux, ancien grand châtelain. — 1788, Jean Fidèle de Chastonay, de Venthône, autrefois grand châtelain. 1791, Joseph de Lovina, ancien châtelain du vidomnat. Dans un acte figure son lieutenant. — 1793, Jacques de Preux, capitaine en France. — 1794, Joseph de Lovina, châtelain du vidomnat. — 1797, François Nicolas de Chastonay, de Venthône, ancien grand châtelain. — 1802, Pierre Antoine de Preux, de Sierre, vice-baillif du Valais. — 1806, Augustin de Preux, d'Anchettes, banneret. — 1808, François Antoine de Preux, d'Anchettes, vice-baillif. — 1814, Maurice de Courten, receveur d'Etat. — 1820, Pierre Antoine de Preux, (bis) président de dizain. — 1822, François Antoine de Preux (ter). — 1825, Alphonse de Courten, autrefois grand châtelain. — 1828, Pierre Antoine de Preux, d'Anchettes, ancien châtelain de dizain. — 1834, Aloïs de Preux d'Anchettes. — 1835, Adrien de Courten, ancien président. — 1836, Joseph de Preux, de Sierre, vice-grand châtelain. — 1840, Jean Joseph Theytaz, d'Ayer, habitant Veyras, grand châtelain. — 1850, Elie de Courten, préfet de district. — 1860, Frédéric de Courten, préfet, capitaine de la grande cible de Sierre. — 1869, Joseph Caloz de Miège, lieutenant. — 1872, Joseph Caloz, capitaine. — Survint la séparation de la grande cible. Désormais, nous retrouvons des capitaines des sections locales : Pierre Louis Masserey, à Venthône. — Jean Marie de Chastonay à Sierre<sup>2</sup>.

---

(1, 2) Livre de reconnaissances 1771.

— Après la séparation, la cible du Plan de Sierre continua les traditions de sa devancière, choisissant dans le bourg son comité auquel on ajouta un procureur chargé de servir la marendra au charivari, notamment à l'admission des membres. On retint la finance d'entrée ou de reconnaissance, les tirs des dimanches, l'été. A la clôture de ces exercices, l'on proclamait solennellement les deux champions du tir de société et du tir libre. Précédés du tambour, nos deux héros parcouraient ensuite la rue principale, suivis d'une foule de grillots qui les acclamaient.

Vers 1910, une société par actions de 50 fr. se constitua pour construire un nouveau stand. La municipalité le racheta en 1925, pour le mettre à disposition des soldats tenus au tir militaire imposé par la Confédération.

A l'effet d'encourager les amateurs, il surgit encore à Sierre, la société du tir au pistolet, en 1911 ; en 1919, celle des sous-officiers.

Citons, en terminant, les sociétés de gymnastique et le groupement des éclaireurs et le club alpin.

---

## CHAPITRE 8.

### Le Rhône et... ses droits.

Le Rhône demeurera l'enfant terrible du Valais. Au moyen-âge, il se taillait un vaste domaine dans la plaine, réduisant une partie de son territoire à l'état de marécage. — Les torrents de la Sinièse, de la Mondereschy et de la Bonne-Eau, à la saison des pluies ou à la fonte des neiges, venaient l'aider dans ses frasques ; de sorte qu'il fallut, avec le temps, les tenir en respect dans leur lit, si large fût-il.

En qualité de souverain, l'évêché, avons-nous vu dans la première section, jouissait des droits de péage, de rivage et de pêche, droits qui apparaissent dans les chartes dès le XIII<sup>e</sup> siècle, affermés à des communautés ou même à des particuliers, avec l'obligation d'entretenir le pont du Rhône.<sup>1</sup>

Le prince-évêque avait inféodé ces avantages aux nobles de Platea, auparavant aux d'Albi et même aux de la Tour-Châtillon probablement. En 1533, François de Platea refusa de reconnaître plus longtemps un fief si onéreux, à la suite des frais du pont. Le prélat sédunois le céda, en 1544, à la contrée de Sierre. Au droit de pontonage, exercé par Sierre, Chablais fatigué répondit en 1583, en portant lui aussi un péage à travers son territoire. Il fallut l'intervention de l'évêque Hildebrand de Riedmatten pour amener un accord.

En 1584, le grand procureur, Pierre Pott, syndic du Plan, donna, au nom de la communauté des trois tiers, reconnaissance du fief comprenant : 1) le droit de péage avec faculté d'établir un bac en cas de destruction du pont ; 2) un droit de vanel unique dans la châtellenie ; 3) un droit de rivage portant sur tout ce qui descend du fleuve sur les deux rives, en ce territoire.<sup>2</sup>

---

(1) Archives de Sierre.

(2) Ibidem.

Sierre, probablement pour faciliter la tâche, affirmait ces droits au plus offrant : celui de rivage à la commune de Grône, en 1610, la pêche réservée ; en 1614, celui de péage, à Barthélemy Loye.

Cependant Sierre, fatigué des frais de la construction successive de plusieurs ponts, renonça, en 1661, au fief avec tous ses avantages. Intervenant alors, l'Etat du Valais força la contrée, en 1675, de reprendre à sa charge l'entretien du pont refait après l'inondation de 1666, avec le concours des localités voisines, notamment de Chalais, pont que l'évêque lui remit, accompagné de tous les droits seigneuriaux y attachés.<sup>1</sup>

A remarquer que la question du pont se compliquait de celle des barrières du Rhône, qui provoqua, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, des conflits avec Salquenen, Chippis, Chalais et Ammiers, comme du reste, pour la jouissance des bois, des pâturages et les marais des îles bordant les deux rives du fleuve, terrains de libre parcours, dont le partage entre les paroisses intéressées ne se fera définitivement que dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>2</sup>

En 1695, le Rhône rompit la grande barrière au-dessus des Devenas. Abandonnant son ancien lit, du côté de Chalais, il fit irruption, passant à travers un angle de la seigneurie de Daval, dans les îles de Sierre, pour se jeter contre le mont de Lens, où il coule maintenant — ce qui amena de nouvelles difficultés avec Chippis. Pour dédommager le Plan de Sierre, les deux tiers supérieurs de la contrée lui cédèrent l'île Farcon en 1699, puis en 1758, tous les grands communaux situés sur son territoire, à l'exception de la carrière de Cuchon et les droits attachés au pont du Rhône. Cette réserve renfermait, on le conçoit, matière à des différends, suivis en 1796 d'un arrangement entre les tiers au sujet du bois de rivage, selon la reconnaissance du syndic, Pierre Pott, en 1584.<sup>3</sup>

Pourtant, Sierre se réservait l'île Farcon. En 1821, les digues au-dessus du pont du Rhône occasionnèrent une discussion devant la diète, qui décida que la contrée payerait 500 francs, à Sierre pour l'endiguement, mais conserverait les droits de rivage et de vanelage. Une inondation, qui emporta, en 1835, les barrières du fleuve sur Sierre et couvrit de gra-

---

(1, 2, 3) Ibidem.

vier une partie de l'île Farcon provoqua un nouveau conflit. Fatigué, l'Etat invita les intéressés à porter l'affaire au contentieux. Sur ce, Sierre reçut l'ordre de construire des digues, de manière à rejeter le Rhône dans son ancien lit, du côté de Chalais. A cet effet, il mit, le 22 septembre 1837, en adjudication les bois déposés par le courant sur l'île Farcon, ce qui souleva une opposition de la part des communes des tiers supérieurs, au nom des droits de rivage et de pêche, attribués à la contrée, par la décision diétale de 1821, depuis la Raspille jusqu'au territoire de Granges.

Comme les travaux imposés à Sierre pour le redressement du Rhône, demandaient des sacrifices, la montagne, en 1839, céda définitivement à la plaine tous les grands communaux, propriété de l'ancienne communauté de toute la contrée de Sierre. De ce fait, le bourg du Plan trouvait ses limites actuelles, mais contractait, concernant le fleuve, des responsabilités et des obligations. Avec le concours du canton et de la Confédération, il pourra accomplir le gros œuvre du redressement et de l'endiguement de son lit vers 1860.<sup>1</sup>

A la lecture de ce chapitre, l'on se demandera peut-être la signification des droits moyenâgeux de pontonage, de rivage et de vanelage.

Payait un droit de pontonage, pour l'entretien du pont, toute marchandise ou animal, droit de péage supprimé par la Révolution de 1798. Le droit de rivage permettait de s'approprier tout ce qui descendait par le fleuve entre les deux rives de la juridiction, notamment le bois.

Quant au vanel, il consistait à enfoncer dans le courant principal ou dans l'un de ses bras, lorsque la saison le permettait, des piquets en forme d'éventail qui, sans trop gêner l'écoulement des eaux, suffisaient à arrêter le poisson. Celui-ci, dans ses pérégrinations au-dessus de l'appareillage, se trouvait, pour descendre, amené puis enfermé dans une grande claie d'osier, où le pêcheur le prenait au moment de la levée.

---

(1) Ibidem.

## CHAPITRE 9.

### L'instruction primaire.

Avant le XIX siècle, les autorités supérieures ecclésiastique et civile, recommandaient l'instruction primaire, mais ne s'occupaient guère directement que de l'enseignement secondaire, des principales écoles, des collèges de Sion, Brigue, St-Maurice. Il importait de procurer aux étudiants du pays l'occasion d'apprendre chez nous, les langues, les mathématiques et les sciences, de faire des études classiques pour se préparer aux carrières libérales. Sinon nos jeunes gens auraient dû fréquenter les établissements similaires de Lausanne, Genève, Berne, Zurich, Bâle, ce qui aurait occasionné des frais et réservé des dangers. En haut lieu, l'on abandonnait volontiers le souci de l'école élémentaire aux communes ainsi qu'aux particuliers.

Cet état de choses imposait souvent aux ecclésiastiques, outre leur ministère, le soin de l'instruction, la charge de pédagogue dans leur paroisse. A Sierre, nous l'avons vu, l'enseignement, en vertu de la fondation du second bénéfice paroissial, rentrait dans les attributions du vicaire, comme du reste l'obligation de jouer de l'orgue, quand il le pouvait. Le syndic de l'endroit le fit remarquer dans une réunion communale du 14 septembre 1828.<sup>1</sup>

Cependant, le 15 décembre 1828, paraissait la première loi sur l'école primaire, ordonnant la fondation d'une classe, au moins dans chaque paroisse. Les localités qui ne possédaient pas de fondations, pouvaient forcer les parents à subvenir à son entretien.<sup>2</sup>

Les lois de 1840 et 1845 mettent les écoles primaires sous la surveillance de l'évêché et du département de l'intérieur, et prévoient la création de la première école normale pour la formation du personnel enseignant.<sup>3</sup>

---

(1) Archives paroissiales.

(2, 3) Blätter von Oberwallis II. 161 ss.



En 1848 enfin, l'on créa un département de l'instruction publique qu'occupèrent successivement le docteur Claivaz, Charles-Louis de Bon depuis 1852. Henri Bioley, son successeur fit voter en 1873 une nouvelle loi scolaire, rendant l'école primaire obligatoire, école dont les communes supporteraient les frais.<sup>1</sup>

Avant la promulgation de cette loi, Sierre possédait déjà une école primaire, faite par le vicaire ou même en 1828 par un régent examiné et agréé par le curé. Il y eut bientôt deux classes, une pour les garçons et l'autre pour les filles, tenues au vicariat, puis à la maison de commune. Avec l'accroissement de la population, il fallut augmenter le nombre des maîtres et maîtresses. Dès 1903, le conseil engagea des Frères de Marie, qui quittèrent en 1914, au début de la guerre. Des Sœurs de Brigue, puis d'Ingenbohl se chargèrent de l'instruction des filles.

Les classes se tinrent successivement au vicariat, à la maison de commune, dans les maisons Roten, de Platea où sont encore les divisions des filles.

En 1817, l'on construisit le collège primaire, bâtiment bien conditionné, dans un quartier central.

Les Sœurs de la Sainte Famille ouvrirent en 1905, pour les filles, des écoles libres, donnant aussi l'enseignement ménager. Toutefois, avec le développement du bourg, il fallut songer à quelque chose pour les jeunes gens qui désiraient suivre des cours secondaires. Ceux-ci, jusqu'alors, se transportaient journellement, grâce à un abonnement, de Sierre à Sion. Mais que de temps perdu en route..., sans compter les dépenses et les dangers !...

En 1928, des hommes prévoyants prirent une initiative heureuse en fondant des écoles commerciales pour les deux sexes... A cet effet, ils firent appel au dévouement des Chanoines de l'abbaye de St-Maurice et des Sœurs d'Ingenbohl. Ces établissements donnent aujourd'hui satisfaction. Il va de l'intérêt de notre ville de favoriser ces maisons qui rendront service à la cause de l'instruction, à Sierre et dans les environs.

---

(1) Ibidem.

## CHAPITRE 10.

### L'industrie hôtelière - climat.

Nous habitons une contrée merveilleuse, au climat salubre, aux paysages enchanteurs, avec des buts de promenade variés dans les alentours. S'il eut le don d'arrêter, dans le passé, les amateurs de la belle nature, Sierre attira depuis le milieu du XIX siècle, nombre de visiteurs, surtout lorsque le train eut remplacé la lourde diligence pour le transport des voyageurs et des bagages.

Un hôtel, existait anciennement chez nous, pour héberger les étrangers, l'« Hôtel du Soleil », appelé ensuite « Hôtel de la Poste », parce que dans le voisinage de celle-ci. Plus tard, s'éleva la maison Bauer, vers Glarey ; après 1870, le château de la Cour, qui subit des transformations et des agrandissements, avec un parc, sous le nom d'Hôtel Belle-Vue ; puis la Pension-hôtel Arnold, plusieurs fois retouchée ; vers 1900, le Terminus, doté d'une grande salle pour les soirées et les spectacles ; le Rothorn, le casino dernièrement.

Sierre doit semblable développement à sa position au centre de la vallée du Rhône, au pied des Bonvin, à l'entrée du pittoresque Val d'Anniviers, à son ciel serein, à sa température agréable, pour tout dire à son soleil, qui figure dans l'armoirie. Voici quelques données du docteur Reymond, de Genève, sur son merveilleux climat.

« Sierre, situé sur la rive droite du fleuve, adossé comme un espalier aux premières pentes des montagnes, se trouve abrité contre les vents du nord. Son exposition, son altitude, sa situation dans une zone sèche, tout contribue à lui assurer un climat doux et sec ».

Aussi dans la liste des localités hôtelières, notre bourg supporte avantageusement la comparaison avec les autres stations climatologiques. Que l'on en juge par ces chiffres :

Température moyenne de l'année 9° 5.

Température à 1 h. du jour, du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars : 7° 1 ; de l'année 14°

Humidité moyenne relative " " " " " 75° ; " " 72°

" " à 1 h. du jour, du 1<sup>er</sup> oct. au 31 mars : 62° ; " " 57°

Nébulosité moyenne	1 <sup>er</sup> oct. au 31 mars	4 <sup>e</sup> ; l'année entière	3 <sup>e</sup> 9
Hauteur chute d'eau atmosphér.	»	254 mm.	» 514 mm.
Nombre de jours de pluie (ou neige)	»	34 jours	» 76 jours
» » » de neige	»	15	» —
» » » de brouillard	»	2	» 3
» » » clairs	»	66	» 131
» » » couverts	»	30	» 46

Pareille moyenne météorologique attribuée à Sierre un rang honorable parmi les stations hôtelières de la Suisse, même de l'étranger.

Le climat de Sierre paraît tonique et stimulant ; il s'impose à l'attention des anémiques, des convalescents, des débilités, des surmenés, des enfants délicats, des personnes âgées et fatiguées.

Aidant à l'évaporation cutanée, il convient aux rhumatisants, aux gouteux, etc..

Avec ses journées ensoleillées, à cause des propriétés stimulantes, de son air sec et légèrement mouvementé, il facilite l'évaporation pulmonaire et il semble indiqué dans les affections des poumons, de la plèvre, dans les laryngites et les bronchites. Son ciel chasse la mélancolie et rend vie et gaieté à qui broie du noir.

Il sied aussi au dyspeptique, dont les fonctions digestives se font avec lenteur. Ces personnes trouvent à Sierre l'occasion d'une cure au raisin fendant, raisin blanc doré, universellement réputé, d'une digestion facile, au goût le plus agréable et le plus savoureux.

Comment semblables qualités du climat ne suffiraient-elles pas à recommander le séjour dans notre petite ville, surtout au printemps, en automne et en hiver ?

A cet effet, nos édiles municipaux consentent des sacrifices coûteux, ouvrant des artères nouvelles, élargissant les anciennes rues, travaillant à procurer partout du confort, aidés par une société de développement. Faut-il s'étonner si nos octogénaires trouvent Sierre changé depuis un fort demi-siècle ?

## CHAPITRE 11.

### Sociétés de chant et de musique.

Tous les peuples ont leurs jeux et leurs romances. Comment les Sierrois, au pays du soleil et de la vigne, n'auraient-ils pas fredonné des mélodies populaires ? L'on chantait, l'on discourait chez nous, aux jours de fêtes et de réunions, tout comme ailleurs. Pourtant il faut arriver en plein XX siècle pour constater les premières sociétés de chant et de musique... et quelques productions théâtrales.

A l'église, l'on se contentait d'exécuter du chant grégorien, au lutrin ou à la tribune. L'abbé Müller — au vicaire, selon la fondation, revenait la charge de toucher de l'orgue — jouait bien, aux solennités, notamment à la Ste Catherine, les morceaux de son répertoire, parfois même de sa composition. C'était tout.

Au R. Père Jésuite Louis Bonvin, né à Sierre, le 17 février 1850, plus tard professeur à Buffalo (Etats-Unis), compositeur de musique religieuse apprécié, revient le mérite de fonder en 1866, le premier chœur mixte de notre localité. Ce groupement exécutait à l'église des messes et des morceaux à plusieurs voix. A l'occasion, il donnait quelques auditions de chant profane, ce qui retenait la population jusque dans la soirée.

Voici ce que nous lisons, à ce propos, dans une publication : « A peine âgé de 16 ans, l'étudiant Louis Bonvin fonda à Sierre, pendant ses vacances, un petit chœur composé de messieurs et de dames, qui se produisaient, quelquefois, dans le salon du comte Louis de Courten, père du colonel de la Garde Suisse à Rome.

« Dans la suite, étudiant à Sion, ce jeune homme faisait deux fois par mois le voyage de Sierre, pour y diriger le chœur de l'église, auquel il vouait du reste tous les dimanches et fêtes de ses mois d'été.

« Le Père Bonvin s'efforça même de donner autour de lui, le goût du théâtre. Dans sa famille, continue notre fascieu-

le, père, oncle, tante et sœurs devaient tenir un rôle dans les opérettes arrangées ou composées par lui ».<sup>1</sup>

Cette initiative, sur la scène, ne paraît pas avoir rencontré à Sierre beaucoup d'écho. Rarement, l'on donnait une représentation ; Sierre attendit jusque dernièrement sa salle de théâtre. Par contre, notre localité cultiva davantage la musique et le chant. La Géronidine remonte à 1869, et célébra en 1919 son cinquantenaire.

Vers 1895, le Männerchor se fonda par les soins de M. le vicaire Ruppen. Son successeur, M. l'abbé Oscar Monnay institua, en 1904, le chœur mixte de Ste Cécile, qui rend encore à la paroisse des services signalés, relevant par ses accords, la majesté des cérémonies religieuses, surtout depuis que le nouvel orgue, instrument riche et puissant, soutient et accompagne les voix.

1919 vit la création d'un orchestre. Dernièrement fondé, un cercle littéraire fait goûter ses productions.

---

(1) Ma reconnaissance à Mlle Emma Bonvin, sœur de P. Louis Bonvin, pour ses renseignements.

## CHAPITRE 12.

### La poste et la diligence à Sierre

Au XVI<sup>e</sup> siècle le service de la poste existait déjà en Valais bien qu'à l'état rudimentaire. Deux tambours du gouvernement parcourant le pays, distribuaient surtout la correspondance officielle, moyennant une modeste rétribution en espèces et en nature. Par décret du 12 décembre 1616, la Diète établit à cet effet deux exprès ordinaires (Laufferboten) connaissant nos deux langues nationales, à raison d'un franc par jour et des revenus en grain. Cet humble début de la poste dans notre vallée du Rhône ne fait-elle pas sourire ceux qui connaissent aujourd'hui les avantages de l'électricité et de la télégraphie ? A remarquer qu'à cette époque reculée la correspondance privée comptait peu dans l'intérieur de notre pays, qui entretenait pourtant déjà un échange épistolaire non sans importance avec l'étranger, surtout la France et l'Italie à cause des capitulations militaires.<sup>1</sup>

Par lettres patentes du 15 déc. 1698, la Diète accorda le libre passage aux courriers Fischer de Berne pour une messagerie à cheval, de Genève à Milan par le Valais. Cette entreprise ne payait aucun droit à notre République. Par contre, elle s'engageait à laisser franche de port toute correspondance écrite dans et pour son territoire. Une taxe n'affectait que les lettres venues du dehors.<sup>2</sup>

Malgré des réclamations, cet état de choses continua, confirmé par les traités de Turin (1744), Milan (1768) et Gênes (1769) avec l'Italie, bien que certains parcours, notamment le Bas-Valais donné à ferme, eussent des postes particulières.

En 1798, la République Helvétique, à laquelle adhéra notre Valais, centralisa les postes, imposant des règlements et des tarifs nouveaux, mais elle maintint les Fischer à la tête du service.<sup>3</sup>

---

(1, 2, 3) Marc Henrioud : Les anciennes postes valaisannes.

Cependant Bonaparte réussit à isoler notre canton du reste de la Suisse pour en faire une république indépendante. Mettant la poste aux enchères, le gouvernement en confia l'exploitation à une société particulière valaisanne en 1803 ; en 1805, à l'administration des postes de Vaud, qui la conserva jusqu'en 1831, la période française exceptée, où l'empereur centralisa partout la poste au profit de l'empire.

Le XIX siècle amène des améliorations. Le 4 décembre 1807, la Diète du Valais vota l'établissement d'un service fixe pour le transport des voyageurs sur toutes les routes de la République. De ce fait il exista bientôt chez nous une diligence pour les lettres, une autre pour les personnes, ainsi que la poste aux chevaux (extra-poste), qui permettait aux voyageurs étrangers de poursuivre leur route à travers la vallée du Rhône.<sup>1</sup>

Devenu canton suisse, le Valais assigna la régie des postes aux courriers Fischer en 1814, puis en 1816 à la compagnie des postes et diligences (avec de Riedmatten comme administrateur), qui réunit, sans les confondre, tous les services, pour les rétrocéder bientôt à la Régie des postes de Vaud.<sup>2</sup>

Après 1830, l'Etat, à l'exemple de Berne, Fribourg, remplaça la ferme des postes par la régie, administrée à son profit sous la surveillance d'un de ses membres, avec un intendant en qualité de chef d'administration. Il fit un accord avec la Sardaigne pour l'échange des correspondances par le Simplon et le St-Bernard, une convention avec Vaud pour le service des diligences, pour le service des plis et des voyageurs, — le port d'une lettre, dans le canton, coûtait de 7 à 49 centimes selon le poids et la distance. —<sup>3</sup>

Cette période vit assurément d'heureuses améliorations : l'organisation des courses postales, la fixation des relais, de l'horaire des départs et des arrivées, la création des bureaux au nombre de onze. Ainsi Sierre, chef-lieu de dizain, figure comme tel. Son directeur Jean Antoine, fils, touchait un traitement annuel de 120 fr. en 1838, ce qui nous permet de juger du peu d'importance des envois à cette époque, bien que le courrier se chargeât des journaux.

---

(1) Ibidem.

(2) Archives cantonales.

(3) Ibidem.

Par contre, le transport des voyageurs, surtout des étrangers qui traversaient la vallée du Rhône pour se rendre en Italie, en France, etc., nous amenait quelque trafic. Sans parler de la poste à chevaux (extra-poste, que l'on appellerait aujourd'hui service de supplément), une diligence à cinq places pour personnes en voyage descendait trois fois, plus tard cinq fois par semaine de Brigue, une autre montait en sens inverse de St-Maurice, voyageant nuit et jour.<sup>1</sup>

Les heures de départ et d'arrivée des courriers pouvaient varier l'hiver à cause du temps ; sinon elles demeuraient fixes. Voici un horaire de la diligence venue de Lausanne avec des voyageurs de France, d'Allemagne, etc. Elle partait de St-Maurice à 5 h. du matin, arrivait à Sion à midi, faisait halte à Sierre à 3 h.  $\frac{1}{2}$  du soir. Quant à la voiture d'Italie, elle quittait Brigue à 6 h. du soir, passait à Sierre à 1 h.  $\frac{1}{2}$  du matin.<sup>2</sup>

Ces courses répétées dans les deux sens obligeaient à tenir, à Sierre, poste de relais, des chevaux de rechange sans compter qu'il fallait en garder pour les imprévus de l'extra-poste. A cet effet, la Régie louait les vastes écuries du vidomnat, sur l'emplacement de la consommation actuelle, en face de la demeure des de Montheis-de Chevron, écuries dont une porte monumentale marquait l'entrée.

Si le service des messageries passait un peu inaperçu, le roulement de la lourde diligence à toute heure du jour et de la nuit donnait quelque animation à notre bourg, autrement si tranquille. Les voyageurs faisant escale à l'Hôtel de la Poste, l'ancien Hôtel du Soleil, amenaient quelque trafic, quelque commerce.

La constitution de 1848 chargea la Confédération de l'exploitation des postes, servant aux cantons une indemnité, comme dédommagement ; au Valais, une indemnité de 26.488 francs. L'administration divisa la Suisse en onze arrondissements, incorporant notre vallée à celui de Lausanne, le deuxième. Ainsi que dans le passé, Sierre resta bureau avec siège à la maison Antoine d'abord, puis au bâtiment d'Eugène de Courten, ensuite dépendance de l'Hôtel Bellevue, devenu aujourd'hui la Banque Populaire. On transporta, vers 1907, le local au Terminus.

---

(1, 2) M. Henrioud : Les postes du Valais.



Depuis, quel changement dans le personnel, dans le matériel ! quelle différence dans le roulement du bureau !

Pour se faire quelque idée de l'évolution de la poste dans notre petit centre, reportons-nous par la pensée un siècle en arrière. Représentons-nous Jean Antoine dans une pièce de son vieux bâtiment de bois, allant une fois par jour quérir le courrier, faisant peut-être la distribution dans les environs à l'aide d'un facteur... Lui, le principal travaille à raison de 120 fr. par an..., encore en 1838.

Puis nous entrerons au local actuel des postes, au Terminus. D'un coup d'œil mesurons les vastes locaux occupés par les employés ou réservés au public. Comptons, avec leur directeur, les commis et l'armée des facteurs... S'il n'y a pas d'indiscrétion, demandons gentiment le chiffre d'affaires et... tout bas à l'oreille s'entend... le traitement du personnel... comparé au traitement annuel du père Antoine : 120 francs par an...

Dites, à cette comparaison, comment ne pas conclure à un changement complet de la vie et des affaires ?

Voici les noms des buralistes venus à notre connaissance : MM. Jean Antoine 1838 ; Frédéric de Courten, Antoine Zwissig 1870 ; Lagger M. 1880 ; Tabin Georges 1897, plus tard président du Grand Conseil et préfet du district — Walter 1923.<sup>1</sup>

---

(1) Je remercie M. Pierre-Marie Zwissig, ancien président, pour ses utiles renseignements.

## CHAPITRE 13.

### Les ressources

Notre pays forme une vallée entourée de hautes chaînes de montagnes. Un peu isolé du reste du monde, il conserva, des siècles durant, ses institutions, ses habitudes, ses mœurs et jusqu'à sa manière de vivre. Depuis soixante ans, deux facteurs nouveaux contribueront à l'évolution de nos régions et provoqueront des modifications surtout économiques : le chemin de fer et les forces hydrauliques.

Jusqu'au milieu du XIX siècle notre canton vivait un peu de sa propre vie. Ses habitants cultivaient leurs terres, récoltaient leur blé, leurs légumes, leur chanvre pour la toile de ménage ; rentraient les vendanges pour leurs propres besoins. A cause des difficultés de communication, l'on n'entretenait guère de relations suivies. Seules, les routes du Simplon et du St-Bernard, permettaient le transit pénible des quelques marchandises venues du dehors. Aussi constatons-nous peu de nouveaux ménages à Sierre : des confédérés ou encore de rares étrangers italiens ou savoyards, expatriés pour faire du commerce. <sup>1</sup>

L'inauguration du chemin de fer, en été 1868, marque une époque dans l'histoire de notre bourg. Vraiment, ce moyen de locomotion lui imprima une impulsion dans tous les domaines : dans l'agriculture, la viticulture, l'arboriculture et l'industrie. <sup>2</sup>

Si les champs de blé diminuent à cause du prix relativement bas des farines étrangères importées, les cultures maraîchères, les prairies artificielles se multiplient chez nous, entraînant une augmentation notable de bétail, d'autant plus que des mesures officielles contribueront par des concours à le sélectionner.

Autrefois, on ne connaissait, à vrai dire, dans ce territoire que les fruits de la région. L'arboriculture, patronnée par l'Etat, fit, grâce aussi à l'initiative de quelques parti-

(1) Archives locales.

(2) Stockmar.

culiers, des progrès réjouissants. Dès lors, nos propriétés, jardins, prés, champs virent s'acclimater des arbres fruitiers importés du dehors. Une société d'agriculture se créa vers 1870, pour encourager, diriger, aider nos campagnards, étendant, avec ses bienfaits, ses ramifications dans tous les environs.<sup>1</sup>

Toutefois, la vigne bénéficiera principalement du nouvel état de choses. Dans le passé, il sortait peu de vins du Valais. Quelques setiers de muscat franchissaient le Sanetz et la Gemmi pour réjouir les Oberlandais. Après l'établissement de la voie ferrée, l'étranger put goûter nos raisins dorés et apprécier nos crus ; ce qui nous valut, en automne, l'occasion de placer des charrettes de caissettes et d'expédier des centaines de fûts.

De la sorte la vigne devint une des principales ressources du pays. Chacun s'encouragea à la travailler, défonçant des parchets nouveaux. Nombre de champs disparurent, transformés en belles **vaudoises**, plantées en fendant, rhin, dôle etc. Ainsi qu'ailleurs les autorités organiseront des cours de taille, des conférences sur le traitement de la vigne, l'encavage et le soin des vins. Une vinicole se créera même pour faciliter l'écoulement et la vente de nos récoltes.

Après 1885, le mildiou et d'autres maladies, dans le Bas-Valais quelques taches de phyloxéra, vinrent inspirer des inquiétudes, imposer de nouveaux labeurs aux vignerons, sans néanmoins les décourager. Les propriétaires, pendant la guerre, firent des affaires d'or ; peut-être apprennent-ils maintenant à connaître le revers de la médaille, la crise actuelle leur réservant des déceptions, à la suite de la mévente des vins. Pour obvier à pareilles difficultés, l'on monte en ce moment une cave coopérative, avec l'aide du canton et de la Confédération.

— L'utilisation des forces hydrauliques, vers 1900, constitua un autre élément de prospérité. Comment ne pas utiliser les avantages de l'électricité dans tous les domaines ? On s'en sert non seulement pour l'éclairage, mais pour la marche des machines.

Grâce aux forces du Rhône et de la Navizance, des usines s'édifièrent à Chippis, occupant pendant la guerre jusqu'à 1500 ouvriers, ce qui amena à Sierre, avec de nouveaux ménages et des constructions, un développement d'industrie et de commerce.

---

(1) Archives locales.

## CHAPITRE 14.

### Population. — Le Plan de Sierre village... bourg... ville

Le Plan comptait au premier moyen-âge quelques maisons disséminées au centre actuel du bourg, qui forme encore dos d'âne, allant du mont, par l'ancienne église, au château des vidomnes. Il constituait un hameau. Cependant, peu à peu, les habitants, à la suite d'un sinistre ou d'une épidémie, abandonnèrent le Vieux Sierre, qui n'exista bientôt plus qu'à l'état de souvenir, lui, autrefois la citadelle de la féodalité, pour se fixer au Plan.

D'autre part, à la cessation des guerres contre la Savoie et à l'écrasement de la noblesse indigène, les gens de la montagne descendirent lentement dans les villages du coteau, même jusqu'en plaine. Ainsi Cordonnaz qui formait autrefois une bourgeoisie, perdit de son importance aux dépens de Miège et surtout de Mollens ; Musotte, siège d'une paroisse, disparaîtra absorbé par Veyras et Sierre. Un sentiment de sécurité, qu'à cause du passage intermittent des troupes, l'on ne possédait point au moyen-âge, mais aussi un commencement d'endiguement du Rhône, de canalisation des torrents de la Sinièse, de la Mondereschy et de la Beau-Eau valurent alors au Plan une augmentation d'habitants, qui semble avoir insensiblement doublé. Au lieu de 300 âmes, au moyen-âge, le recensement accuse, en 1798, le chiffre de 646. Voilà bien la population d'un bourg sous l'ancien régime !<sup>1</sup>

Que l'on se garde, pourtant, de croire à l'absence de tout fléau. Malgré la diligence des autorités à lui dresser des barrières, le Rhône répéta de temps en temps ses frasques, en 1660, où il emporta le pont ; en 1762 que ses eaux mariées à celles des torrents descendus du mont, comme pour rappler les limites de son ancien empire, regorgea jusqu'au bourg, inondant l'emplacement de la gare actuelle.<sup>2</sup>

---

(1) Dr Léon Meyer : Recensements.

(2) Archives locales.

En 1648, la Bonne-Eau cause des soucis, au point que l'évêque Adrien V de Riedmatten fait prendre aux Sierrois des mesures sérieuses pour préserver les propriétés des Devens et sous Géronde. La Sinièse, à son tour, en 1779, ravage Glarey d'en haut.<sup>1</sup>

Pour comble de malheur, la peste fit encore des apparitions dans le pays, aux XVI et XVII siècles, moissonnant tant de vies que l'évêché, d'entente avec la Diète, ordonna de tenir en plein air les offices du dimanche. En décembre 1629, le Père Gaétan, prieur des religieux carmélites de Géronde et curé de Sierre, mourait de ce mal.<sup>2</sup> Le grand bailli en 1639 réunissait la Diète à Granges, sur la route.

Cette sinistre visiteuse, à la suite de la diminution des marécages et des mesures d'hygiène, imposées un peu partout, finit par abandonner nos parages. Selon les registres paroissiaux, des épidémies répandirent encore, par intervalles, l'effroi dans les familles, mais il s'agissait du typhus, de la vérole, de la dysenterie etc., occasionnant une certaine mortalité, sans entrer en ligne de compte dans une statistique.

La population de notre commune, au XIX siècle demeura presque stationnaire pendant cinquante ans. Ne faut-il pas l'attribuer au passage des troupes, à la guerre contre le Haut-Valais en 1799, aux impositions, aux exécutions militaires de Turreau, aux difficultés des temps, à la famine de 1816 ? Tout semble avoir contribué à stabiliser, sinon à diminuer le chiffre de la population en plaine au profit de la montagne. Que l'on en juge par le résultat des recensements officiels. Sierre comptait 646 âmes en 1798 ; en 1802, 724 ; en 1821, 699 ; 853 en 1846 ; en 1850, 875. En 1860 seulement, il atteindra le chiffre de 1095, tandis que Lens et Anniviers gagnaient en population. Pour un bourg, chef-lieu de district, c'était bien modeste.<sup>3</sup>

L'arrivée du chemin de fer en 1868 imprima enfin à notre localité une impulsion : la statistique de 1870 attribue déjà à Sierre 1225 habitants ; celle du 1900, 1850. Désormais, on dirait une course aux constructions. Des quartiers neufs

---

(1) Archives locales.

(2) Bérody : Chronique.

(3) Meyer.

sortent de terre dans la rue de la gare, sur les rives de la Mondereschy, à Villa, Pradeg, à la Servettaz, à Glarey, sous Géronde, sans parler du centre où des rues nouvelles permettent, en bordure, d'utiliser les terrains.

A ce facteur, il convient d'en ajouter un autre : l'emploi des forces hydrauliques dans les fabriques et les entreprises particulières. Construites en 1904, les usines de Chippis attirèrent bientôt un grand nombre d'ouvriers, qui se fixèrent sous Géronde ou ailleurs sur notre territoire.

Le Sierre-Montana en 1908, contribua au développement de cette station de montagne mais aussi à l'accroissement de notre bourg. Voilà qui ressort clairement par les recensements. Celui de 1920 donnait 3763 âmes ; résultat magnifique qui doublait en dix ans le chiffre de notre population. Quant au dénombrement de 1930, il le porte à 5102 habitants... quadruplant pour ainsi dire le nombre d'habitants de quarante ans en arrière.<sup>1</sup>

Humble localité dans les temps anciens, Sierre devint au moyen-âge un bourg, chef-lieu de la seigneurie épiscopale, puis de dizain à l'évolution de la démocratie. Qui en parcourant ces statistiques lui refuserait aujourd'hui la qualification... de ville ?

---

(1) Meyer : Recensements.

## CHAPITRE 15.

### Liste des grands châtelains du dizain

Voici, selon Furrer, Perrig et Leu, la série des grands châtelains, en qui nous reconnaissons les châtelains épiscopaux du moyen-âge. Nommés d'abord par l'évêque, peu à peu par le dizain, ces officiers cumulaient diverses fonctions, rendant surtout la justice au Prélez de Veyras, avec un lieutenant pour les remplacer au besoin. Ainsi Maurice Mounir en 1683.

On rencontre aussi à Sierre au XVII<sup>e</sup> siècle, un châtelain, probablement pour la justice en première instance, le grand châtelain ne jugeant plus qu'en appel.

1475 Martin Venetz. — 1490 Pierre de Platéa. 149... Pierre Antoine Tanioz. — 1495 Jean Watyr. — 1497 Jean Platéa. — 1499 Henri Emery. — 1501 Antoine Tanioz. — 1502-1505 Jean Emery. — 1507 Antoine Tanioz. — 1509 Jean Im Steinhäus. — 1511 Antoine Tanioz. — 1512 Jacques Favre. — 1513-1514 Etienne Emery. — 1515 Etienne de Vico (Gasser). — 1516 Jean Emery. — 1518 Antoine de Domo Nova. — 1520 Georges Viset. — 1521 Antoine Courten. — 1522 Jacques Favre. — 1523 Antoine Lauber. — 1524 Jacques Favre. — 1525 Pierre Perrin. — 1526 Antoine Emery. — 1527 François Cina. — 1528 Pierre Niger (Niggo). — 1529 Antoine Mondereschy. — 1530 Antoine Tanud. — 1531 François Pott. — 1534 Antoine Monod. — 1535 Bart. Esslier. — 1536 François Cina (Kennel). — 1537 Bart. Esslier. — 1538 Jean de Vico (Gasser). —

Jusqu'ici les grands châtelains se nommaient pour une année ; depuis, pour deux ans.

1540 Jean Hasen (Lépré). — 1542 Frédéric Perrin. — 1544 Jean de Vico (Gasser). — 1546 Mathieu Mondereschy. — 1548 François Cina ou Canali. — 1550 Rodolphe Zender. — 1552 Henri Hasen. — 1554 François Perrin. — 1556 Antoine Courten. — 1558 François de Platea. — 1560 Antoine Courten. — 1562 François Emery. — 1564 Pierre Perrin. — 1566 Angelin I de Preux. — 1568 Jean Frili. — 1570 Jean

Cina. — 1572 Angelin de Preux. — 1574 François Frili. — 1576 François de Platéa. — 1578 Antoine Cochinot. — 1580 Etienne Courten. — 1582 François Frili. — 1584 François de Platea. — 1586 Antoine Courten. — 1588 Maurice Brunot. — 1590 François de Platéa. — 1592 Etienne Courten. — 1594 Maurice Brunot. — 1596 Chrétien de Vineis. — 1598 Jean Courten. — 1600 François Perrin. — 1602 François de Platea. — 1604 Chrétien de Vineis. — 1606 Pierre Brunot. — 1608 François de Platea. — 1610 Ant. Courten. — 1612 François Perrin. — 1616 Angelin II de Preux. — 1618 Jean Birbaum (Poirier, de Piris). — 1620 Jacques J. Mondereschy. — 1622 Jean Venetz. — 1624 François de Platea. — 1626 J. Birbaum de Piris, du Poirier. — 1628 Angelin de Preux (J.) — 1630 Barthélemy Mondereschy. — 1634 François Perrin. — 1638 Barthélemy Mondereschy. — 1640 Jean Venetz. — 1642 Fran. Perrin. — 1644 Barthélemy Mondereschy. — 1646 François Courten. — 1648 François Perrin. — 1650 Pierre I de Chastonay. — 1652 Jean Venetz. — 1654 Jacques Mondereschy. — 1656 Jean Antoine de Preux. — 1658 François Courten. — 1660 Jacques Mondereschy. — 1662 Jean Antoine de Preux. — 1664 Jean A. Courten. — 1666 Jean de Lovina. — 1668 Jean Antoine de Preux. — 1670 Jean Fr. Courten. — 1672 Jean de Lovina. — 1674 Barthélemy de Preux. — 1676 J. Georges de Preux. — 1678 Jean Tannioz. 1680 Pierre II de Chastonay. — 1682 Jean Ant. Courten. — 1684 Henri de Preux. — 1686 Antoine de Chastonay. — 1688 Pierre François de Preux. — 1690 Pierre Henri de Preux. — 1692 Antoine de Chastonay. — 1694 Eugène Courten. — 1696 François Mondereschy. — 1697 Jacques de Lovina. — 1698 François de Preux. — 1700 Jean Ant. Courten. — 1701 Laurent de Vineis. — 1702 Henri de Preux. — 1704 Jean François de Preux. — 1706 Eugène Courten. — 1708 Ant. de Lovina. — 1710 François de Chastonay. — 1712 Jos. Ant. Courten. — 1714 Henri de Preux. — 1716 Ignace de Preux. — 1718 Jos. Ant. Courten. — 1720 Frédéric Etienne de Preux. — 1722 Pierre III de Chastonay. — 1724 Hyacinthe Courten. — 1726 Joseph Maurice Courten. — 1728 Joseph Antoine Courten. — 1730 Hyacinthe Courten. — 1732 Adrien de Preux. — 1734 Pierre III de Chastonay. — 1736 Elie Courten. — 1738 Joseph Maurice Courten. — 1740 Adrien Mondereschy. — 1742 Pierre Antoine de Preux. — 1744 Angelin III de Preux. — 1746 Fran-



çois Joseph de Chastonay. — 1748 Marc Antoine Courten. — 1750 Antoine Melchior de Lovina. — 1752 Adrien Mondereschy. — 1754 Pierre Antoine de Preux. — 1756 Pierre Henri de Preux. — 1758 Pierre IV de Chastonay. — 1760 Marc Antoine Courten. — 1762 Jean Rossier. — 1764 Joseph Jacques de Preux. — 1766 Henri Antoine de Preux. — 1768 Eugène de Courten. — 1770 Ignace de Preux. — 1772 Joseph Maurice de Courten. — 1774 François Joseph de Lovina. — 1776 François Joseph de Chastonay. — 1778 Pierre Antoine de Preux. — 1780 Joseph Augustin de Preux. — 1782 Fidèle de Chastonay. — 1784 Pierre Antoine de Preux. — 1786 Joseph Auguste de Preux. — 1788 Nicolas de Chastonay. — 1790 François Antoine de Courten. — 1792 Bonivini Adrien. — 1794 François Antoine de Preux. — 1796 Pierre Joseph de Chastonay. — 1798 François Nicolas de Chastonay. —

---

## CHAPITRE 16.

### Autorités désénales.

Depuis 1798, l'annuaire cantonal donne la série des autorités désénales. Celles-ci consistaient dans le président et le vice-président du conseil de dizain pour l'**administration**, ainsi que dans le grand châtelain et son lieutenant au **judiciaire**. Ainsi Maurice Mounir en 1683.

— La nouvelle constitution de 1848 changeant les anciennes institutions, prévoyait, dans chaque district, la nomination d'un préfet avec son substitut, comme représentant du gouvernement. Pour la justice, un président et un vice-président du tribunal remplacèrent le grand châtelain et son lieutenant. Depuis 1874, un juge instructeur avec un ou deux suppléants, préside le tribunal de district.

#### § 1. Présidents et vice-présidents de dizain.

1801 Adrien Bonivini, président. — Boniface Caloz, vice président. — 1806 Mattias Tabin, p. — Jos. Augustin Preux, v. p. 1809 François Louis Rey, p. — Jean Georges Roux, v. p. — 1813 Sous le régime français : Gabriel Zufferey, sous-préfet. — 1817 Jos. Augustin de Preux, p. — Gabriel Zuffrey, v. p. — 1818 Jacques de Preux, p. — Louis Rey, v. p. — 1820 Nicolas de Chastonay, p. — François Joseph de Courten, v.-p. — 1822 Xavier Julier, p. — Antoine Clivaz, v. p. — 1824 Nicolas de Chastonay, p. — Louis Romailier, v. p. — 1826 Jacques de Preux, p. — Joseph de Preux, v. p. — 1827 Xavier Julier, p. — Joseph de Preux, v. p. — 1828 Nicolas de Chastonay, p. — Pierre Antoine de Preux, v. p. — 1829 Nicolas de Chastonay, p. — Pierre Astoine de Preux, v. p. — 1830 Xavier Julier, p. — Antoine Berclaz, v. p. — 1832 Pierre Antoine de Preux, p. — Aloïs de Preux, v.-p. — 1836 Pierre Antoine de Preux, p. — Adrien de Courten, v. p. — 1837 François Antoine de Preux, p. — Adrien de Courten, v. p. — 1838 François Antoine de Preux, p. — François Joseph Rey, v. p. — 1839 François Antoine de

Preux, p. — François Joseph Rey, v.-p. — 1840 Pierre Antoine de Preux, p. — Pierre de Courten, v.-p. — 1841 Pierre Antoine de Preux, p. — 1842 de Courten Adrien, p. — Louis Vianin, v.-p. — 1844 Adrien de Courten, p. — Jean Baptiste Briguet, v.-p. — 1846 Adrien de Courten, p. — Elie de Courten, v. p. —

### Préfets et substituts.

1848 Elie de Courten, préfet. — Elie Zufferey, subst. — 1858 de Courten Elie, préfet. — de Courten Frédéric, subst. — 1864 Frédéric de Courten, préfet. — Modeste Germanier, subst. — 1870 Frédéric de Courten, préf. — Joseph Neurohr, subst. — 1872 Frédéric de Courten, préf. — Joseph Neurohr, subst. — 1873 Joseph Rouaz, préf. — Joseph Neurohr, subst. — 1877 Joseph Neurohr, préf. — 1879 Joseph Neurohr, préf. — Jean Marie de Chastoney, subst. — 1884 Joseph Neurohr, préf. — Charles de Preux, subst. — 1888 Joseph Neurohr, préf. — Charles de Preux, subst. — 1892 Joseph Neurohr, préf. — Pierre Louis Romailleur subst. — 1898 Jean Marie de Chastonay, préf. — Pierre Louis Romailleur, subst. — 1906 Jean Marie de Chastonay, préf. — Pierre Louis Romailleur, subst. — 1907 Pierre Louis Romailleur, préf. — Jules de Preux, subst. — 1911 Pierre Louis Romailleur, préf. — Georges Tabin, subst. — 1914 Charles de Preux... — 1915 Charles de Preux, préf. — Pierre Berclaz, subst. — 1918 Charles de Preux, préf. — Pierre Berclaz, subst. — 1922 Charles de Preux, préf. — Pierre Berclaz, subst. — 1923 Georges Tabin, préf. — Pierre Berclaz, subst.

### § 2. Les grands châtelains.

1801 Nicolas de Chastonay, grand châtelain. — François Louis Rey de Chermignon, lieutenant. — 1806 François Louis Rey, g. ch. — Augustin de Preux, lt. — 1809 François Antoine de Preux, g. ch. — Jean Georges Roux, lt. — 1813 Mathias Monnier, juge de paix. — Maurice de Courten, Joseph Roux, suppléants — 1817 Jacq. de Preux, g. ch. — Antoine Clivaz, v. ch. — 1818 Alphonse de Courten, g. ch. — Louis Romailleur, v. ch. — 1820 Pierre Antoine de Preux, g. ch. — Louis Romailleur, v. ch. — 1822 Louis Romailleur, g. ch. — Pierre Martin v. ch. — 1824 Xavier Julier, g. ch.

— Jacques Briguet, v. ch. — 1826 Aloïs de Preux, g. ch. —  
 Chrétien Perruchoud, v. ch. — 1828 Mathias Monnier, g. ch.  
 — Adrien Romailleur, v. ch. — 1829 Mathias Monnier, g. ch.  
 — Adrien Romailleur, v. ch. — 1830 Louis Rey, g. ch. —  
 Jean Theytaz, v. ch. — 1832 Augustin Romailleur, g. ch. —  
 Maurice Gillioz, v. ch. — 1836 François de Preux, g. ch. —  
 Jean Baptiste Briguet, v. ch. — 1837 François de Preux,  
 g. ch. — Jean Baptiste Briguet, v. ch. — 1838 Jean Joseph  
 Theytaz, g. ch. — Joseph de Preux, v. ch. — 1840 Jean Jo-  
 seph Theytaz, g. ch. — Joseph Rouaz, v. ch. — 1841 Jean  
 Joseph Theytaz, g. ch. — Joseph Rouaz, v. ch. — 1842 Joseph  
 Rouaz, g. ch. — Augustin Romailleur, v. ch. — 1844 Joseph  
 Rouaz, g. ch. — Augustin Romailleur, v. ch. — 1846 Au-  
 gustin Romailleur, g. ch. — Louis de Courten, v. ch. —

### Présidents et vice-présidents du tribunal depuis 1848.

1848 Jean Baptiste Briguet, président du tribunal. —  
 Jean Joseph Theytaz, vice-président du tribunal. — 1854  
 Jean Baptiste Briguet, p. — Maurice Gillioz, v. p. — 1858  
 Jean Baptiste Briguet, p. — Louis de Courten v. p. — 1866  
 Jean Baptiste Briguet, p. — Joseph Rouaz, v. p. — 1872  
 Jean Baptiste Briguet, p. — Benjamin de Preux, v. p. —  
 Juges instructeurs et suppléants en 1874 : Jean Baptiste Bri-  
 guet, juge instructeur. — Benjamin de Preux, suppléant. —  
 1877 Jean Baptiste Briguet, p. — Théodore de Preux, supplé-  
 ant. — 1882 Théodore de Preux, p. — Modeste Germanier  
 et Louis Rey. suppl. — 1888 Théodore de Preux, p. — Mo-  
 deste Germanier et Louis Jos. Rey, suppl. — 1892 Charles  
 de Preux, p. — Joseph Louis Rey et César de Preux, suppl.  
 — 1895 Charles de Preux, p. — Joseph Louis Rey et Mauri-  
 ce Germanier, suppl. — 1898 Charles de Preux, p. — An-  
 toine Emery, Maurice Germanier, suppl. — 1901 Maurice  
 Germanier, p. — Antoine Emery et Théod. Monnier, suppl.  
 — 1903 Maurice Germanier, p. — Antoine Emery, suppl. —  
 1906 Maurice Germanier, p. — Antoine Emery et Joseph de  
 Chastonay, suppl. — 1911 Maurice Germanier, p. — Joseph  
 de Chastonay, Ant. Emery, suppl. — 1915 Maurice Germa-  
 nier, p. — Joseph de Chastonay, Pierre Dévantéry, suppl.  
 — 1922 Maurice Germanier, p. — François Borgeat, suppl.  
 — 1923 Maurice Germanier, p. — Pierre Devantéry, suppl.  
 — 1929 Pierre Devantéry, p. — Oscar de Chastonay, suppl.

## CHAPITRE 17.

### Officiers militaires.

— Plus complètes nous paraissent ces séries des grands bannerets et des capitaines généraux, tirées de Furrer, Perrig et des généalogies de familles. Nommés à vie, ces officiers restaient longtemps en fonctions, quelques-uns jusqu'à leur mort ; excepté les capitaines qui aspiraient à l'honneur de porter la grande bannière. Un lieutenant remplaçait le capitaine général empêché ; François Mondereschy vers 1680.

#### Liste des grands bannerets.

1487 Antoine Perrin. — 1492 Jean Tanioz. — 1500 Claude de Platea. — 1520 Pierre de Platea. — 1553 Pierre de Platea, fils. — 1564 Claude II de Platea. — 1576 François de Platea. — 1616 François de Platea. — 1627 François Courten. — 1630 Angelin II de Preux. — 1643 François Courten. — 1674 Pierre II de Chastonay. — 1684 Joseph Antoine de Courten. — 1702 Eusène de Courten. — 1729 Jean Antoine de Courten. — 1734 Hyacinthe de Courten. — 1739 Joseph Maurice de Courten. — 1771 Joseph Jacques de Preux. — 1791 Augustin de Preux. —

#### Liste des capitaines généraux.

1490 Jean de Platea. — 1517 François de Platea. — 1558 Etienne de Courten. — 1572 François Frili. — 1599 Etienne de Courten. — 1608 Angelin II de Preux. — 1627 François Perrin. — 1662 Joseph Antoine de Preux. — 1672 Jean Lovina, Courten en 1683. — 1674 Georges de Preux. — 1688 Pierre François de Preux. — 1699 Henri Guillaume de Preux. — 1734 Angelin II de Preux. — 1774 Pierre Antoine de Preux. —

## SECTION V

### Histoire de la paroisse.

#### CHAPITRE 1.

##### La paroisse de Sierre

Je resterais incomplet, si je n'ouvrais une section sur la paroisse de Sierre, si ancienne.

L'abbé de St-Maurice, puis le prince évêque de Sion, successivement seigneurs de notre villa gallo-romaine et de notre bourg féodal, pourvurent sans doute, de bonne heure aux besoins spirituels de leurs sujets.

A quelle date remonte notre paroisse ? Le R. P. capucin Furrer avance dans son histoire une chose qui peut nous servir de point de repère, affirmant que les paroisses dans notre pays se fondèrent depuis le X<sup>e</sup> siècle dans les villes ; à la campagne selon les besoins. Gardons-nous cependant de croire qu'il n'existait pas d'église paroissiale avant cette époque. Toutefois l'évêque, alors, envoyait dans les localités éloignées, sans poste fixe, des prêtres qui rentraient ensuite en communauté. A s'en tenir au testament d'Aymon de Maurienne-Savoie, évêque de Sion, les chanoines de la cathédrale vivaient encore ensemble en 1052. <sup>1</sup>

Mais où placer la première paroisse à Sierre ? Probablement à St-Giniez de Villa, où une église apparaît au XII<sup>e</sup> siècle, sinon auparavant. Le prouvent la tradition ; le fait que Villa en tant que paroisse figure dans les actes avant Géronde ; le titre de plébain attribué au titulaire de Villa, ce qui se rencontre dans les églises-mères de Savoie. Enfin Géronde se montre seulement comme une fondation au prince, si bien que les historiens de Rivaz et Ruppen hésitèrent à y placer une paroisse.

---

(1) Grem. C. S. 340.

Vers 1200, deux châteaux, pour servir de résidence aux officiers de l'évêque, le major et le vidomme, se construisirent au Vieux Sierre, qui devint peu à peu un bourg féodal. Des habitations s'élevèrent autour de ces manoirs sur un terrain accidenté. A cette époque, les de Sirro et les Albi, etc. fondèrent, sur la colline de Géronde, le prieuré augustin connu dans l'histoire dès 1233, avec droit de caveau ou de tombe au cimetière.<sup>1</sup>

Ces historiens ne croient guère à l'existence d'une église paroissiale à Géronde. Outre que leurs arguments ne portent pas, nombre d'actes des archives de Sierre tranchent affirmativement cette question. Vraiment, Géronde constituait paroisse. « Fondation d'une chapelle en l'honneur de la Mère de Dieu et de tous les saints, spécialement de S. Théodule à Sierre, au Marais, sur le territoire de la paroisse de Géronde, avec 100 sols de cens annuels, à percevoir sur le verger de la Croix pour trois messes à dire par le prieur de Géronde, le samedi en l'honneur de la Ste Vierge ; le lundi, pour le repos des défunts, le vendredi à S. Théodule », lisons-nous dans l'acte d'institution de la chapelle du Marais, le 18 juillet 1310.<sup>2</sup>

Plus tard, en 1331, entre en scène le prêtre Columbus, témoin à la fondation de la chartreuse de Géronde. D'où venait-il ? Aymon III de la Tour désirait posséder une communauté de ces religieux dans son diocèse. A cet effet, il choisit Géronde. Mais ce prieuré appartenait à l'abbaye augustinienne d'Abondance en Chablais. A ce monastère le prélat proposa d'échanger Géronde contre la cure d'Illiez, plus rapprochée de la maison-mère. La proposition acceptée, Columbus, curé d'Illiez, témoin dans l'acte d'échange, devint titulaire de la nouvelle paroisse de Sierre sous le patronage de S. Théodule, depuis 1380 sous les auspices de Ste Catherine, au Marais.<sup>3</sup>

Telle qu'ils nous apparaissent, la partie gothique et le clocher roman à fenêtres géminées de l'ancienne église pourraient remonter au début du XV siècle. A cette construction se rapporterait l'inscription de la poutre transversale du vaisseau : funditus aedificatum 1422. L'image de Ste Catherine,

(1) Grem. II.

(2, 3) Archives locales.

les armoiries des de Rarogne et des de Chevron, avec la chapelle de S. Antoine conviendraient à cette époque. La cachette à gauche, avec la date de 1528, servait sans doute à la garde de la sainte custode. Quant au vaisseau roman, il semblerait postérieur, bâti peut-être au XVI<sup>e</sup> siècle, retouché à diverses reprises, à en juger par l'irrégularité des murs et les traces de la porte bouchée, près du clocher. Quoi qu'il en soit, vers 1650, les actes signalent le tombeau des de Courten, près du mur vers la chapelle de S. Antoine... caveau dont les dernières réparations permirent de constater l'existence.<sup>1</sup> Il faut croire que l'ancienne église existait déjà ainsi qu'aujourd'hui, que les réparations postérieures à la construction de la nouvelle, notamment celles de 1720, n'eurent pour objet que la manutention de l'édifice.<sup>2</sup>

Devenue ainsi église paroissiale, la chapelle primitive du Marais que la tradition met sur l'emplacement de l'ancienne église, subit dans ce but un agrandissement.

Elle renfermait au XIV<sup>e</sup> siècle, outre celui de Ste Catherine, les autels latéraux de S. Martin, jusque-là titulaire de Géronde, de S. Théodule, premier patron de la chapelle, puis de l'église. En 1570, l'acte de visite de l'évêque Hildebrand de Riedmatten signale les trois autres, de Ste Madeleine, de Ste Barbe et de S. Antoine, les deux derniers passés des nobles de Chevron aux de Montheolo leurs héritiers.

Le chœur recevait la dépouille des membres du clergé, la nef celles des laïcs, au XIV<sup>e</sup> siècle, des de la Bâtiaz, plus tard des de Courten.<sup>3</sup>

Primitivement, l'église de S. Giniez, à Villa, desservait assurément tout le territoire de la villa gallo-romaine donnée en 515 par S. Sigismond, roi de Bourgogne, à l'abbaye de St-Maurice. Les chartes permettent, dès le XII<sup>e</sup> siècle, de constater de nouvelles paroisses dans les villages détachés successivement de l'église-mère : Anniviers, Vercorin, St-Maurice de Laques avec Veyras, Venthône, Randogne, Molles, Cordonnaz et Miège ; Chalais et son église filiale de Chippis ; Géronde et Musotte signalés vers 1300.

Cependant, cette dernière, dont le titulaire administra parfois Villa, à cause de l'exiguïté des ressources, fut, avec l'as-

---

(1, 2, 3) Archives locales. — Je remercie M. Curiger, architecte, pour ses utiles renseignements.



sentiment du prince évêque Adrien IV de Riedmatten, en 1662, transportée à Venthône, après avoir vu sa patronne Ste Agnès remplacée, à la suite d'une épidémie, par S. Sébastien invoqué contre la peste. <sup>1</sup>

A remarquer que Montana-Corin, en partie, du moins, appartenait, jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'église de S. Maurice de Laques. <sup>2</sup> Il se rattacha depuis à Lens, pour former paroisse à son tour vers 1863 sous le patronage de S. Grat évêque d'Aoste.

Miège, qui constituait un rectorat dès 1760, transforma en église paroissiale vers 1780 sa chapelle de Ste Barbe, fondée en 1670.

Se construisant le sanctuaire de S. François, Veyras, qui avait obtenu avec Venthône et Villa une partie des fonds de l'ancien bénéfice curial de Musotte, essaya, sans réussir, de former paroisse en 1667. Il continua alors de dépendre de St-Maurice de Laques jusqu'en 1880, où il se rattacha à Miège. <sup>3</sup>

Sur ces entrefaites, Villa, la paroisse-mère, avait pris fin vers 1678, malgré la donation de Guillaume de Preux, grand sacristain de la cathédrale en 1650, à la suite du transfert de l'église de Musotte à Venthône.

Cependant, la population de Sierre, restreinte au moyen-âge, augmentait toujours, ce qui engagea le curé-doyen Mathias Charvet à construire l'église actuelle, consacrée par l'évêque Adrien V de Riedmatten en 1687. Outre le maître-autel de Ste Catherine, cette dernière comptait, avec droit de caveau, ceux de Notre-Dame de Compassion au de Preux, de S. Joseph, du Sacré-Cœur aux de Courten, de S. Pancrace aux de Revillod, tandis que les de Vineis avaient le leur, avec tombe à l'ossuaire. A diverses reprises, le lieu saint fut réparé, notamment en 1809, et, vers 1880, par le curé-doyen Schnyder, qui plaça les vitraux. On abattit les deux galeries, ainsi que les chapelles de famille, lors de l'agrandissement sous l'administration du curé François de Courten en 1921. Aujourd'hui, l'église, avec ses tribunes, peut contenir une nombreuse assistance. Un nouvel orgue, par ses soins,

---

(1) Archives de Venthône.

(2) Archives de Laques.

(3) Archives de Miège.

remplaça l'ancien en 1908. Vers 1809, les registres signalent la fonte des cloches du beffroi. Le bourdon béni en 1828, eut comme parrain le grand-doyen de Preux, ancien curé. Dans le clocher se succédèrent trois horloges, dont la première remplacée déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle. La deuxième vers 1908 fit place à l'actuelle, une pièce de précision offerte par Mademoiselle Antoine.<sup>1</sup>

Selon les habitudes d'antan, l'on enterrait à l'ombre du sanctuaire. Le cimetière, chez nous, se trouva donc successivement autour de l'ancienne, puis de la nouvelle église, jusqu'à son transfert sur l'ancien champ de foire en 1871-72.

---

(1) Archives de Sierre.

## CHAPITRE 2.

### Presbytères et curés de Sierre

Il y eut à Sierre trois paroisses : Villa, l'église-mère de toute la contrée au XII<sup>e</sup> siècle, sinon plus tôt, supprimée en 1687 ; l'église de S. Martin de Géronde, en 1233 qui apparaissait comme paroisse vers 1300, prieuré transformé en Chartreuse en 1331 par l'évêque Aymon III de la Tour, qui fonda, au Marais, la paroisse de St-Théodule, passée, vers 1380, sous le patronage de Ste Catherine.

#### § 1. La paroisse de Villa

Le sanctuaire de Villa, descendit au XVII<sup>e</sup> siècle au rang de chapelle. Voici le peu de renseignements qui nous en reste. Cette antique église paroissiale se trouvait sur l'emplacement de la chapelle actuelle et prélevait sur les parchets environnants la dime rachetée depuis. Au temps de la féodalité, du XI au XIV<sup>e</sup> siècle, la population sierroise s'était plus ou moins transportée au Vieux-Sierre, sous Géronde, où, sur des collines, s'élevaient les châteaux des officiers épiscopaux, le major et le vidomme. De ce fait, la paroisse de Villa fut depuis peu à peu délaissée au profit du prieuré de Géronde, puis de l'église de St-Théodule et de Ste-Catherine du Plan de Sierre. Rien d'étonnant si ses ressources diminuèrent au point d'imposer la réunion, pour l'administration, de Villa et Musotte vers 1380. Le même prêtre assurait le service des deux églises, binant le dimanche.<sup>1</sup>

Constatant cet état de choses, Matthieu Schiner, dans une visite pastorale, le 19 mars 1509, crut devoir y apporter quelque changement, imposant aux paroissiens de Villa l'obligation d'augmenter leur bénéfice curial de 7 livres mauricoises pour permettre l'entretien d'un second prêtre, avec lequel le curé de Musotte, où il habiterait, s'arrange-

---

(1) Blätter von Oberwallis V. 293 ss.

rait pour desservir à la fois les deux sanctuaires. Voilà qui explique la présence d'un vicaire dans ces localités.<sup>1</sup>

L'évêque enjoint aussi aux gens de procéder aux réparations nécessaires aux murs, etc. De ces mesures épiscopales, l'on peut conclure que le sanctuaire de Musotte se trouvait dans un mauvais état, tout comme la cure, du reste.

Le chanoine-sacristain Georges de Preux fit bien, en 1649, un don en faveur de l'église de Villa, geste généreux qui ne sauva pas cette paroisse de la suppression vers 1687. Avouons qu'il s'y mêlait quelque motif d'administration. La population du Plan de Sierre augmentait par l'apport d'éléments haut-valaisans, ce qui exigeait la présence, au centre du bourg, d'un second ecclésiastique chargé de la pastoration allemande. Usant de son influence, le chanoine Mathias Will, dernier curé de Musotte, avec le consentement de l'évêché, le concours de la communauté et ses propres dons, réussit à créer à Sierre un vicariat, bénéfice auquel allèrent des fonds curiaux de Villa en 1687.<sup>2</sup>

L'antique chapelle délaissée tomba peu à peu. Comme elle renfermait le tombeau de sa famille, l'évêque Xavier de Preux s'y intéressa, refit le sanctuaire actuel et pourvut à une dotation pour sa manutention au début du XIX siècle, réservant le patronage aux siens. Le titulaire actuel y fit des réparations vers 1912.<sup>3</sup>

### Curés de Villa.

1255, Jacques, plébain. — 1302, Nicolas, curé. — 1320, Martin de Gamoson (Chamoson) ?, curé de Villa et chapelain de l'évêque. — 1329, Jean Mugneri, vicaire. — 1341, Jean, curé. — 1392, Jean Cuchetto, curé de Villa et de Musotte, vicaire des Ormonts. — 1445, Nicolas Riverio, curé de Villa et de Musotte. — 1448 Aymon de Reypos, vicaire de Musotte et de Villa. — 1454, Guillaume, vicaire. — 1460, Antoine Jemini, curé de Villa et Musotte. — 1509, François Reymondi, curé. — 1585, François Monod, carme, curé de Musotte

---

(1) Blätter V. 293 ss.

(2, 3) Archives de Sierre.

et Villa. — 1591, Pierre Magnin, curé de Musotte et Villa. 1654, Mathias Will, curé de Musotte et Villa.<sup>1</sup>

## § 2. Paroisse de Gêronde.

Simultanément avec Villa, Gêronde constituait paroisse. Sa juridiction s'étendait non seulement au Vieux Sierre, mais déjà au Plan. Religieux augustins d'Abondance, en Chablais, ses titulaires apparaissent sous les dénominations de prieurs ou de curés, parce que desservant aussi le prieuré. Les chartes mentionnent un cimetière paroissial à Gêronde. Par acte, les religieux chartreux s'engagent à n'y plus inhumer les paroissiens de Sierre, en 1337.<sup>2</sup>

1286, Guillaume d'Ollon, prieur de Gêronde. — 1310, Raymond de Cervent, prieur-curé de Gêronde. — 1317, Guillaume de Vetter, prieur-curé de Gêronde.<sup>3</sup>

## § 3. Paroisse de Ste-Catherine.

Les curés habitèrent d'abord la maison de Perrette Montaner dominant la voie publique au nord, à son débouché au Borzuat, en 1331. En 1356, une cession de Nanterset du Marais, époux d'Antoinette du Margueret, nièce et héritière d'Agnès, dame du dernier major Théodule, faisait de la demeure de ce dernier la cure du Plan de Sierre. Celle-ci subit, certes, nombre de retouches. On la répara après 1570, où l'acte de visite d'Hildebrand de Riedmatten la dit délabrée.<sup>4</sup> Vers 1703, la commune la refit complètement. Anniviers contribua aux dépenses, encore aux réparations de 1783. Depuis sa vente en 1929, la cure devint une maison particulière.

### Curés de St-Théodule, puis de Ste-Catherine.

1331-1349, Columbus, auparavant curé d'Illiez. — 1349, Jean Murmann curé, avec les amodiataires Pierre de Canali et Jean de Pontally (de Pontalliaco). — 1377, Guillaume Norman. — 1382, Pierre Mistral. — 1391, Barthélemy Strehler, chanoine de Sion. — 1441, Antoine Imoberdorf, de Conches.

---

(1, 2, 3, 4) Grem. passim, archives d'Anchettes et de Laques.

— 1459, Jean Gasser, chanoine de Sion.<sup>1</sup> — 1496 Frédér. Fursarii.<sup>2</sup> — 1514, Jean Guerita, prieur de Géronde et curé de Sierre. — 1534, Pierre Giététaz, curé de Sierre. — 15...., Morenchi. — 1553, Jean Miller, curé. (arch. de Preux). — 1571, Franc Cornut (acte de visite). — 1577, Chasselaz Georges, prieur de Géronde. — 1591, Riondet Barthélemy, prieur de Géronde, curé (de Preux). — 1598, Guillaume Quentin alias Brelaz, de Troistorrents, chanoine de Sion. — 1610, Riondet Barthélemy, prieur de Géronde, curé de Sierre (Rudaz). — 1615, Claude Riondet, curé. — 1629, Père Gaétan, prieur de Géronde et curé (Bérody). — 1636, Guillaume Becourt ou Reccourt, carme, curé. — 1640, Jean Martin, d'Anniviers, curé (registre de Sierre). — 1645, Jean Juilleran, de Randogne. — 1650, Michel Publius, protonotaire apostolique, curé-doyen. — 1652, Les RR. PP. Jésuites Sébastien Grandemont, Perrin Nicolas. — 1654, Père Daniel Charpentier, curé de Sierre, et administrateur de Géronde. — 1660, Jacques de Prato, curé. — 1662, Jean de Courten, de Sierre, curé-doyen. — 1666, Mathias Charvet, de Miège, curé-doyen, construisit l'église actuelle en 1687. — 1700, Nicolas Schäfer, de Fribourg, curé-doyen. — 1708, Jean Joseph Blatter, de Viège, curé-doyen, évêque de Sion, 1733. — 1711, Jean Ch. Hagen, de Glurigen, Conches, curé-doyen. — 1722, Pierre Joseph Supersaxo, protonotaire, curé-doyen. — 1730, Jean Joseph Imoff, de Binn, (Conches), curé-doyen. — 1741, Pierre Antoine Clavien, de Miège, curé-doyen. — 1766, Joseph François Xavier de Preux, de Sierre, curé-doyen, évêque de Sion, 1807. — 1780, François Joseph Cajetan, Charvex, curé-doyen. 1783, François Joseph Arnold, du Simplon, curé-doyen — 1796, Jean Antoine Major, de St-Martin, vicaire, puis curé-doyen de Sierre. — 1818, Pierre Antoine de Preux, de Sierre, curé-doyen. — 1825, François Joseph Beeger, de Sierre, curé-doyen. — 1851, Jean Baptiste Schmid, de Fiesch, curé-doyen. — 1869, Adolphe Escher, de Brigue, curé. — 1871, Maurice Schnieder, de Gampel, curé-doyen. — 1889, Joseph Ignace Lagner, de Münster, curé. — 1906, François de Courten, de Sion, curé. — 1926 Lue Pont, de St-Luc, curé.<sup>3</sup>

(1) Archives de Sierre.

(2) Wirz, Regesten (V. 95).

(3) Selon les archives de Sierre, d'Anchettes, les Blätter aus der Gesch. von Oberwallis I-VI, Ritz etc.

## CHAPITRE 3

### Le vicariat.

Il y eut déjà des vicaires au XIV<sup>e</sup> siècle ; mais il s'agissait surtout de prêtres amodiataires. En 1626, l'on relève le nom de Jean Riquet, carme, vicaire de Sierre, ce qui prouve que Gérone rendait pareil service.<sup>1</sup>

A la suite du transfert de la paroisse de Musotte à Venthône, le vénérable Mathias Will, doyen de Valère, dernier curé de Musotte, fonda le vicariat de Sierre, auquel allèrent avec des dons particuliers des fidèles, des biens-fonds provenant des cures de Musotte et de Villa supprimées.<sup>2</sup> Le nouveau titulaire habita une aile de la maison de commune jusqu'en 1929, joignant jusqu'en 1820 le titre de recteur. Aussi la collation du bénéfice, sur la présentation de la bourgeoisie, se faisait-elle par le chapitre de Sion, qui céda, en 1918, ses droits à l'évêché.

1678, Jean Werlen, d'Unterbäch, vicaire de Sierre et recteur de Musotte. — 1687, Pierre Charvet, de Grimisuat. — 1688, Jean Joseph Allet, de Loèche. — 1707, Joseph Nanchen, de Lens, vicaire et recteur de Sierre. — 1737, Pierre Antoine Bonfantin, de Sion. — 1741, François Joseph Andenmatten, d'Almagel, vicaire. — 1747, François Joseph Ignace de Lovina, de Sierre, vicaire et recteur. — 1784, Jean Antoine Major, vicaire, puis curé. — 1797, François Antoine Walther, né à Sierre. — 1800, Jean Pierre Joseph Kummer, de Fiesch. — 1804, Pierre Félix Bay, de Sion. — 1807, François Joseph Marz, d'Ergisch. — 1841, Jean Baptiste Schmid, de Fiesch, vicaire puis curé. — 1851, François Joseph Müller, de Reckingen. — 1889, Jérémie Jean, d'Ayent, recteur, puis vicaire. — 1894, Aloïs Ruppen, de Saas, vicaire. — 1903, Oscar Monnay, de Troistorrents. — 1907, Hermann Walther, né à Sion. — 1909, Gabriel Obrist, de Bramois.<sup>3</sup>

---

(1, 2) Archives locales.

(3) Ritz, et Archives locales.

## CHAPITRE 4

### Le rectorat.

Jean Antoine Joseph de Courten obtint en 1715, par bref de Clément XI la concession d'une chapelle familiale pour sa maison de Sierre. Au début, le vicaire cumula les fonctions de recteur, comme nous l'avons vu dans la précédente liste.<sup>1</sup> Puis la famille, vers 1820, créa un rectorat, avec maison en face de l'église. Le titulaire desservirait l'autel de S. Joseph, devant lequel les de Courten possédaient un caveau. Ceux-ci, à la repourvue, avaient droit de présentation du candidat.

En 1907, le curé François de Courten obtint de l'évêché que le recteur aiderait à la pastoration.

### Recteurs.

1820, Zurtannen Charles, né à Sion. — 1833, Alphonse Rion. — 1837, Charles Pottier, de Monthey. — 1845-62, Eugène de Courten, né à Sion, (1796-1866). — 1863-64, Jean-Nicolas Hubert, d'Orsières (1809-1864). — 1864-67, Pierre-Louis Gaillard, d'Orsières (1826-1892). — 1867-68, Eugène Monnier, né à Sierre (1802-1868). — 1880-84, Père Germain Dumoulin, de Savièse (1841-1926). — 1884-85, Père Hermann Krause. — 1885-90, Jérémie Jean, d'Ayent, (1859-1926), recteur, puis vicaire. — 1894-1906, César Jaggy, de Varone, (1864-1914). — 1907-1914, Jean-Pierre Sierro, d'Hérémenche, recteur-doyen. — 1914, Félix Nanchen, de Lens. — 1915, Laurent Zufferey, de St-Luc (1858-1927)<sup>2</sup> — 1924 abbé Daniel. — 1925 abbé Kaufmann. — 1929 Timmermans Pierre.

---

(1) Archives de Courten.

(2) Ritz, Blätter.

---



## CHAPITRE 5

### Les confréries.

Le moyen-âge si chrétien devait, avec des associations pieuses, laisser des œuvres de charité. Aussi nos archives permettent-elles de constater, à Sierre, l'existence de plusieurs confréries.

A nommer la confrérie du St-Esprit, de Géronde, passée, depuis 1331 à la paroisse du Plan de Sierre. En 1317, Alexandre Rosala lui fait un don de 4 deniers, en la personne du prieur Guillaume de Vetter. Le major Théodule, en son testament de 1325 lui assure une rente annuelle. Nos archives renferment nombre de pièces à son sujet.<sup>1</sup>

Le « St-Esprit » se proposait un but charitable. Pour assister les pauvres dans le besoin, il organisait des distributions ou donnes de blé, de vin, de viande, nommément le lundi de la Pentecôte, d'où son nom.

A cet effet, la confrérie recevait des legs par dernières volontés, des dons en espèces et en nature, etc. Elle réussit ainsi chez nous comme dans d'autres paroisses, à posséder des bâtiments, des propriétés, qu'elle affermaient ; de l'argent prêté au taux légal, une petite fortune, pour tout dire.

A sa tête elle avait généralement des prieurs ou procureurs, chargés de veiller à ses intérêts, de convoquer les assemblées, de surveiller les distributions de vivres, etc.

A côté de la confrérie du St-Esprit, il s'en fonda d'autres, pour promouvoir la piété des fidèles.

Les RR. PP. Capucins, qui avaient obtenu de l'évêque Adrien IV de Riedmatten l'autorisation de prêcher des missions, instituèrent, en 1650, sous l'administration du curé-doyen Michel Publius, l'archiconfrérie du Saint Sacrement, avec des statuts, un comité et des exercices fixés au troisième dimanche de chaque mois.<sup>2</sup> Se proposant d'honorer No-

---

(1) Grem. II-III et archives locales.

(2) Archives paroissiales.

tre-Seigneur dans l'Eucharistie, dogme attaqué par la Réforme, cette pieuse association, dont les fonds contribuent à l'entretien du culte, rehaussa de tout temps, dans nos paroisses, la majesté de nos cérémonies.

Nous devons encore à ces religieux missionnaires la réorganisation, en 1650, des confréries du Rosaire de la Sainte Vierge, dont le curé Publius apparaît le recteur ; de S. Joseph, aux statuts portant la date du 23 mai 1650.

Dans le voisinage du couvent des Carmes de Géronde, Sierre devait posséder de bonne heure une confraternité du Scapulaire. Néanmoins, nos registres paroissiaux ne la disent canoniquement érigée qu'après 1688.

Les archives de la cure mentionnent enfin au XVII<sup>e</sup> siècle la confrérie des pauvres âmes, dans le but de venir en aide aux trépassés, ainsi que la Congrégation de la Sainte Vierge, affiliée à celle du collège de Sion, dirigée par les Jésuites.<sup>1</sup>

Ces associations, ce que démontrent les protocoles paroissiaux, fonctionnèrent normalement pendant près de trois siècles, sous la direction du curé et de leur comité. Dans le cadre des statuts, elles travaillèrent à entretenir dans leurs membres l'esprit de piété et de bienfaisance. Qui ne comprend, dès lors, que les confréries contribuent à intensifier la vie chrétienne dans nos paroisses ?

---

(1) Archives paroissiales.

## CHAPITRE 6

### Les chapelles.

Outre les sanctuaires déjà mentionnés, Sierre possédait des chapelles, qui ont leur histoire.

A nommer celle de S. Antoine qui apparaît au début du XV siècle, ici comme à Sion, Ardon, Leytron, etc., l'œuvre des nobles de Chevron. Cette chapelle dotée par cette famille, ensuite par des dons, possédait des biens-fonds jusque dans la châtellenie de Saillon. En parlent plusieurs pièces de nos archives, mentionnant des recteurs, nommément le Carme André Berclaz, vers 1530.<sup>1</sup>

Cette chapelle resta pendant les siècles suivants l'objet de la dévotion des gens de la contrée, qui affectionnent le culte du grand ermite.

Au XIX siècle, le curé Schnyder transforma le sanctuaire en un oratoire de Notre-Dame de Lourdes, auquel celui de Ste Thérèse, à l'entrée du vieux clocher, fait le pendant.

Sans m'arrêter à la chapelle de Glarey, d'abord sous les auspices de S. Loup, évêque ; plus tard, de l'Immaculée Conception de Marie, aujourd'hui détruite, parlons de celle de Muraz.

De tout temps, des ressortissants d'Anniviers avaient à Sierre des propriétés. Ils descendaient en nomades, travailler leurs vignes, rentraient les récoltes de leurs prés et de leurs vignes durant la bonne saison, amenant avec eux leurs familles et leur bétail. Depuis un siècle, nombre d'entre eux se fixèrent même à Sierre ou aux environs, notamment à Muraz.

Cet exode fréquent engagea la commune de St-Luc à édifier une église, desservie par les prêtres qui accompagnaient leurs ouailles. Avec l'autorisation de l'Ordinaire de Sion, elle construisit donc sur le coteau un sanctuaire, dont elle assumait l'entretien et le service. Dédiée à S. Martin, évêque de Tours, cette chapelle spacieuse reçut en 1854 la bénédiction du grand doyen Pierre Antoine de Preux. Elle renferme trois autels portatifs. Des recteurs, depuis quelques années, assurent le service de cette filiale de Sierre.<sup>2</sup>

(1) Archives de Sierre.

(2) Acte de visite de Sierre.

# Appendice I.

## HISTOIRE DE GÉRONDE

Au midi de Sierre, la colline de Géronde qui domine la contrée environnante, avec un coup d'œil magnifique sur la vallée du Rhône, de Loèche à Sion, vit des habitants de bonne heure, même avant l'époque romaine. Il reste, certes, de ces périodes des souvenirs, dont nous avons déjà parlé plus haut.

### § 1. Géronde prieuré augustin.

Sous les Burgondes, les Francs, les Rodolphiens, nulle mention de Géronde, jusqu'au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Les chartes y placent alors un prieuré augustin dépendant de l'abbaye d'Abondance, en Chablais, où les nobles des environs, les de Sirro, les Albi, de Chalais, ses fondateurs, avaient leur tombeau dans l'église qui devint paroissiale, vers 1300.<sup>1</sup>

Nous connaissons les noms de quelques prieurs : Rodolphe, en 1233 ; Etienne, en 1271 ; 1286, Guillaume d'Ollon ; en 1310, Raymond de Cervent, chanoine d'Abondance ; en 1317, Guillaume de Veter, prieur-curé. Leur juridiction de curé s'étendait au Plan de Sierre, jusqu'au Marais, où Théodule, le dernier major de l'endroit, fonda, le 18 des calendes de juillet 1310, une chapelle en l'honneur de S. Théodule, sur le territoire de la paroisse de Géronde.<sup>2</sup>

### § 2. Géronde Chartreuse.

Le prieuré augustin échangé en 1331 contre la paroisse d'Illiez, l'évêque Aymon III de la Tour y établit une Char-

---

(1) Grem. I-II-III.

(2) De Rivaz-Ruppen Aloïs. Gerunden-Blätter von Oberwallis III 420.

treuse. Il transféra à cet effet la paroisse de Géronde au Plan de Sierre, en la chapelle du Marais, devenue après des transformations, l'église paroissiale de S. Théodule, puis de Ste Catherine.<sup>1</sup>

Les bâtiments du monastère, dit Rameau, forment un grand carré, dont le sanctuaire occupe un côté. La cour intérieure offre encore ses vieux cloîtres. Au principe, il n'y existait que l'église et un prieuré, demeure de deux religieux, dont l'un portait le titre de prieur. Il faut donc conclure que la construction actuelle, selon la charte de donation, en grande partie du moins, demeure l'œuvre des Chartreux, qui l'habitèrent au nombre de neuf avec le prieur, dont un frère laïc ; peut-être davantage à la suite de nouvelles fondations, nommément de l'évêque Aymon, d'Agnès, reine de Hongrie, en 1331, et du curé de Murman.<sup>2</sup>

Ainsi Géronde semblait suffisamment doté. Outre la colline de ce nom, il avait obtenu du prélat fondateur des propriétés à Sion, à Loèche, à Glis-Brigue ; du donzel Pierre de la Tour-Châtillon, la dime de Chalais ; des revenus à Ernen et à Sierre, du seigneur Jean d'Anniviers.

Comme il s'agissait d'un cloître, plus question d'église, mais seulement d'une chapelle qui constituait, pense-t-on, le chœur de l'église actuelle.

La Chartreuse prospéra sous l'épiscopat pacifique d'Aymon III de la Tour ; elle périclita sous l'évêque Tavelli, pendant les guerres civiles, qui entravaient les exercices des religieux. Il s'ensuivit une diminution de leur colonie, puis l'abandon de la maison vers 1354 ; le monastère resta sous la protection de noble Jean d'Anniviers.

Voici la liste des prieurs de Géronde sous les Chartreux :

1. Ebal Hubodi, 1331-1332 ; 2. Hugo, 1333 ; 3. Inconnu, 1334 ;
4. Ebal Hubodi, 1336 ; 5. Thomas, 1336 ; 6. Jean, 1342 ; 7. Etienne de Lullin, 1346 ; 8. Jacques de Desertis, 1348 ; 9. André de Ponte Bellevicini, 1349 ; 10. Jean d'Anniviers, 1354 ;
11. Jean de Noville, 1354.<sup>3</sup>

---

(1) Archives locales.

(2) Rameau : Châteaux ; Ruppen, Géronde, archives locales.

(3) Ruppen, Grem. III-IV.

### § 3. Géronde, couvent de Carmes.

André de Gualdo, administrateur, puis titulaire de l'évêché de Sion, après avoir réparé Géronde, résolut d'introduire des Carmes au couvent de St-Martin, le 10 juillet 1425. Entrant dans ses vues, les Chartreux renoncèrent à leurs droits sur l'antique monastère en 1427. Les dizains approuvèrent et prirent sous leur protection le nouvel établissement, auquel ils firent rendre les biens détenus par des particuliers : Hildebrand et Pétermann de Rarogne, Antoine d'Anchettes et Pétermann de Platea. D'ailleurs, l'évêque s'était engagé à ne pas admettre d'autres ordres mendiants dans ses Etats. Quant aux religieux, ils promettaient de ne quêter que dans le Valais savoyard.<sup>1</sup>

La nouvelle communauté ne renfermerait que treize conventuels avec le prieur, parmi lesquels six prêtres aptes à prêcher et à entendre les confessions, quatre diacres ou sous-diacres, et deux acolytes, plus sept frères convers ou domestiques. Tous s'efforceraient d'observer la règle, s'abstenant de viande, gardant le silence et couchant sur la dure.<sup>2</sup>

Les Valaisans, qui avaient vu partir sans regret les Chartreux cloîtrés, parce qu'ils ne faisaient point de ministère, reçurent volontiers les Carmes qui aidaient le clergé séculier dans la pastoration, prêchant et administrant les sacrements, desservant même au besoin les paroisses de Ste Catherine de Sierre de St-Maurice de Laques, de Musotte, de Villa, d'Anniviers.

De leur côté, les religieux surent, par une vie austère et réglée, gagner la confiance des gens qui firent nombre de legs en faveur de St-Martin de Géronde. L'évêque leur céda, à Sion, une maison avec la chapelle de la Trinité. A St-Maurice, les Carmes possédaient également un logement ainsi qu'un pied à terre à Troistorrents, des propriétés à Loèche, à Brigue, à Bramois, à St-Brancher, comme du reste dans tout le dizain de Sierre.<sup>3</sup>

Cependant, Géronde vit diminuer, dans le cours du temps, le nombre des Carmes qui, se relâchant dans l'observance de la règle, commencèrent à faire du pécule, et prêtèrent flanc

(1, 2) Grem. VII-VIII : de Rivaz.

(3) Archives locales.

à la critique. A l'effet de ramener l'ancienne ferveur nos évêque intervinrent bien : Hildebrand de Riedmatten en 1591 ; vers 1619, Hildebrand Jost ; en 1641, un commissaire général de l'Ordre des Carmes, J. B. de St-Roch. Lorsque la communauté réduite ne compta plus que quelques étrangers incapables de tenir ses engagements, le Valais s'en désintéressa... Les religieux abandonnèrent définitivement Gêronde vers 1644.

### Prieurs Carmes.

1425 Frère Thomas de Congigo. — 1431 Frère Jean de Luisello. — 1436 Frère Pierre de Fonte. — 1451 Frère Antoine de Fonte. — 1462 Frère Antoine de Fonte. — 1468 Frère Vincent Benedicti. — 1473 Frère Rodolphe (Rolet) Forneri (Torneri). — 1491 Frère André de Berculaz (Berculaz). — 1494 Frère Petermann Mèviodi alias de Domo nova. — 1502 Frère Jean Giettetaz. — 1525 Frère Dominique de Fonte (curé de Lacques 1540). — 1539 Frère Claude Chapsuis. — 1573 Frère Georges Chasselaz, (chanoine de Laques). — 1594 Frère Hugonet de Mellis. — 1608 Frère Barthelémy Riondet. — 1610 Frère Gabriel Guillemodi. — 1624 Frère Jean de Regibus. — 1629 Frère Gaétan, prieur et curé de Sierre (Bérody). — 1634 Frère Antoine Jeannerey. — 1639 Frère Louis Mottez. — 1643 Frère Grégoire de Ste Cécile.

### § 4. Les Jésuites à Gêronde.

Au départ des Carmes, les immeubles de Gêronde retournèrent de nouveau à l'évêché qui, en 1646, en confia l'administration au vénérable Mathias Will. Celui-ci portait le titre de « prior et praepositus conventus Gerundae », et fit des acquisitions au nom de cette maison. Dirigeant ensuite cette dernière le laïc Pierre de Vineis, notaire, en 1652 ; depuis, les Jésuites établis, à Sierre, dans l'édifice de M. François de Preux, où ils tenaient un gymnase, desservant même la cure. Successivement recteurs de l'établissement, les RR. PP. Thomas en 1656 ; en 1660, Daniel Charpentier, laissaient ou envoyaient un prêtre pour acquitter les messes de fondation à Gêronde.<sup>1</sup>

(1) de Rivaz.

Cependant, Sierre qui avait promis de bâtir pour obvier à l'insuffisance des locaux, tardait toujours, reculant devant les frais. L'établissement périlait d'ailleurs, faute de ressources en 1658. Aux demandes de secours par le P. Charpentier, le grand Stockalper répondait, en assurant les Pères de sa protection, s'ils fondaient un collège à Brigue. Un moment, ces religieux semblèrent décidés d'aller à Loèche, où on leur proposait d'ouvrir quelques classes latines, avec l'appui de l'évêché. Mais le recteur jésuite de la résidence de Brigue, Schiers, gagné par les promesses du Mécène haut-valaisan, prévint ce projet et fonda le célèbre collège de Brigue dans les vastes constructions entreprises à cet effet par le grand Stockalper, en 1665. Les Pères, à la suite de cette fondation qui permettait de donner à leur établissement du Haut-Valais un plus beau développement, renoncèrent à Géronde, qui revint à l'évêché avec meubles et immeubles.<sup>1</sup>

### § 5. Le Séminaire diocésain de Géronde.

Rentrée en possession de Géronde, la mense épiscopale en confia l'administration à des tiers. Nous trouvons, en 1709, un laïc, Jacques Schmidt, de Sierre, régisseur et receveur de la dévote maison de Géronde, au nom de Sa Grandeur François Jos, Supersaxo.

S'inspirant des directions du concile de Trente, l'évêque Jean-Joseph Blatter, ancien curé de Sierre, songea à ériger un séminaire à Géronde, dont la position autant que les locaux se prêtaient à merveille. Il y plaça d'abord, dans ce but, en 1745, en qualité de procureur de la dévote maison de Géronde, le Père jésuite Gadi avec le Frère Jaki, probablement de la communauté de Sion.<sup>2</sup>

Par acte du 24 février 1748, il fonda le séminaire, lui assignant une dotation suffisante. Le nouvel établissement fonctionna ainsi avec des prêtres religieux et séculiers pour directeurs jusqu'à M. Schmidhalter. Sous lui, les troupes révolutionnaires envahirent et pillèrent la maison en mai 1799, volèrent ou dispersèrent les volumes de la bibliothèque. Les soldats vaudois y dévastèrent l'église, mutilèrent les sta-

---

(1) de Rivaz, Bertrand ; Gaspard Stockalper.

(2) de Rivaz, Dr Meyer ; Blätter von Oberwallis VII. 251.



tues et les sculptures de ses antiques stalles, déchirèrent les tableaux et se livrèrent à des orgies révoltantes.<sup>1</sup>

En février 1804, l'abbé Schmidhalter céda la place aux Trappistes jusqu'en novembre 1906. A leur départ, l'abbé Müllacher, de retour au pays, reprit la direction du séminaire épiscopal jusqu'en novembre 1816, où il accepta de nouveau un poste d'aumônier dans un régiment français.<sup>2</sup>

Le séminaire se transporta en 1818 de Géronde à Valère, abandonné par les chanoines à la suite de la fusion de ce chapitre avec celui de la cathédrale par le pape. Il y resta jusque vers 1875 où l'on construisit le séminaire actuel.

### § 6. Géronde sous les Trappistes.

A la suite de la Révolution française, les Pères de la Trappe fixés à la Valsainte, chartreuse alors abandonnée, tentèrent de fonder une maison en Valais. Les autorités ecclésiastiques et civiles proposèrent le prieuré de St-Pierre des Clages, bientôt abandonné à cause de l'insalubrité des lieux, pour la maison de l'abbé Vincent Bonvin à Präfalcon, sur Granges. En 1796, sous la conduite de dom Lestanges, ils s'établirent dans les gorges de la Dranse, au-dessous de St-Brancher. Mais après l'entrée des Français en Valais, sur l'ordre du résident français, le jacobin Mangourit, ils durent reprendre le chemin de l'exil, par le Simplon, au début de février 1798.<sup>3</sup>

L'indépendance du Valais reconnue, l'abbé primat revenu à la Valsainte, obtint en 1804 de l'évêque et de l'Etat, la possession de Géronde avec, en location, les biens les plus rapprochés. Quelques religieux en prirent possession à la fin janvier 1806.<sup>4</sup> Ils ne s'y arrêtrèrent pas longtemps. Dès que les circonstances le leur permirent, ils s'établirent dans l'ancienne Chartreuse de Tamié, en Tarentaise, chargés par Napoléon de desservir l'hospice du Mont-Cenis.

En 1831, Géronde d'où le séminaire s'était transporté à Valère en 1818, reçut encore une colonie de Trappistes. Le

(1) Grenat.

(2) de Rivaz.

(3) Achille Chappaz. Les Trappistes, travail lu à l'Académie de St-Maurice.

(4) Archives de Sierre.

registre de Miège signale, en 1833, un mariage où deux religieux fonctionnèrent comme témoins.

Géronde servit encore d'abri à des religieux français. Des Dominicains, après 1875, s'établirent à l'hôtel Bauer à Sierre, puis à Géronde, pour rentrer sous peu dans leur pays. — En 1879, un concordat intervint entre l'Eglise et l'Etat. En 1893, d'entente avec l'évêché, notre gouvernement affecta 40.000 fr. à transformer les bâtiments de Géronde, qui devinrent un établissement de sourds-muets, sous la direction des RR. Sœurs d'Ingenbohl, jusqu'en novembre 1930, où l'on transporta l'Institut au Bouveret, à l'ancien hôtel de l'Aiglon, acheté par l'Etat du Valais et aménagé à cet effet sous la surveillance de M. Walpen, chef du Département de l'Instruction publique.

### § 7. Le couvent et l'église.

De la fondation des chanoines augustins d'Abondance au XIII<sup>e</sup> siècle, il ne reste guère de souvenirs, à l'exception peut-être de quelques pans de murs enfouis dans les constructions postérieures, surtout à la sacristie. Les Chartreux (1331-1351), édifièrent en grande partie le couvent et la chapelle devenue le chœur de l'église actuelle.<sup>1</sup> Les Carmes agrandirent les constructions, surtout le cloître. Enfin au XVIII<sup>e</sup> siècle, la maison transformée en séminaire diocésain, son fondateur, Mgr Blatter restaura les bâtiments et l'église, achevée par son successeur Hildebrand Roten.<sup>2</sup>

L'Etat du Valais, en 1893, procéda à de nouvelles réparations.

Au temps des Augustins, l'église du prieuré de Géronde se trouvait sous le vocable de S. Martin, évêque de Tours. L'évêque Aymon III avait bien permis aux Chartreux de construire leur couvent en l'honneur de Dieu, de la Sainte Vierge Marie, de S. Jean-Baptiste et de tous les Saints ; mais, dans son accord avec le général des Carmes, André de Gualdo cite le monastère de Géronde, encore sous le nom de S. Martin. En 1450, l'on teste toujours en faveur de l'église de S. Martin, dont on conserve des reliques. Il semble que

---

(1, 2) Rameau.

les religieux du Carmel dédièrent le maître-autel à la Ste Vierge, leur patronne, comme l'indique encore le tableau. Pourtant, peu à peu, Ste Anne, qui avait une chapelle sur la colline voisine, devint la patronne de l'église au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'église de Sierre renfermait un autel de S. Martin, pour rappeler sans doute le souvenir du titulaire de la paroisse-mère de Gérondo.

Les chartes, sous les Carmes, mentionnent la fondation de chapelles ; en 1436 par Petermann de Platea, fils d'Hildebrand et d'Antoinette d'Anchettes sous le vocable des SS. Christophe, Blaise, Anne, Ursule et ses compagnes martyres ; en l'honneur de Ste Barbe, autel que se proposait de fonder, en 1513, noble François de Chevron.<sup>1</sup>

Se basant sur le chanoine de Rivaz, qui visita Gérondo en 1812, l'abbé Rameau signale trois vitraux intéressants aux fenêtres du chœur, l'un à gauche avec un saint Christophe et un S. Michel ; un autre reproduisait une visitation avec un chevalier, sa dame, probablement Christophe de Silenen et Isabelle de Chevron ainsi que leur fille ; le troisième, don du cardinal Schinner, à Ste Ursule, représentant une ville avec une tour sur laquelle flottait l'étendard rouge à la croix blanche, et en avant une nacelle chargée d'un pape, un cardinal et un évêque. Dans la sacristie, un vitrail figurait Ste Barbe avec un Carme, à genoux. Seules les stalles endommagées, antique souvenir du passé, rappellent la présence des religieux du Carmel.<sup>2</sup>

Le clocher à baies géminées perd lentement ses colonnettes, ne renfermant plus que deux des quatre cloches refondues sous l'épiscopat de l'évêque Blatter, le restaurateur de cette ancienne demeure.<sup>3</sup>

A remarquer dans les édifices un réfectoire, les deux cloîtres, dont le supérieur plus récent daterait des Carmes.

Souhaitons que l'on donne bientôt à Gérondo une destination, sinon l'abandon et le temps feront lentement leur œuvre. Le coup d'œil dont l'on jouit de cette colline enchantée, la verdure luxuriante de ce plateau, avec le bois de pins qui le domine, ne réussissent point à nous tirer de la mélancolie qui s'empare de nous aujourd'hui à la vue de l'édifice désert.

---

(1, 2, 3) de Rivaz, Rameau.

## Appendice II.

### LA CONTRÉE

(à M. l'abbé Heimo)

#### § 1. Histoire de Randogne.

Notre territoire faisait partie de l'ancienne villa gallo-romaine de Sierre donnée par S. Sigismond, roi de Bourgogne, à l'abbaye de St-Maurice, mais passée, au XI<sup>e</sup> siècle, à l'évêché de Sion. Plus tard, son nom apparaîtra dans les chartes du moyen-âge : Randogne, membre intégrant de la communauté de la contrée de Sierre, constituera le tiers supérieur avec Mollens-Cordonnaz. Par ses représentants, il intervient aux délibérations de ses assemblées, participe à ses avantages, aux pâturages, aux forêts, aux alpages, jouit du régime des eaux.

Sans briser les liens avec la généralité, puisqu'il assistait aux séances du conseil de dizain, traitait les affaires de la contrée et prenait part aux élections du grand châtelain, du grand banneret et du capitaine général, Randogne formera, à son tour une commune et une bourgeoisie, dont les statuts apparaissent déjà en 1578. Sa vie s'affirmera toujours davantage jusqu'au nouveau régime, par l'acquisition d'une maison de commune, de meubles, d'immeubles, de vignes.<sup>1</sup>

Le XIX<sup>e</sup> siècle amènera une séparation complète avec Sierre même les localités voisines, à l'exception de certains communaux restés indivis et administrés par la corporation des deux tiers supérieurs de la contrée. En 1898, un incendie détruisit une grande partie de Randogne, aujourd'hui rebâti en pierres.

La construction d'une route carrossable, vers 1900 provoquera, sur son territoire, à Montana-Vermala, la construction de sanatoria et de nombre d'hôtels, de pensions, ce qui triplera notre population.

(1) Archives locales.

Depuis quelques années, Randogne possède les deux conseils municipal et bourgeoisial.

Au spirituel, Randogne compose la paroisse de St-Maurice de Laques avec Mollens.

## § 2. Histoire de Mollens.

Ce nom vient probablement d'un moulin autour duquel s'élevèrent peu à peu des maisons. Dès le XIII<sup>e</sup> siècle, il apparaît dans les actes avec des orthographes différentes, faisant partie du tiers supérieur de la contrée de Sierre.<sup>1</sup>

Peu habité d'abord, ses gens ressortissaient aux bourgeoisies environnantes notamment à Cordonnaz, seigneurie de la cathédrale de Sion, avec un chanoine pour vidomme et un métral à la Forchex. Mollens prit, au XV<sup>e</sup> siècle, plus d'importance, et sa communauté figure bientôt dans les chartes. Ainsi le 27 octobre 1444, Mollens reçoit de Marchand Guillaume d'Anniviers un chésal, à transformer en oratoire ou chapelle.<sup>2</sup>

Notre localité se place au dernier rang des communes de la contrée, dans le procès contre Cordonnaz en 1657.

A la cessation des guerres, les populations descendirent peu à peu des sommets. Mollens bénéficiera du déclin de Cordonnaz, qui fusionnera avec lui, fusion opérée par sentence des représentants de la contrée au Pâqueret de Veyras, le 8 septembre 1683. Dès lors Mollens constitua commune et bourgeoisie. Miège, se prétendant lésé, réclama longtemps. Pour le dédommager, on lui accordera, en 1780, quelque territoire provenant de la liquidation de l'ancienne bourgeoisie de Cordonnaz.<sup>3</sup>

Mollens eut à souffrir de l'occupation française qui lui coûta des prestations de 1799 à 1815, mais le nouveau régime consacra l'existence de sa commune et de sa bourgeoisie. Ces institutions ont un conseil séparé depuis 1890.

On comprend que Mollens, après l'absorption de Cordonnaz, ne se contenta plus d'un simple oratoire ; qu'il se construisit une vaste chapelle en l'honneur de S. Charle (magne), bénie le 28 juillet 1683 par l'évêque Adrien V de Riedmatten.<sup>4</sup>

---

(1, 2) Grem. I-VIII.

(3) Archives de la Contrée.

(4) Archives de Mollens.

### § 3. Paroisse de St-Maurice de Laques.

Au principe, l'église de S. Giniez de Villa desservait toute la contrée de Sierre sur les deux versants du Rhône. S. Maurice, titulaire de la chapelle primitive, au XII<sup>e</sup> siècle, donna lentement son nom au hameau, puis à notre paroisse. A cause du torrent ou même des eaux stagnantes du voisinage, on lui adjoignit le déterminatif de Laques (ad aquas, c'est-à-dire vers les eaux). Le nouveau sanctuaire paroissial desservait tout le mont de Sierre, du torrent de Marcon à la Raspille : Veyras, Musotte, Miège, Cordonnaz, Mollens, Randogne, Blusch, la partie orientale de Montana avec Corin, Loc, Anchettes, Venthône, et releva, jusqu'en 1918, du Chapitre de Sion, qui y possédait nombre de fiefs, même des territoires comme la montagne des Plans, les vidomnats d'Anchettes et de Cordonnaz, avant le nouveau régime en 1798. Ne nous étonnons pas, dès lors, si des chartes parlent de la prébende de Laques au moyen-âge. Pendant trois siècles, nos curés figuraient parmi les chanoines de Sion avec, chez nous, des amodiataires ou des vicaires, encore en 1498, Philippe de Platea d'Anchettes, nommé en 1520 évêque par le chapitre,<sup>1</sup> — et Pierre Vion comme recteur de l'autel S. Jacques.

Il y eut successivement à Laques trois églises. La première renfermait, outre le principal dédié à St-Maurice, les autels de Ste Madeleine (du côté de l'épître) devant lequel le chanoine-curé Dominique Bossonin, en 1384, voulut reposer ; des apôtres SS. Pierre et Jacques, du côté de l'évangile, enfin la chapelle de la Ste Vierge au midi, où noble Guillaume III de Venthône se fit ensevelir en 1349, où les nobles d'Anchettes, puis de Platea continuèrent à jouir, après eux, du droit de caveau.<sup>2</sup>

De 1531 datent le clocher actuel et la deuxième église, avec les autels de la Ste Famille, plus tard de S. Joseph (épître), et des SS. Pierre et Jacques, à laquelle se trouvait adossée au midi la chapelle de Platea, dédiée à Notre-Dame du Rosaire. L'on abattit, pour la construction de la troisième, l'ancien vaisseau et la spacieuse chapelle de Platea, qui communiquait avec lui par deux arcs-boutants soutenus par une colonne, mais l'on conserva le chœur gothique, tirant la nef vers le couchant.<sup>3</sup> Voilà qui imposa un agrandissement du cimetière dans la même direction.

(1, 2, 3) Archives de Laques.

## Les chapelles — Notre-Dame de Crétel

De la paroisse de St-Maurice-de-Laques relèvent les chapelles de Cordonnaz en l'honneur de S. Gothard ; de Randogne, de Mollens, dédiée à S. Charle(magne) ; de Loe, vouée à Notre-Dame des Sept Douleurs ; de Notre-Dame des Neiges à Crétel, fête le 5 août.

A la suite d'une vision, Jean Clivaz et son épouse Marie Louy, construisirent un oratoire sur le rocher de Crétel, où le premier avait, quelques jours auparavant, échappé à un grave accident. M. Cina, curé de Laques, procéda à sa bénédiction le 5 août 1707, délégué par Mgr J. J. Super-saxo, évêque de Sion. Dans l'acte dressé en cette occasion par le notaire Antoine de Lovina, le fondateur s'obligeait à faire dire une messe annuelle, le jour de Notre-Dame des Neiges, où des pèlerins accouraient nombreux de tous les environs, attirés par les grâces obtenues par l'intercession de notre Mère du ciel.

Ce concours de fidèles augmentant toujours — l'on distribuait plusieurs centaines de communions à la fête patronale —, il fallut agrandir le sanctuaire. Pour faire droit au vœu des populations, Jean Clivaz associa son beau-frère, Joseph Masserey, de Venthône, à son œuvre, encouragé par un nouveau prodige, le 4 septembre 1726. Engagés par l'affluence des foules, d'année en année plus denses, notamment le 5 août 1728, les fondateurs, avec le concours des populations et les bienfaits des curés de St-Maurice, Venthône et Sierre, taillèrent un second chœur dans le roc vif, à l'édifice qui compta, de ce fait, trois autels. De 1730 à 1737, l'on construisit la sacristie, le clocher et l'ermitage. Celui-ci eut un gardien jusqu'en plein XIX<sup>e</sup> siècle. Le banneret Joseph-Antoine de Courten, de Sion, fonda vers 1762 un autel sous les auspices de S. Joseph, son patron, à côté de la chaire. Prouvent les faveurs, reçues par l'intermédiaire de la Sainte Vierge, les nombreux ex-voto, qui tapissent les murs de cet édifice religieux, depuis 1742 à notre époque, où les visiteurs continuent à célébrer Notre-Dame des Neiges.

Comme tous les lieux de pèlerinages, Crétel se trouve enrichi d'indulgences, accordées par les Souverains Pontifs Pie VI (1792), Pie VIII (1830) et Grégoire XVI (1833).

#### § 4. Les curés.

Les archives, pas plus que la tradition, nous laissent de précisions sur l'ancienne cure, qui se trouvait sur le même emplacement et dans un état lamentable vers 1760. Au curé Chabloy le mérite de reconstruire le presbytère actuel, réparé par le curé-doyen Barras et ses successeurs.

1242, Pierre de Miège, chapelain ; en 1247, curé, chanoine de Sion. — 1285, Uldaric, curé, chanoine de Sion en 1287. — 1312, Jean de Romainmôtier, chanoine de Sion. — 1320, Jacques de Romainmôtier, son neveu, qui eut en 1320 Nicolas de Payerne comme vicaire. — 1359, Pierre de Clarens ; Jean de Grône fonctionna en qualité de vicaire. — 1363, Gottfredus, chanoine de Sion. — 1362, Dominique de Bossonin, curé de Laques, chanoine de Sion, a Henri pour vicaire en 1381, veut être enterré au pied de l'autel de la Ste Vierge, en 1384. — 1407, Jean de Fuy, curé. — 1415, Thomas Strehler, de Müns-ter, avec Jean Wolfardi amodiataire (Gr. 7. 438), avant 1424. — 1433, Jean de Chalbo. — 1434, Jean de Leyserio, de Ville-neuve, curé de Laques, recteur de la chapelle de S. Jean de Venthône, chanoine de Sion (1441), chancelier, official, doyen de Sion. — 1437, Antoine Am Bort, d'Ernen, curé, chanoine de Sion. — 1445, Pierre Regis (Rey), curé, chanoine de Sion ? — 1450, Henri Immos, curé. — 1455, Rodolphe Troyffy, chanoine de Sion, avec Pierre Chabrerü pour vicaire. — 1467-77, Nicolas Jenni. — 1486, Jean Asper, curé et chanoine, avec Pierre Vion, chapelain. — 1509, Philippe de Platea, chanoine, Pierre Vion. — 1521, Jean de Fontannelli, amodiataire. — 1536, Frère Dominique de Fonte, religieux de Géronde, curé. — 1552, Frère Bernard Clavien, carme de Géronde. — 1577, Frère Georges Chasselaz, carme, prieur de Géronde, curé, chanoine de Sion. — 1585, Benoit Byrgyz, curé. — 1594, Georges Allaman, curé. — 1607, Guillaume Quentin, chanoine de Sion, reçut à Laques les jésuites descendus à Venthône en 1609. — 1611, Balthasar Chavasius, jésuite, de Porrentruy, professeur à Venthône. — 1643, Mathieu Ritter, de Moerel. — 1656, Jean Juilleran. — 1657, Publius Michel, curé-doyen. 1664, André Georges. — 1670, Jean Jacq. Advocat, de Miège. 1682, Vincent Bonvin, de Lens. — 1696, Sébastien Gilliet, d'Anniviers. — 1706, Jean Chrétien de Canali (Cina), de Salquenen. — 1739, Pierre Antoine Clavien, (de Clavibus), de Miège. — 1741, Jacques Etienne Mondereschi (1699-1747),



de Venthône. — 1747, Antoine Chabley, construisit la cure actuelle et répara la chapelle de S. Gothard à Cordonnaz. — 1775, Franç. Joseph Rey, de Montana. Assistants : Pierre Frily, Henri de Chastoney, et Gilliet. — 1798, Jos. Franç. Antoine Walter de Sierre. — 1827, Augustin Barras, de Chermignon, curé-doyen. Auxiliaires : Jacques de Preux, Dominique Bonvin, Jean Mayorat. — 1847, Franç. Joseph Bridy, de Savièse. — 1870, Joseph-Marie Morard, d'Ayent, curé-doyen. — 1896, Augustin Zufferey, de St-Luc. — 1900, Laurent Zufferey, de St-Luc. — 1906, Germain Bridy, de Savièse, curé-doyen, chanoine de Sion. — 1919, Joseph Fournier, de Nendaz. — 1929, Henri Praz, de Veysonnaz.<sup>1</sup>

De St-Maurice dépendent les chapelles de St-Gothard à Cordonnaz, réparée par le curé Chabloz, de Mollens, de Randogne, de Crétel et de Loc.

### § 5. Confréries.

Dans nos paroisses, les confréries contribuèrent à développer la piété et les œuvres de bienfaisance. Les actes du XIV siècle constatent l'existence de celles de la Sainte Vierge et du Saint-Esprit. En son testament de 1349, noble Guillaume III de Venthône, fait une fondation en faveur de la Bienheureuse Marie et choisit sa sépulture en sa chapelle. Les Rds Pères Jésuites, établis dans la contrée dès 1608, instituèrent à Venthône une congrégation de la Sainte Vierge, citée parmi les plus anciennes dans notre pays.

Quant à la confrérie du Saint-Esprit, elle devait son nom aux distributions de blé ou de pain, de viande, de vin, à la Pentecôte où le lundi suivant. Elle avait à sa tête des procureurs ou des prieurs, qui présidaient les donnes, administraient les fonds de la confrérie, veillaient à ses intérêts, rendant régulièrement compte de leur gestion.

Ici comme ailleurs, le Saint-Esprit, par des donations, par des dispositions de dernière volonté recevait des dons, des propriétés etc. etc.

Venthône, à son tour, eut pareille association, dont les fonds allèrent, plus tard, à l'école et à d'autres bonnes œuvres.

---

(1) Grem. passim, archives de Laques et de Valère. — Ritz.

Quant aux archiconfréries du Saint Sacrement et du Rosaire, elles existent depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, introduites chez nous après 1650, probablement par les RR. PP. capucins, missionnaires, sous l'administration du curé-doyen Publius Michael, à Venthône, dès la fondation de la paroisse, en 1666 ; à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à Miège qui venait de se détacher de St-Maurice de Laques.<sup>1</sup>

## § 6. Histoire de Venthône.

(à M. Erasme Berclaz)

Venthône constituait assurément depuis 515 une dépendance de la villa gallo-romaine de Sierre, assignée par S. Sigismond à l'abbaye de St-Maurice. Du monastère agaunois, il passa au XI<sup>e</sup> siècle à l'évêché de Sion avec la contrée de Sierre, dont il suivit les destinées jusqu'à ce qu'il devint lui-même une commune indépendante.

Situé dans une région ensoleillée et fertile, notre territoire connu de bonne heure des habitants, ce que prouvent les découvertes de monnaies et de tombes anciennes, au siècle dernier. La colonisation ne se fit que plus tard, sous les Francs, ici comme ailleurs, probablement.

Quoi qu'il en soit, son nom apparaît dans les actes en 1131, avec Aymon de Venthône.<sup>2</sup>

S'étendant de Muraz et Veyras, entre les deux cours d'eau de la Mondereschy et de la Sinièse, jusqu'à Mollens-Cordonnaz, où le chapitre cathédral avait des droits, il formait partie intégrante de la seigneurie épiscopale de Sierre, embrassant toute la contrée environnante.

L'évêché l'administra d'abord par des officiers qui prirent le nom de l'endroit, les de Venthône. Ces nobles redevances, faisaient la police, exerçaient la justice en première instance. Quant aux causes en appel, elles allaient au vidomne, plus tard au grand châtelain, remplaçant du major, vers 1298, personnages desquels relevait aussi le service militaire.<sup>3</sup>

Cependant une communauté existait à Sierre au XIII<sup>e</sup> s.,

---

(1) Archives des paroisses de la contrée.

(2) G. S. 357.

(3) Grem. passim, arch. de la contrée.

groupant autour de l'église-mère de Villa tous les habitants de la châtellenie. Ceux-ci, à côté des biens reçus à cens, possédaient ensemble, outre les eaux, des terrains de libre parcours, des pâturages, des forêts, des alpages, appelés communaux. Se réunissant deux fois l'an, en mai et en octobre, sous la présidence du vidomne, ils s'occupaient des intérêts de la généralité, des règlements pour la jouissance de ces biens communs inféodés par le seigneur, moyennant des prestations en nature et en espèces, puis le service militaire.

De cette communauté primitive sortit, au siècle suivant, le dizain de Sierre, dont se détachèrent lentement les principaux villages, par l'attribution à chacun d'eux des communaux plus rapprochés.<sup>1</sup>

Venthône, de la sorte, constitua peu à peu commune, sans briser toutefois ses liens avec l'ensemble : la possession des grands communaux et la gestion des affaires générales suffisaient à assurer le contact avec Sierre, chef-lieu de dizain, où fonctionnaient le vidomne et le châtelain pour l'administration et la justice. Ces officiers présidèrent successivement le conseil des procureurs de la contrée entière, divisée en 3 tiers. Au tiers du milieu appartenaient notre village avec Miège et Veyras.

Sur ces entrefaites, groupée autour de son procureur dans l'antique tour de Venthône, notre population veillera plus directement à ses intérêts propres, gèrera, pour son compte, les parchets reçus en partage de la généralité, veillera au régime des eaux ; pour tout dire, sans se désintéresser de l'ensemble, elle s'occupera plus particulièrement du ménage local.

Auparavant la communauté de Sierre recevait des communiens à l'assemblée générale de la contrée. Chaque fraction communale prit peu à peu l'habitude d'agréger des membres moyennant finance. Ainsi, Venthône admit, en 1640, Jean de Preux d'Anchettes, déjà bourgeois de Sierre.<sup>2</sup>

Vivant alors toujours plus de sa propre vie, notre bourgeoisie, partie intégrante de la grande bourgeoisie, acquit la tour des de Venthône, sur laquelle la municipalité a des droits à la suite de réparations ; elle acheta des immeubles, des vignes et mit son four banal à la disposition de tous.

(1) Archives de la Contrée.

(2) Archives de Preux.

Aux XVI et XVII siècles qui marquent le développement de la démocratie, la contrée de Sierre à laquelle appartenait Venthône, présentait aux trois principales charges administratives et militaires du grand châtelain qui rendait la justice et présidait le conseil de dizain ; du grand banneret qui portait la bannière et du capitaine général qui commandait la troupe en campagne ainsi que dans les revues, les exercices d'ensemble.<sup>1</sup>

Le nouveau régime relâcha encore les liens entre les trois tiers de la contrée. Sierre s'en sépara complètement en 1839, au communal ; en 1872, de la grande bourgeoisie. Les bourgeois du mont conservent quelques liens communs de l'ancienne corporation. Depuis quelques années, Venthône possède les deux conseils municipal et bourgeoisial.<sup>2</sup>

### § 7. Les nobles de Venthône.

Le P. Furer fait venir ces nobles de Savoie. Ne faut-il pas les considérer plutôt comme les premiers officiers épiscopaux qui tirent leur nom de l'endroit où ils exerçaient leur juridiction ?

Cette race apparaît chez nous dès le XI siècle avec Aymon de Venthône, témoin en 1131. A l'accord de la Morge, en 1179, entre l'évêque Conon et le comte Humbert de Maurienne-Savoie, signera Conrad de Tone, assurément de Venthône, son successeur.<sup>3</sup>

Cette famille ne détenait pas seulement le fief de l'évêché, chez nous ; elle possédait, à Conches, la majorité épiscopale d'Ernen, cédée en 1215 à Rodolphe d'Ernen et à ses parents.<sup>4</sup>

De Conrad descendaient les frères Villeneus, doyen de Sion décédé en 1230, son frère Anselme, les neveux Guillaume, Aymon également chancelier puis doyen de Sion, (mort en décembre 1268) ; Villeneus ; Rodolphe surnommé Gaston ; Conrad, appelé Montaner, dont les fils s'établiront à Sierre.

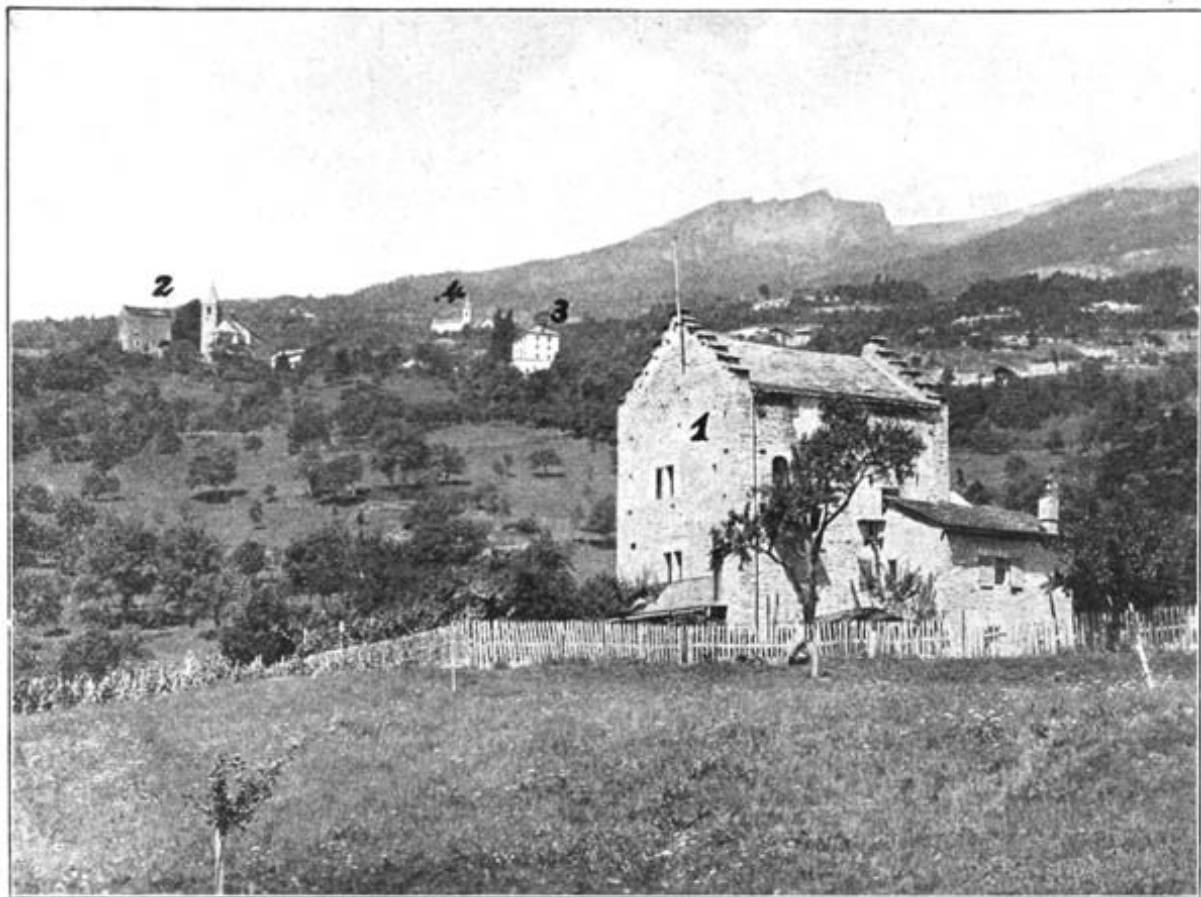
---

(1) Delovina ms.

(2) Erasme Berclaz.

(3) Grem. I, 100.

(4) Grem. I 181.



1. Tour de Musotte — 2. Tour des nobles de Venthône et église de l'endroit — 3. Château de Chastonay-de Preux modernisé — 4. Eglise paroissiale de St-Maurice de Laques.



Le chevalier Pierre de Venthône (fils d'Ulric?), dont la sœur Perrette épousa Guillaume de la Tour, construisit la tour de famille vers 1250, et joua un rôle dans les difficultés entre le Valais et la Savoie en 1260. Après 1267, il entra au noviciat des Cisterciens d'Hauterive, (Fribourg), tandis que sa dame Antoinette d'Anniviers, fille de Guillaume, devenait religieuse à la Maigrange de Fribourg.<sup>1</sup>

A cette génération appartenaient Jean, citoyen de Sion, qui laissa Girard et Jean II; puis Guillaume II chevalier, père de Guillaume III et de Perrod allié à Françoise Albi de François; Rodolphe († 1300), époux de Marguerite N., remariée à noble Pierre de Montheolo, et probablement le chanoine Pierre († 1330), de Venthône, connu par son rôle dans la chancellerie de Sion. Les actes assignent comme enfants à Girard, Jean III; à Perrod, François; à Jean II, Antoine et Agnès mariée à Jean Borgognon de Genève. Or, ni Guillaume III († 1349) de sa femme Isabelle; ni les donzels Antoine et François ne semblent avoir laissé des héritiers.

Venthône abrita encore d'autres familles qui jouèrent un rôle dans la contrée.

Des de Platea — nom venu, ici comme ailleurs de la place principale du village —, se rencontrent à Venthône au XIII<sup>e</sup> siècle. Il faut se garder de les confondre avec noble Hildebrand de Platea de Viège, faisant souche à Anchettes, vers 1400. Avant, il y eut chez nous les de Platea qui prirent le nom de Vareilli, porté par ce quartier. Les chartes les mentionnent aux XIII, XIV et XV siècles: Rolet Vareilli et Jeannot, son fils (1326). Qualifiés de nobles, ils habitaient une tour à créneaux du XIII<sup>e</sup> siècle, qui alla à des particuliers, notamment aux de Mondereschy au XVII<sup>e</sup> siècle, et devint, en 1672, la cure de l'endroit. Décapitée, elle reçut un toit moderne; les pièces principales, des boiseries...<sup>2</sup>

Les Mondereschy tirent probablement leur nom du torrent, ce que paraissent confirmer leurs armoiries. Connus dès le XV<sup>e</sup> siècle, ils donnèrent Mathieu, grand châtelain de Sierre en 1546, et gouverneur de la vallée d'Aulph en 1554, de St-Maurice en 1594; Jacques, grand châtelain, en 1620; Barthélemy allié de Chastoney, grand châtelain en 1630, 1638, 1644. Jacques, grand châtelain, 1654 et 1660, mourut

---

(1) Grem. III.

(2) Grem. passim, de Rivaz, archives locales.

gouverneur de St-Maurice en 1663 ; Jacques, curé de Venthône en 1705 ; Jean-Jacques, curé de Laques, décédé en 1747 ; François, grand châtelain en 1696, Adrien, grand châtelain député à la diète en 1740. Cette famille avait droit de caveau à l'ossuaire ; elle s'éteignit vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup>

A mentionner encore une demeure de Platea du XVI<sup>e</sup> siècle, habitée par les de Chastoney d'Ollon, puis par le grand châtelain Rey, vers 1815, appelée aujourd'hui maison Louis Berclaz.

Alliée aux de la Tour, aux de Sirro, aux d'Anniviers, aux de Loèche, aux Albi, aux de la Bâtiaz, la famille de Venthône possédait, au XIII<sup>e</sup> siècle, outre la tour dominant notre village, une maison à Bernune avec des propriétés. Elle perdit depuis de son importance, disparaissant de la scène avant 1400.

Les domaines passèrent à Pierre de la Bâtiaz, fils de Nicod, mais le fief de la tour revint à l'évêché. Par acte du 14 septembre 1421, Guichard de Rarogne reconnaît tenir le château avec ses dépendances de la mense épiscopale, qui les reprit de fait en 1423, bien qu'y conservent des droits Rodolphe Asperlin (Gr. VIII, 505), puis Pétermann de Rarogne.<sup>2</sup>

Dans la suite, la tour devint la propriété de la contrée de Sierre puis de la bourgeoisie de Venthône vers 1600. Celle-ci y fit des réparations ; ainsi, les boiseries de la salle communale datent de 1609, le fourneau de 1619.

Il existait à Venthône deux autres maisons seigneuriales du XIII<sup>e</sup> siècle : la tour, incendiée vers 1850, modernisée vers 1880, que les actes, pour la distinguer de la magna aula des nobles de Venthône, nommaient simplement l'aula, habitée en 1436 par Pétermann de Platea, avant sa descente à Anchettes. Par alliance, ce manoir passera au Louy au XVI<sup>e</sup> siècle, aux de Chastoney au XVII<sup>e</sup> ; vers 1820, à la branche Aloïs de Preux, époux de Barbe de Chastoney, dont la famille avait droit de caveau devant l'autel de S. Jacques.<sup>3</sup>

### § 8. La paroisse de Venthône.

Primitivement, Venthône relevait de St-Maurice de Laques au spirituel, bien qu'il possédât, sur l'emplacement de l'église actuelle la chapelle de St-Jean l'Evangéliste, citée dès 1300, l'œuvre des nobles de l'endroit, sans doute. Elle pos-

(1) d'Angreville.

(2) de Rivaz.

(3) Archives de Venthône — de Rivaz.



sédait des biens, une maison à Borzuat (Sierre), avec des messes à dire par le curé de St-Maurice, son recteur. Comme sa population augmentait, Venthône obtint de l'évêque Adrien IV de Riedmatten le transfert à Venthône de l'église de St-Sébastien de Musotte, avec sa sacristie, ses cloches et son bénéfice curial en 1660.<sup>1</sup>

De l'ancienne chapelle de St-Jean l'Evangéliste, il ne reste que l'ossuaire, le reste disparut sous le chœur de l'église bâtie de 1662 à 1667, sur un terrain cédé par noble Pierre de Chastonay, avec les encouragements d'Adrien IV de Riedmatten qui gratifia du portail principal ; sacrée par Adrien V en juin 1681, sa dédicace se célèbre le premier dimanche après la S. Pierre. Dédié à S. Sébastien, le maître-autel viendrait de l'Oberland. La famille de Preux dota l'autel de la Sainte Vierge, se réservant un droit de caveau ; les de Chastonay celui de Ste Agnès, (première patronne de Musotte) aujourd'hui sous le patronage de S. Joseph.<sup>2</sup>

La fête patronale se célèbre de nouveau le 20 janvier.

Commencé en 1660, le clocher resta inachevé jusque vers 1775, date de la cloche de S. Théodule, aujourd'hui la deuxième. Les autres vinrent compléter la sonnerie depuis 1777. Voilà qui explique le clocheton dominant encore le faite de l'église.

L'horloge date de 1703, payée par souscription vers 1730 ; le premier orgue fut remplacé en 1905 par l'instrument actuel, sorti de la maison Kuhn à Männedorf (Zürich).

On répara le lieu saint à diverses reprises, notamment en 1860, où l'on vendit les anciennes verrières qui portaient les noms des bienfaiteurs de l'église ; en 1898, où l'on plaça les vitraux du chœur ; dernièrement encore, en 1928, les autres, tandis que l'on retouchait toute l'église.

### § 9. Les curés.

La cure de Venthône relève de l'évêché et payait annuellement à la messe épiscopale 6 fr., rachetés dernièrement. — Primitivement, son titulaire logeait dans une maison voisine. La commune acquit en 1670, par achat et échange, l'antique demeure Vareilli passée aux de Mondereschy. Décapitée, cette vieille tour à créneaux subit nombre de transformations et reçut une toiture moderne.<sup>3</sup>

(1) Archives de Venthône — de Rivaz.

(2) Archives locales.

(3) Archives de Venthône.

1666, Michel Publius, de Fribourg, curé-doyen de Venthône. — 1678, Gaspard Gasser, de Venthône, Dr en philosophie. — 1688, Pierre Charvet, de Grimisuat. — 1693, Etienne Mondereschi, de Venthône. — 1724, Jean Locher, de Venthône. — Georges Laurent Fabri (Favre). — 1751, Jean Joseph Masserey, Dr, de Venthône. — 1760, Elie Bournier, de Sierre, curé-doyen, eut comme auxiliaire Jacques Masserey, plus tard chanoine et Henri de Chastonay. — 1799, Hildebrand Lorétan, de Loèche-les-Bains, depuis chanoine, doyen de Valère, avec Pierre Auguste Bonvin, de Venthône. — 1803, Franç. Jos. Gillet, de St-Maurice de Laques, eut Etienne Gasser pour aide. — 1814, Michel Briguet, de Lens, curé-doyen avec Jos. Franç. Bagnoud, de Lens, coadjuteur en 1828, et Jean Mayor de St-Martin en 1830. — 1832, Aloïs Rey, de Venthône, chanoine de Sion, en 1839. — 1839, Gaspard Theiler, du Simplon. — 1861, Aloïs Summermatten, de Törbel, chanoine en 1880. — 1871, Adolphe Escher, de Brigue, chanoine en 1876. — 1876, Pierre Louis Mengis, de Viège. — 1877, Franç. Amacker, d'Eischoll. — 1890, Jean-Baptiste Müller, de Grimisuat. — 1896, Joseph Praz, de Nendaz. — 1902, Dr Franç. de Courten, de Sierre, chanoine en 1926. — 1906, Jean Emile Tamini, de St-Léonard. — 1920, Joseph Dubuis, de Nax. — 1923, Chrétien Follonier, de Vernamiège. — 1927, Henri Pitteloud, des Agettes. — 1931, Jules Bonvin, de Chermignon. <sup>1</sup>

## § 10. Ecoles.

Les Jésuites autorisés par la Diète à s'établir en Valais, la contrée de Sierre posséda leur premier établissement à Laques, en 1607, à Anchettes en 1609. Leur collège compta bientôt près de 200 élèves, parmi lesquels des protestants des environs. Vers 1625, les Pères qui enseignaient les langues, les sciences, l'arithmétique, etc., transportèrent leur fondation à Brigue. <sup>2</sup>

La contrée profita assurément du petit gymnase créé à Sierre en 1650 dans la maison du châtelain François de Preux, comme sans doute du voisinage de Géronde.

Au curé-doyen Michel Briguet, ancien professeur au col-

---

(1) Registres paroissiaux.

(2) Joller-Blätter.

lège de Sion, revient le mérite de l'organisation de l'enseignement primaire dans notre localité. Il enseigna lui-même, sans doute, puis, après la promulgation de la loi sur l'enseignement, il organisa à Venthône une école, tenue par le vicaire Pierre Joseph Rey, de 1831 à 1833, en 1834 par l'abbé Daniel Favre, de St-Luc, de nouveau par l'abbé Rey de 1844 à 1861, ensuite par des instituteurs, notamment M. Deléglise, devenu plus tard chanoine de l'Abbaye.<sup>1</sup>

Et où faisait-on classe ? A la cure, dans la salle du rez-de-chaussée, à la maison Rey-de Chastonay, depuis 1880 dans la maison communale réparée par la municipalité.

### § 11. Histoire d'Anchettes.

(dédiée aux dames châtelaines de ce château)

Anchettes, orthographié Anset, Ansech, Dansech, Anchet, se composait de deux hameaux : Anchettes Allaman, au-delà du funiculaire, dont il restait quelques constructions au début du XIX siècle, aujourd'hui seulement la dénomination du parchet, entre Praviriaz et le torrent... ; l'autre moins ancien, semble-t-il, Anchettes-Bernard, où s'élève le château de Platea-de Preux, dominant un pâté de maisons.

De tout temps, Anchettes fit partie de la contrée de Sierre, relevant du prince-évêque. Son vassal Pierre de la Tour, major de Sion, y possédait des droits qu'il remit, en 1218 au chapitre cathédral, sur les personnes et les choses, pour 60 livres mauricoises (6000 fr.)

Voilà qui établit la juridiction du chapitre sur Anchettes, malgré les tentatives de l'évêque Guichard Tavelli vers 1350, pour recouvrer les avantages de sa mense... jusqu'à la Révolution de 1798, qui supprima les titres seigneuriaux.

La cathédrale administra d'abord cette seigneurie par des officiers qui prirent le nom d'Anchettes du XIII au XV siècle ; plus tard, par un chanoine qui portait le titre de vidomne, dont le dernier en charge Xavier de Preux devint évêque, de 1807 à 1817.

Dispensés de certaines redevances envers le major puis le châtelain épiscopal, les gens d'Anchettes devaient annuel-

---

(1) Archives paroissiales.

lement au chapitre 4 muids de blé, mesure de Sion, et 30 sols de cens, droits rachetés au XIX siècle.

Ces officiers, notamment les vidomnes, qui tenaient sur place un métral, faisaient les rentrées, exerçaient la police, administraient la justice en première instance — les causes en appel allaient à un officier épiscopal ensuite au grand châtelain désenal.

Trois familles nobles occupèrent successivement le château d'Anchettes-Bernard : les d'Anchettes, les de Platea et les de Preux.

Connus dès 1221, les d'Anchettes dévoués au corps cathédral, revêtirent des emplois publics et jouèrent quelque rôle dans les affaires du dizain. Ils habitaient Anchettes-Bernard depuis le XIV siècle, alliés aux premières familles de la région. Selon le testament de Jeannette, fille de Perrod de la Bâtiaz, épouse du châtelain Antoine d'Anchettes, le 18 juin 1410, ils avaient leur caveau funéraire dans l'église de St-Maurice de Laques.

Voici quelques noms : Ulric d'Anchettes, témoin en 1221 ; Henri d'Anchettes, retenu prisonnier, vers 1360, par Antoine de la Tour, auquel les chanoines payèrent une forte rançon. Aymon intervint dans un combat partiel à Noës pendant l'occupation savoyarde de 1352. Son fils Jacques, député de dizain en 1384, laissa, outre le châtelain Antoine, Henriette, unie à Petermann de Rarogne et Antoinette épouse d'Hildebrand de Platea de Viège, mère de Petermann. Au décès de Maurice d'Anchettes, fils d'Antoine, dernier de la race, prédit Petermann de Platea, son cousin habitant à l'est de Venthône, le manoir passé depuis aux Louy, aux de Chastonay et à Aloïs de Preux, manoir qu'il ne faut pas confondre avec la maison communale, vint s'établir au château d'Anchettes occupé par sa famille jusque dans la première moitié de XVII siècle, où l'héritière de cette race, Marie apporta le nouveau corps du bâtiment à Jean de Preux, fils d'Angelin II, reçu bourgeois de Venthône en 1640. Le nouveau couple dota l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Venthône, s'y réservant le droit de caveau pour lui et ses héritiers.

Au château des nobles d'Anchettes dont quelques parties remontent au XIV siècle, les de Platea firent des réparations — le grand banneret François de Platea en 1580 — mais aussi Antoine de Preux-Platea, qui construisit l'aile

occidentale avec la salle historique vers 1650. Le juge Benjamin de Preux le restaura complètement en 1890.

Quant à la chapelle, elle porte la date de 1649, construite par le grand châtelain Jean de Preux et sa dame Marie de Platea. Je croirais, toutefois, qu'il s'agit plutôt de l'agrandissement d'un oratoire primitif. Quoiqu'il en soit, l'évêque Adrien V de Riedmatten bénit ce sanctuaire en 1687. M. Benjamin de Preux le répara vers 1880.

## § 12. Musotte.

Ce plateau, dans une situation merveilleuse, connu de bonne heure des habitants. Vers 1200, il constitua une seigneurie épiscopale avec des officiers qui prirent le nom de Musotte ou de Miezo, Boson et son fils Aymon allié à Hotte de Ven Rhône. Au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle apparaît comme seigneur Guillaume de Blonay fils d'Aymon, du Pays de Vaud, qui construisit la tour passée ensuite à noble Pierre de Châtillon.<sup>1</sup>

Après la chute de ces nobles, l'évêché inféoda, en 1375, ces domaines à Pierre de la Bâtiaz, puis aux de Platea, aux de Chevron, aux de Monthéis. L'un de ces derniers, Pierre Laurent de Monthéis, céda le dominat de Musotte aux deux tiers supérieurs de la contrée pour 400 doublons en 1714. Cependant, l'agglomération de Musotte, bien que paroisse, perdit de son importance à la suite d'une épidémie ou de quelque autre épreuve. Il en reste aujourd'hui seulement le château, devenu demeure particulière.<sup>2</sup>

## § 13. Paroisse de Musotte.

L'église de Musotte, due probablement à dame Agnès de la Tour Châtillon, constituait paroisse sous le patronage de Ste Agnès après 1300. Outre le maître-autel, le curé Jean Cucheto, érigea l'autel des SS. Pierre et Jean en 1425. Un seul prêtre desservait à la fois Musotte et Villa à cause de l'insuffisance des deux bénéfices. Le 19 mars 1509, dans une visite épiscopale, Mathieu Schiner exigea la présence, à la cure de Musotte, d'un vicaire pour desservir Villa. Le curé

---

(1) Grem. IV 259,

(2) de Rivaz, arch. locales.

de l'endroit prélevait la dime, dont les propriétaires grevés se rachetèrent vers 1600. Le bénéfice curial, de collation épiscopale, devait trois livres de cire à la mense.<sup>1</sup>

A cause du dépeuplement de Musotte, Venthône obtint le transfert de son église paroissiale par décret d'Adrien IV de Riedmatten, le 29 novembre 1660. Cet antique sanctuaire tomba lentement en ruines. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le sautier Nicolas Inwinkelried de Venthône construisit sur son emplacement la chapelle actuelle sous le vocable de la Présentation de Marie (21 novembre). Un Libera chanté par la procession de Venthône, aux Rogations, rappelle le souvenir de l'ancien cimetière.<sup>2</sup> Au spirituel, une grande partie du territoire à Musotte relève encore de Venthône.

#### § 14. Curés de Musotte.

1415, Jean Cuchetto, curé de Musotte et de Villa. — 1445, Reverio Nicolas, curé de Musotte et de Villa. — 1448, Aymon de Reypoz, vicaire. — 1454, Guillaume, vicaire. — 1509, François Raymond, carme, curé. — 1585, François Magnin, curé. — 1654, Mathias Will, curé, chanoine, doyen de Valère. — 1678, Jean Ferdinand Werlen, recteur et premier vicaire de Sierre.<sup>3</sup>

#### § 15. Histoire de Miège.

Bernune figure parmi les villas attribuées par S. Sigismond à l'abbaye de St-Maurice le 30 avril 515. De cette localité, dont les dépendances s'étendaient de la Sinièse à la Raspille, il n'existe aujourd'hui que le nom. Les incurSIONS, le passage des troupes, les épidémies, la peste ou tout autre malheur contribuèrent peu à peu à sa disparition. Déjà aux XIII, XIV, XV siècles, les actes mentionnent surtout des fermes à Bernune.<sup>4</sup>

Le territoire de Miège formait sans doute une dépendan-

---

(1, 2) Arch. de Venthône.

(3) Gr. passim, archives de Preux.

(4) Grem. I 5 et passim.

ce de Bernune. Dès le XII siècle, son nom figure dans les chartes. Ce plateau fertile et ensoleillé donna lentement naissance à un village, connu dès 1200, englobé dans la seigneurie épiscopale de Sierre, sous l'autorité du major et du vidomne qui rentraient les deniers et administraient la justice.

Le vidomne Nicolas de Chevron céda ses droits sur Miège à Guillaume de Preux-de Platea vers 1560. Constituant, à son tour, un petit vidomnat, qui passa de père en fils, Miège resta dans cette famille sous Angelin I, Angelin II 1580, François 1630 et Georges de Preux. Celui-ci remit ses droits aux deux tiers supérieurs de la contrée pour la place de capitaine général de dizain en 1674.<sup>1</sup>

En vertu de leur titre, les vidomnes prélevaient les prestations, exerçaient la justice en mai et en octobre — pendant les autres mois celle-ci allait au châtelain de Sierre. — Ils tenaient cour de justice à Anchettes.

Cependant, une commune existait aussi à Miège au XV siècle. Celui-ci, avec Veyras, constituait, depuis 1686, un quartier — Venthône - Anchettes, l'autre quartier — du tiers du milieu, dans la communauté de la contrée. Un accord intervint même en 1728 entre ces deux villages, concernant les charges de lieutenant et de sautier.<sup>2</sup>

Se développant, Miège travailla à se libérer des servitudes du moyen-âge et à se racheter des dîmes, notamment de celle du blé et autres envers l'église de Laques en 1759. En 1631 sa bourgeoisie acquit la maison de la Crête, puis des vignes, etc. A la suite de la réunion de Cordonnaz avec Mollens, Miège lésé réclama un dédommagement, qu'on lui accorda en 1798.<sup>3</sup>

Le nouveau régime en supprimant les titres et les usages du moyen-âge, lui apporta l'indépendance, certes, pas sans sacrifice. En 1799, Miège eut beaucoup à souffrir des troupes françaises, dont un détachement l'occupa pendant plusieurs mois.<sup>4</sup>

---

(1) de Rivaz et arch. de la Contrée.

(2) Archives de Veyras.

(3) Archives de la Contrée.

(4) Gay, Mélanges.

## § 16. Histoire de Veyras.

Agglomération plus récente, Veyras bénéfiait du déclin de Musotte. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, il formait une commune, composée de forains des environs, même d'Anniviers. Sa bourgeoisie acquit en 1624 une maison pour les réunions ; plus tard, d'autres biens-fonds, notamment des vignes. En 1686, Veyras s'entendit avec Miège pour constituer un quartier du tiers du milieu. — Venthône, l'autre quartier — pour nommer le procureur et le sautier ; en 1728 pour élire le lieutenant ; plus tard encore pour la construction et l'entretien du pont de la Sinièse.

A la suite de l'achat, Veyras acquerra, avec les deux tiers supérieurs les droits des de Monthéis sur Musotte, ce qui amena, au XIX<sup>e</sup> siècle, un remaniement de territoire.

Le nouveau régime supprima les droits seigneuriaux. De ce fait le territoire de Musotte se partagea entre les intéressés, ce qui provoqua une nouvelle délimitation avec Miège en 1820, Venthône 1852, et Sierre 1857.

Le rachat des dîmes, dues à l'église de Musotte en 1600, nous porte à croire que Veyras en dépendait primitivement au spirituel. Rien d'étonnant que notre localité ait fait valoir ses droits et obtenu quelques propriétés de la cure de Musotte, transférée à Venthône en 1660. Elle se crut même un moment assez de ressources pour former paroisse et construire la vaste chapelle de St-François d'Assise en 1667.

## § 17. La paroisse de Miège.

Au spirituel, Miège dépendait de St-Maurice de Laques. Après le transfert à Venthône de l'église de S. Sébastien de Musotte, où nos gens se rendaient sans doute à cause de sa proximité, les Miégeois construisirent (1675) la chapelle de Ste Barbe, transformée en rectorat en 1768. Le recteur, selon les directions de Mgr Ambüel, avait à officier et administrer les sacrements, mais les baptêmes, les mariages, les sépultures continuaient à se faire à Laques. En 1785 enfin, Miège devint paroisse.

La chapelle primitive transformée mesurait 12 m. de long sur 7 de largeur, bordant le chemin public, à l'est et au sud. Elle occupait l'emplacement du cimetière des enfants,



renfermait trois autels, dont deux sommaires. Après 1750, l'on remplaça l'ancien clocheton par une tour, reposant sur la sacristie, avec une énorme poutre d'ormeau comme support.<sup>1</sup>

A la construction de l'église actuelle, en 1877, on ne conserva que le clocher, et, l'ancien sanctuaire rasé, l'on poussa au nord, la nouvelle bâtisse, qui possède les trois autels de Ste Barbe, patronne ; de la Sainte Vierge et de S. Joseph. On vient d'inaugurer un clocher neuf, en 1931.

Les sépultures se font au cimetière plusieurs fois agrandi, depuis l'établissement de la paroisse en 1785 ; auparavant à St-Maurice de Laques.<sup>2</sup>

### § 18. Liste des curés.

La cure, un bâtiment du XVIII siècle, subit nombre de réparations, notamment en 1920, où l'on transforma en appartement les salles du rez-de-chaussée.

La cure de Miège releva toujours de l'évêché, qui la desservit parfois par des religieux ou des prêtres de Géronde.

1785-90, Joseph Michel-Sébastien Brignet, de Lens. — 1790-93, Pierre-Jacques Esselier, de Sierre, qui avait déjà fonctionné comme recteur depuis 1769. — 1793, François Joseph Mullacher, de Visperterminen. — 1793-97, Antoine Walter, de Sierre. — 1797-1811, François Joseph Mullacher bis. — 1811-17, prêtres du séminaire de Géronde. — 1817-23, Jacques de Preux, d'Anchettes. — 1823-48, Augustin Clavien de Miège. — 1848-58, Joseph Dunoyer, de Monthey. — 1858-60, Père capucin Athanase Touvet, du Jura. — 1860-68, Joseph Cyprien Gaudin, d'Ayent. — 1868-73, Georges Juillard, d'Ayent. — 1873-80, Adrien Bagnoud, de Lens. — 1880-1914, Pierre Blanc, d'Ayent. — 1914-19, Gabriel Clerc, de Port-Valais. — 1919-27, Germain Bridy, de Savièse, curé-doyen. — 1927, Pierre Zufferey, de St-Luc.

---

(1) Chanoine Bagnoud.

(2) Archives de Miège.

---

## Directeurs du Séminaire épiscopal de Gérone.

(complément à l'histoire de Gérone)

•

Outre les noms de Mathias Will (1643), Pierre de Vinées, notaire (1653) ; des Jésuites PP. Pierre Thomas (1654), Daniel Charpentier (1660), Gaspard Schiess (1664), du prêtre Héritier de Savièse (1684), Jacques Schmitt (laïc 1709), tous recteurs de la dévote maison de Gérone, nous connaissons comme directeurs depuis la fondation du séminaire : Gadi, S. J. (1745), Chrétien Juiller, chanoine (1749), le chanoine Wyss (1760), N. Plast (1763), Fr. Arnold (1767), Jean-Joseph Gottet (1682), François-Joseph Müllacher (1790), Joseph Schmidhalter (1797), François-Joseph Müllacher (1806-1816).

---

## ERRATA

---

Cet Essai d'Histoire de Sirre parut d'abord, pendant trois ans, dans le Bulletin paroissial. Que le lecteur ne s'étonne pas de relever, dans des articles séparés et imprimés par tranches successives, quelques lacunes et surtout des fautes d'orthographe et de ponctuation. Voilà qui nous engage à ajouter une page pour corriger les errata.

p. 34 lisez : Musotte au lieu de Musette.

41 sous la présidence du vidomme etc.

59 des officiers du dizain et non pas des dizains.

72 elle possédait la majorité et non la majorité.

79 de St-Maurice avec les sous-bannières de Saillon et de Martigny ;  
enfin de Monthey grossie de la sous-bannière d'Ardon-Chamoson.

80 part à l'élection...

122 et 1848 réalisera une centralisation.

152 Qui... lui refuserait le nom de ville ?

161 Tels qu'ils nous apparaissent...

167 parce que remplissant les deux fonctions.

192 Barbe de Chastonay... devant l'autel de S. Joseph.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

Avant-propos, division et sources . . . . .

page 7

## SECTION I

### **Temps primitifs.**

Le Sierre primitif ou la villa gallo-romaine à Villa-Muraz, page 9.

## SECTION II

### **Le Vieux-Sierre de la féodalité (1...1500)**

Chapitre	1. — Sierre, châtellenie de l'Evêché . . . . .	14
»	2. — Le vidomnat de Sierre . . . . .	17
»	3. — Titulaires du vidomnat . . . . .	20
»	4. — La majorie des de Sirro . . . . .	25
»	5. — Les châtelains de Sierre . . . . .	28
»	6. — La saltérie et ses officiers . . . . .	30
»	7. — La féodalité à Sierre; familles nobles . . .	32
»	8. — L'administration de la justice . . . . .	36
»	9. — Le service militaire . . . . .	38
»	10. — La communauté de Sierre . . . . .	40
»	11. — Les ressources . . . . .	44
»	12. — Population; fléaux . . . . .	46
»	13. — Usages, coutumes du moyen-âge . . . . .	50

## SECTION III

### **Le développement de la démocratie**

Chapitre	1. — Le Plan de Sierre . . . . .	53
»	2. — Le développement de la démocratie . . . .	56

»	3. — Le grand-châtelain . . . . .	59
»	4. — La communauté de Sierre . . . . .	61
»	5. — La bourgeoisie . . . . .	66
»	6. — L'administration de la justice . . . . .	70
»	7. — Les de Montheolo (de Montheis), vidomnes de Sierre . . . . .	72
»	8. — Le militaire . . . . .	78
»	9. — Les familles patriciennes de Platea, de Preux, de Chastonay, de Courten . . . . .	82
»	10. — Les familles de Sierre — Liste des procureurs . . . . .	88
»	11. — Difficultés entre les tiers de la contrée — Acquisition des droits vidomnaux . . . . .	91
»	12. — Les engins de sauvetage et la première pompe à Sierre . . . . .	94
»	13. — Bisses et fontaines . . . . .	97
»	14. — Règlements concernant la boucherie, les au- berges, les garderies . . . . .	100
»	15. — Les langues à Sierre . . . . .	102
»	16. — L'école . . . . .	105
»	17. — Les produits . . . . .	107
»	18. — Us et coutumes . . . . .	110

## SECTION IV

### Le nouveau régime

Chapitre	1. — Fin de l'ancien régime . . . . .	112
»	2. — Sierre s'oppose à l'annexion à la France . . . . .	117
»	3. — Sierre chef-lieu du dizain puis du district de ce nom . . . . .	120
»	4. — Séparation des tiers, Démembrement de la grande bourgeoisie, Conseils municipal et bourgeoisial . . . . .	123
»	5. — Sierre devient le siège du gouvernement du Haut-Valais en 1839 . . . . .	125
»	6. — Le chemin de fer à Sierre . . . . .	128
»	7. — La grande cible de Sierre . . . . .	131
»	8. — Le Rhône et ses droits . . . . .	135
»	9. — L'école primaire à Sierre . . . . .	138

»	10. — L'industrie hôtelière. — Climat . . . . .	140
»	11. — Sociétés de chant et de musique . . . . .	142
»	12. — La poste et la diligence à Sierre . . . . .	144
»	13. — Les ressources . . . . .	148
»	14. — Population. Le Plan de Sierre, village, bourg et ville . . . . .	150
»	15. — Liste des grands châtelains . . . . .	153
»	16. — Autorités désénales . . . . .	156
»	17. — Officiers militaires du dizain . . . . .	159

## SECTION V

### Histoire de la paroisse

»	1. — La paroisse de Sierre . . . . .	169
»	2. — Presbytères et curés de Sierre . . . . .	165
	1. La paroisse de Villa . . . . .	165
	2. Paroisse de Géronde . . . . .	167
	3. Paroisse de Ste Catherine . . . . .	167
»	3. — Le Vicariat . . . . .	169
»	4. — Le Rectorat . . . . .	170
»	5. — Les confréries . . . . .	171
»	6. — Les chapelles . . . . .	173

## Appendice I.

### Histoire de Géronde

§	1. — Géronde prieuré augustin . . . . .	174
§	2. — Géronde chartreuse . . . . .	174
§	3. — Géronde couvent de Carmes . . . . .	176
§	4. — Les Jésuites à Géronde . . . . .	177
§	5. — Le séminaire diocésain à Géronde . . . . .	178
§	6. — Géronde sous les Trappistes . . . . .	179
§	7. — Le couvent et l'église de Géronde . . . . .	180

## Appendice II.

### La noble contrée

§ 1. — Histoire de Randogne . . . . .	182
§ 2. — Histoire de Mollens . . . . .	183
§ 3. — Paroisse de St-Maurice . . . . .	184
Chapelles — Notre-Dame de Cretel . . . . .	185
§ 4. — Les curés de St-Maurice-de-Laques . . . . .	186
§ 5. — Les confréries . . . . .	187
§ 6. — Histoire de Venthône . . . . .	188
§ 7. — Les nobles de Venthône . . . . .	190
§ 8. — La paroisse de Venthône . . . . .	192
§ 9. — Les curés . . . . .	193
§ 10. — Les écoles . . . . .	194
§ 11. — Histoire d'Anchettes . . . . .	195
§ 12. — Histoire de Musotte . . . . .	197
§ 13. — Paroisse de Musotte . . . . .	197
§ 14. — Curés de Musotte . . . . .	198
§ 15. — Histoire de Miège . . . . .	198
§ 16. — Histoire de Veyras . . . . .	200
§ 17. — La paroisse de Miège . . . . .	200
§ 18. — Liste des curés de Miège . . . . .	201
Directeurs du Séminaire épiscopal de Gérondé . . .	202

---











IMPRIMERIE DE  
ST-AUGUSTIN  
ST-AURICE  
1932